





**Etat membre: France** 

Région : Ile de la Réunion



# Programme de Développement Rural 2007 – 2013

**Objectif Convergence** 

**TOME 4**Annexe 2 : Aides d'Etat

Version du 24 avril 2009 Suite aux remarques de la Commission

# France - Ile de La Réunion

# Annexe 2 : Aides d'Etat Programme de Développement Rural – 2007-2013

# **Objectif Convergence**

1 FICHE DE NOTIFICATION : AIDE A LA PLANTATION DE CANNE A SUCRE	3
Partie I. Informations générales	
Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel	
Partie III. Fiches d'information complémentaires	
Partie III 12 – Fiche d'information sur l'agriculture	
Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles	
2 FICHE DE NOTIFICATION : SOUTIEN FISCAL A L'INVESTISSEMENT DANS LES	
EXPLOITATIONS AGRICOLES	25
Partie I. Informations générales	25
Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel	
Partie III. Fiches d'information complémentaires	
Partie III 12 Fiche d'information sur l'agriculture	39
Partie III 12 A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles	41
3 FICHE DE NOTIFICATION : SOUTIEN FISCAL AUX INVESTISSEMENTS	
AGROALIMENTAIRES	47
Partie I. Informations générales	47
Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel	
Partie III. Fiches d'information complémentaires	60
Partie III 12 - Fiche d'information sur l'agriculture	61
Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les	
exploitations agricoles	63
Partie III.12.B Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles	69
4 FICHE DE NOTIFICATION : DEDUCTIBILITE DE LA TVA SUR LES INVESTISSEMEDANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES	
Partie I. Informations générales	7
Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel	
Partie III. Fiches d'information complémentaires	87
PARTIE III 12 Fiche d'information sur l'agriculture	88
Partie III. 12. A - Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles	5
5 FICHE DE NOTIFICATION : DEDUCTIBILITE DE LA TVA SUR LES INVESTISSEME DANS LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	
Partie I. Informations générales	
Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel	
Partie III. Fiches d'information complémentaires	
PARTIE III 12 Fiche d'information sur l'agriculture	109
Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les	11:
exploitations agricoles	111
transformation et à la commercialisation des produits agricoles	111
<i>α αποροι παιτοπ σε α τα σοπιποι σταιτοπιστά ασο μι σαπιτο αξί τουτος</i>	1 1 /

# 1 Fiche de notification : Aide à la plantation de canne à sucre

Formulaire type pour la notification des aides d'État conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et pour la communication d'informations sur les aides illégales

# Partie I. Informations générales

# Statut de la notification

Les in ⊠ □	formations transmises au moyen du présent formulaire concernent-elles: une notification en application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE? une aide illégale possible¹?
	Dans l'affirmative, veuillez spécifier la date de mise à exécution de l'aide. Veuillez compléter le présent formulaire, ainsi que les fiches d'information complémentaires correspondantes.
	une mesure ne constituant pas une aide, qui est notifiée à la Commission
	pour des raisons de sécurité juridique?
	Veuillez indiquer ci-dessous les raisons pour lesquelles l'État membre notifiant considère que la mesure ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Veuillez remplir les parties correspondantes du présent formulaire et fournir toutes les pièces justificatives nécessaires. Une mesure ne constitue pas une aide d'État si l'une des conditions prévues à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE n'est pas remplie. Veuillez fournir une appréciation complète de la mesure au regard des critères suivants, en mettant plus particulièrement l'accent sur la condition dont vous estimez qu'elle n'est pas remplie.

- √ l'absence de transfert de ressources publiques (Par exemple, si vous considérez que la mesure n'est pas imputable à l'État ou que des mesures réglementaires n'impliquant pas de transfert de ressources publiques seront mises en place)
- ✓ l'absence d'avantage (Par exemple, lorsque le principe de l'investisseur en économie de marché est respecté)
- ✓ l'absence de sélectivité/spécificité (Par exemple, lorsque la mesure est à la disposition de toutes les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie, sans *limitation territoriale ni distinction)*
- √ l'absence de distorsion de concurrence / d'affectation des échanges intracommunautaires (Par exemple, lorsque l'activité n'est pas de caractère économique ou lorsque l'activité économique est purement locale)

Selon l'article 1er, point f), du règlement (CE) n) 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1) (ci-après: "le règlement de procédure"), il convient d'entendre par "aide illégale" une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE.

### 1-Identification du donneur d'aide

1.1.État membre concerné

**FRANCE** 

1.2. Région(s) concernée(s) (le cas échéant)

1.3.

Personne de contact responsable:

Nom : Madame le chef du secteur AGRAP

Secrétariat général des affaires européennes

Service du Premier Ministre

Adresse : 2 boulevard Diderot

75572 PARIS Cedex 12

Téléphone : 00.33.1.44.87.10.19

Fax : 00.33.1.44.87.10.18 ou 00.33.1.44.87.12.61

E-mail : gaelle.regnard@sgae.gouv.fr

1.4. Personne de contact responsable à la Représentation permanente

Nom : Téléphone : Fax : E-mail :

**1.5.** Si vous souhaitez qu'une <u>copie</u> de la correspondance officielle envoyée par la Commission à l'État membre soit transmise à d'autres autorités nationales, veuillez indiquer ici leurs nom et adresse:

Nom : .Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale de la forêt et des affaires rurales Monsieur le Chef de la Mission Europe et régions

78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP

et

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques économique européenne et

internationale

Monsieur le chef de bureau des procédures juridiques communautaires

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

et

Monsieur le Directeur régional de l'agriculture et de la forêt

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

Parc de la Providence 97489 SAINT-DENIS Cedex

1.6. Veuillez indiquer la référence de l'État membre dont vous souhaitez qu'elle figure dans toute correspondance provenant de la Commission

### 2-Identification de l'aide

**2.1.**Intitulé de l'aide (ou nom de l'entreprise bénéficiaire s'il s'agit d'une aide individuelle) Aide à la plantation de canne pour les exploitations agricoles

#### 2.2. Brève description de l'objectif de l'aide

Le présent régime d'aide a pour objet d'inciter les exploitants agricoles à replanter plus tôt que de coutume leur champ de canne dans un but tant économique que d'amélioration environnementale.

L'incitation financière vise à compenser le différé de retour sur investissement qui peut être un frein à l'amélioration économique des plantations.

Veuillez indiquer l'objectif principal et, le cas échéant, le ou les objectifs secondaires:

	moz marquot rosjootii primorpai oti io t	Objectif principal (veuillez n'en cocher qu' <u>un</u> )	Objectif secondaire <sup>2</sup>
✓	Développement régional		$\boxtimes$
	Recherche et développement		
$\checkmark$	Protection de l'environnement		
✓	Sauvetage d'entreprises en		
	difficulté	_	_
$\checkmark$			
	difficulté		
<b>√</b>	PME	H	$\sqcup$
<b>√</b>	Emploi	님	H
<b>V</b>	Formation	님	
<b>V</b>	Capital-investissement	님	
✓			
<b>√</b>	internationalisation Services d'intérêt économique		
•	général		
✓	Développement sectoriel <sup>3</sup>	$\bowtie$	
✓	• •		H
	consommateurs individuels		
✓	Compensation de dommages		
	causés par des calamités	_	<u>—</u>
	naturelles ou par d'autres		
	événements extraordinaires		
✓	Réalisation d'un projet important		
	d'intérêt européen commun	_	_
✓	Remède à une perturbation grave		
,	de l'économie		
<b>√</b>		님	H
✓	Culture		
	Régime - Aide individuelle <sup>4</sup> 1. La notification concerne-t-elle un r	non	
	oui	non	

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

Un objectif secondaire est un objectif se greffant sur l'objectif principal, auquel l'aide sera exclusivement réservée. Par exemple, un régime pour lequel l'objectif principal est la recherche et le développement peut avoir pour objectif secondaire les petites et moyennes entreprises (PME) si l'aide est destinée exclusivement à ce type d'entreprises. L'objectif secondaire peut aussi être sectoriel, par exemple dans le cas d'un régime en faveur de la recherche et du développement dans le secteur sidérurgique.

Veuillez spécifier le secteur au point 4.2.

Selon l'article 1er, point e) du Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.2.1999, p. 1), il convient d'entendre par "aide individuelle" une aide qui n'est pas accordée sur la base d'un régime d'aides, ou qui est accordée sur la base d'un régime d'aides, mais qui doit être notifiée.

	>	Si oui, les conditions d'application de la procédure de notification simplifiée prévue à l'article 4, paragraphe 2, du règlement d'application (CE) n° () du () sont-elles remplies?
	>	oui non Si oui, veuillez remplir le formulaire de notification simplifiée (voir l'annexe II).
	>	Si non, veuillez continuer de remplir le présent formulaire et spécifier si le régime qui est modifié avait été notifié à l'origine à la Commission.
	>	oui non Si oui, veuillez indiquer: le numéro d'aide: la date d'autorisation du régime par la Commission (référence de la lettre de la Commission (SG()D/): la durée du régime initial: Veuillez spécifier quelles conditions sont modifiées par rapport au régime initial et pourquoi:
2.3.2		notification concerne-t-elle une aide individuelle?  oui  non Si oui, veuillez cocher la case appropriée ci-dessous:
	Ré Inti Nu	aide accordée sur la base d'un régime devant être notifiée ividuellement férence du régime autorisé: itulé :
		aide individuelle ne relevant pas d'un régime
2.3	not	La notification concerne-t-elle une aide individuelle ou un régime d'aides ifiés en application d'un règlement d'exemption? Si oui, veuillez cocher la se appropriée ci-dessous: NON
		Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises <sup>5</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 1.
		Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation <sup>6</sup> . Veuillez
		utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 2. Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>7</sup> . Veuillez
		utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 3. Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (JO L 1 du 3.1.2004).

Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation, JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission du 12 décembre 2002 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi, JO L 337 du 13.12.2002, p. 3 et JO L 349 du 24.12.2002, p. 126.

PDR Réunion

Page 6

Version du 24.04.09

## 3-Base juridique nationale 3.1. Veuillez énumérer les textes constituant la base juridique nationale, y compris les dispositions d'application, et leurs sources de références respectives: Intitulé:..... programme de développement rural de la Réunion 2007-2013 (PDRR) Références (le cas échéant): 3.3. Veuillez indiquer les documents joints à la présente notification: PDRR Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web) Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et. si possible, un lien web) 3.2. S'il s'agit d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle l'organisme chargé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a été autorisée par la Commission (clause de suspension)? oui non La Commission a indiqué au comité de développement rural que les Etats membres seraient autorisés, s'agissant d'aides constituant un financement additionnel aux aides octroyées dans le cadre de programmes de développement rural 2007-2013, à accorder le bénéfice du présent régime dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sans toutefois pouvoir payer les dites aides aux bénéficiaires avant l'approbation du programme de développement rural de la réunion 2007-2013 pour autant que les opérations aidées n'aient pas commencé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007. 4- Bénéficiaires 4.1. Situation géographique du ou des bénéficiaires dans une ou des régions non assistées dans une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, paragraphe 3, point c) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 3 ou à un niveau inférieur) $\boxtimes$ dans une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, paragraphe 3, point a) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 2 ou à un niveau inférieur) NUTS 2 et NUTS 3 mixte: veuillez spécifier **4.2.** Secteurs d'activité du ou des bénéficiaires Activité ne relevant pas d'un secteur en particulier ..... Agriculture .....A Pêche ..... ..... C Industries extractives ......10.1 Houille ..... D Industrie manufacturière \_\_\_\_\_.....17 **Textiles**

Machines et équipements

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

.....21

.....24

.....29

.....24.7 Fibres artificielles

.....27.1 Sidérurgie<sup>8</sup>

Pâte à papier et papier

Industrie chimique et pharmaceutique

Annexe B de la Communication de la Commission - Encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement, JO C 70 du 19.3.2002, p. 8.

	DL Équipements électriques et optiques						
		34.1 Véhicules automobiles35.1 Construction navale					
	H					manufacturières,	veuillez
préc	□□ :iser:			Auties	activites	manuracturieres,	veuillez
	E		cité, gaz	et eau			
	F	Travau					
	52		es de dé				
	H	Hôtelle	erie et re	stauration	(Tourisme)		
	I						
						conduites	
				•	nes et côtie	re	
			•			15	
			•				
	64					cations	
	J						
	72	Servic	es inform	natiques e	t services ra	attachés à l'informati	ique
	92						
		Autres	s, veuillez	spécifier	selon la cla	ssification NACE re	v. 1.1. <sup>9</sup> :
Non	Dans le cas d'une n du bénéficiaire e de bénéficiaire PME Effectif						
	Bilan annuel	C5 arm	:				
	Indépendance		:				
(Veuillez joindre une déclaration formelle conformément à la recommandation de la Commission sur les PME¹¹¹ ou fournir toute autre pièce justificative relative aux critères susmentionnés):  ☐ grande entreprise ☐ entreprise en difficulté¹¹							
4.4	Dans le cas d'un r	régime :	d'aides.				
	e de bénéficiaires:		a alaco.				
			(grandes	entrepris	es et petites	s et moyennes entre	prises)
	grandes entreprises uniquement						
petites et moyennes entreprises							
	moyennes entreprises						
	petites entreprises						
$\square$	microer			aitanta a=	riaalaa mus d	luotouro do como : :-	عطابياط بيماء
						lucteurs de canne ir ogramme de dévelo	
	l 2007-2013 de la			16 121-0 -	uu pi	ogramme de devell	phement
iuia	2001 2010 UC IA	. Cui iiO					

La NACE Rev.1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne. La NACE Rev. 1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JO L 124 du 20.5.2003, p. 36, et projet de règlement (CE) n° .../.. de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 par une extension de son champ d'application aux aides à la recherche et au développement.

11 Au sens des Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

PDR Réunion Page 8 Version du 24.04.09

	e estimatif de bénéficiaires: usqu'à 10 de 11 à 50 de 51 à 100 de 101 à 500 de 501 à 1000 de 501 à 1000 plus de 1000
5-Mo	ntant de l'aide/Dépenses annuelles
	e cas d'une aide individuelle, veuillez indiquer le montant global de chaque concernée:
le monta Environ	cas d'un régime d'aides, veuillez indiquer le montant du budget annuel prévu et ant global (dans la monnaie nationale) : 255.000 euros /an soit environ 1,78 M€ pour la durée de la programmation de opement rural
annuelle	es mesures fiscales, veuillez fournir une estimation des pertes de recettes es et globales résultant des avantages fiscaux concédés pour la période e par la notification:
Si le bue 2007-20	dget n'est pas adopté annuellement, veuillez spécifier la période qu'il couvre: 013
	otification concerne des modifications apportées à un régime d'aides existant, décrire les effets budgétaires des modifications notifiées:
6-For	rme de l'aide et moyens de financement
	spécifier sous quelle forme l'aide est mise à la disposition du ou des aires (le cas échéant, pour chaque mesure):
_	Subvention directe Prêt à taux réduit (avec des précisions sur la sûreté)
	Bonification d'intérêts
	Allégement fiscal (par exemple, déduction fiscale, réduction de la base d'imposition, réduction du taux d'imposition, différé d'imposition). Veuillez
F	spécifier:
	Annulation de dettes
	Garantie (veuillez fournir des précisions concernant notamment le prêt ou toute autre transaction financière couverte par la garantie, la sûreté requise et la prime à payer)
_	Autres. Veuillez spécifier:
! ; (	Pour chaque instrument d'aide, veuillez donner une description précise des règles qui le régissent et de ses conditions d'application, notamment son intensité et son régime fiscal, et préciser si l'aide est accordée automatiquement dès lors que certains critères objectifs sont remplis (si tel est le cas, veuillez spécifier ces critères) ou si les autorités chargées de l'octroi disposent d'une marge discrétionnaire.

Sur la base du point 111 des lignes directrices agricoles, le présent régime vise à apporter un complément de rémunération aux bénéficiaires de la mesure 121-8 121-9 en faveur de l'aide à la plantation de canne accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Réunion (mesure 121 dispositif 9).

Le présent régime d'aide a en effet pour objet d'inciter les exploitants agricoles à replanter plus tôt que de coutume leur champ de canne dans un but tant économique que d'amélioration environnementale.

L'investissement nécessaire à la replantation commence à être amorti, selon les techniques de plantation en année 3 ou 5.

La présente aide vise à compenser pour partie le différé de retour sur investissement qui peut être un frein à l'amélioration économique des plantations.

Ce complément de rémunération, sis sur le travail de plantation, sera calculé sur la part des dépenses en nature éligible à la mesure 121-8 121-9 mais n'ouvrant pas droit à aide, pour autant et dans la limite des plafonds indiqués ci-dessous

	Dépenses totales éligibles au PDRR et au présent régime	Montant maximal des 2 aides	Dépense maximale éligible au titre de la présente aide	Montant maximal d'aide au titre du présent régime
plantation sans bouture extérieure à l'exploitation sans amendement du sol	3160 € HT/ha	1580 € /ha	830 €/ha	415€/ha
plantation sans bouture extérieure à l'exploitation + amendement du sol	3900 € HT/ha	1950 €/ha	70 €/ha	35€/ha
plantation avec bouture extérieure à l'exploitation sans amendement du sol	3560 € HT/ha	1780 €/ha	425€/ha	212€/ha

Le coût du travail de plantation sera évalué sur la base d'un barème établi par le CIRAD, institut de recherche, et agréé par l'autorité de gestion du programme. L'intensité de l'aide sera de 50% des dépenses éligibles.

Le dépôt d'une demande d'aide au titre du FEADER vaudra dépôt de demande au titre du présent régime et sera examiné selon les mêmes modalités.

Veuillez spécifier le financement de l'aide: si l'aide n'est pas financée par le budget général de l'État/la région/la municipalité, veuillez expliquer son mode de financement:
Taxes parafiscales ou taxes affectées à un bénéficiaire qui n'est pas l'État. Veuillez fournir des précisions sur les taxes en question et les produits et/ou services sur lesquels elles sont prélevées. Veuillez notamment spécifier si des produits importés d'autres États membres y sont soumis. Veuillez joindre une copie de la base juridique de l'imposition des taxes
Réserves accumulées Entreprises publiques Autres (veuillez spécifier)
7-Durée
7.1. Dans le cas d'une aide individuelle:
Veuillez indiquer la date à laquelle l'aide sera mise à exécution (Si l'aide sera payée par tranches, veuillez indiquer la date de chaque tranche)
Veuillez, le cas échéant, spécifier la durée de la mesure pour laquelle l'aide est accordée
7.2. Dans le cas d'un régime d'aides:
Veuillez indiquer la date à partir de laquelle les aides peuvent être accordées 1 <sup>er</sup> janvier 2007
 Veuillez indiquer la date jusqu'à laquelle les aides peuvent être accordées
fin de la programmation 2007-2013 de développement rural
Si la durée dépasse six ans, veuillez démontrer qu'une période plus longue est indispensable pour atteindre les objectifs du régime: mise en cohérence avec la durée du programme de développement rural
8-cumul de différents types d'aide
L'aide peut-elle être cumulée avec des aides perçues au titre d'autres régimes locaux, régionaux, nationaux ou communautaires pour couvrir les mêmes coûts éligibles?  Oui non
Si oui, veuillez décrire les mécanismes mis en place pour garantir le respect des règles relatives au cumul:
Un système informatique commun, OSIRIS, permettra de s'assurer du respect des règles de cumul d'aide.
9-Confidentialité
La notification contient-elle des informations confidentielles qui ne peuvent être divulguées à des tiers?
PDR Réunion Page 11 Version du 24.04.09 Annexe 2 Tome 4

Si oui, veuillez indiquer quels passages sont confidentiels en motivant votre réponse: Si non, la Commission publiera sa décision sans consulter l'État membre.

# 10-Compatibilité de l'aide

Veuillez indiquer quels règlements, encadrements, lignes directrices et autres textes applicables aux aides d'État constituent une base juridique explicite pour l'autorisation de l'aide (veuillez, le cas échéant, le spécifier pour chaque mesure) et compléter la ou les fiches d'information complémentaires correspondantes prévues à la partie III

	Aides aux PME
	Notification d'une aide individuelle en application de l'article 6 du règlement (CE)
	n° 70/2001, modifié par le règlement (CE) 364/2004
	Notification pour des raisons de sécurité juridique
	Aides aux PME du secteur agricole
	Aides à la formation
	Notification d'une aide individuelle en application de l'article 5 du règlement (CE)
	n° 68/2001, modifié par le règlement /(CE) 363/2004
	Notification pour des raisons de sécurité juridique
	Aides à l'emploi
Ш	Notification d'une aide individuelle en application de l'article 9 du règlement (CE)
	n° 2204/2002
	Notification d'un régime d'aides en application de l'article 9 du règlement (CE)
	n° 2204/2002
_	Notification pour des raisons de sécurité juridique
Щ	Aides à finalité régionale
Ш	Aides relevant de l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de
_	grands projets d'investissement
	Aides à la recherche et au développement
	Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
H	Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
	Aides à la production audiovisuelle
	Aides à la protection de l'environnement
	Aides au capital-investissement Aides dans le secteur agricole
	Aides dans le secteur agricole Aides dans le secteur des transports
H	Aides dans le secteur des transports Aides au secteur de la pêche

Lorsque les règlements, encadrements, lignes directrices ou autres textes applicables aux aides d'État ne constituent pas une base juridique explicite pour l'autorisation de l'une quelconque des aides couvertes par le présent formulaire, veuillez exposer les motifs qui pourraient justifier que l'aide soit considérée comme compatible avec le traité CE, en vous référant à la disposition dérogatoire du traité CE applicable (article 86, paragraphe 2, article 87, paragraphe 2, points a) ou b), article 87, paragraphe 3, points a), b), c) ou d)), ainsi qu'à d'autres dispositions spécifiques concernant l'agriculture et les transports.

11-Ordres	s de récupérat	ion en suspens		
perçu une aid		elle, l'un des bénéficiai de laquelle la Comm ? oui		
Si précisions:	oui,	veuillez	fournir	des
12-Autres	informations			
		nformation que vous ju ion des règles sur les a		éciation des
13-Pièces	jointes			
		ocuments qui sont joir uments ou des liens		
14-Déclar	ation			
		e je sache, les inform èces jointes sont exact		le présent
Date et lieu de	e signature			
Signature :				
Nom et titre du	u signataire			

# Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel

Numéro de l'aide:	(à compléter par la Commission)		
État membre:	France		
Région:	Réunion		
Intitulé et objectif du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire d'une aide individuelle (aide basée sur un régime mais devant être notifiée individuellement ou aide ne relevant pas d'un régime):		ntation de canne	
Base juridique:	Programme de développement rural 2007 2013 de la Réunion		
Dépenses annuelles prévues ou montant global de l'aide individuelle accordée: (Dans la monnaie nationale)	Régime d'aides	Dépenses annuelles 2 prévues:	
		r	1,78 million d'euros
	Aide individuelle	•	millions d'euros
Durée:		la programmation de ent rural 2007-2013	
Intensité d'aide maximum de l'aide individuelle ou du régime d'aides:			
Secteurs économiques:	Tous les Secteurs:		
	ou Mesure limitée à certains agricul secteurs mentionnés dans la partie e "Informations générales" (Partie I, point 4.2.)		
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Nom: Etat		

# Partie III. Fiches d'information complémentaires

À compléter s'il y a lieu en fonction du type d'aide concerné:

- 1. Aides aux PME
- 2. Aides à la formation
- 3. Aides à l'emploi
- 4. Aides à finalité régionale
- 5. Aides relevant de l'encadrement multisectoriel
- 6. Aides à la recherche et au développement
  - (a) dans le cas d'un régime
  - (b) dans le cas d'une aide individuelle
- 7. Aides au sauvetage d'entreprises en difficulté
  - (a) dans le cas d'un régime
  - (b) dans le cas d'une aide individuelle
- 8. Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - (a) dans le cas d'un régime
  - (b) dans le cas d'une aide individuelle
- 9. Aides à la production audiovisuelle
- 10. Aides à la protection de l'environnement
- 11. Aides au capital-investissement
- 12. Aides au secteur de l'agriculture
  - a) Aides à l'agriculture
    - i. Aides à l'investissement dans les exploitations agricoles
    - ii. Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles
  - b) Aides agroenvironnementales
  - c) Aides destinées à compenser les handicaps dans les zones défavorisées
  - d) Aides à l'établissement des jeunes agriculteurs
  - e) Aides à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
  - f) Aides à la suppression de la capacité de production, de transformation et de commercialisation
  - g) Aides aux groupements de producteurs
  - h) Aides destinées à compenser des dommages en matière de production agricole ou de moyens de production agricoles
  - i) Aides au remembrement
  - j) Aides destinées à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité
  - k) Aides destinées à fournir une assistance technique dans le secteur agricole
  - I) Aides destinées au soutien du secteur de l'élevage
  - m) Aides pour les régions ultrapériphériques et les îles de la mer Égée
  - n) Aides sous forme de prêts bonifiés à court terme
  - o) Aides à la promotion et à la publicité en faveur des produits agricoles et de certains produits non agricoles
  - p) Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - q) Aides concernant les tests EST, les animaux trouvés morts et les déchets d'abattoirs
- 13. Aides au secteur des transports
  - a) Aides individuelles à la restructuration d'entreprises en difficulté dans le secteur de l'aviation
  - b) Aides aux infrastructures de transport
  - c) Aides aux transports maritimes
  - d) Aides aux transports combinés
- 14. Aides au secteur de la pêche

# Partie III 12 - Fiche d'information sur l'agriculture

Veuillez noter que ce formulaire de notification d'une aide d'État ne s'applique qu'aux activités liées à la production, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles visés au point 6 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007–2013<sup>12</sup>. Veuillez noter également que les règles qui régissent les aides d'État dans le secteur agricole ne s'appliquent pas aux mesures relatives à la transformation des produits relevant de l'annexe I en produits qui ne dépendent pas de cette annexe. Pour ce type de mesures, vous devez compléter le formulaire de notification correspondant.

#### 1. PRODUITS COUVERTS

	esure s'applique-t-elle à is à une organisation cor pommes de terre autres viande chevaline café liège vinaigres d'alcool La mesure ne s'applique	nmune de marché: que les pommes de	
2. EFFET IN	CITATIF		
Toute aide od activités entre déclaré comp  Oui  Dans la négal  La Commissi seraient auto octroyées dar le bénéfice di dites aides au	eprises ou des services reatible avec le traité CE partive, veuillez vous reporter on a indiqué au comitérisés, s'agissant d'aides le cadre de programme u présent régime dès le lax bénéficiaires avant l'apre 2007-2013 pour autant	reçus lorsque ce rég ar la Commission?  Non  r au point 16 des liga de développement constituant un finances de développemer 1er janvier 2007 sar oprobation du progra	ra-t-elle uniquement pour des ime aura été mis en place et mes directrices. rural que les Etats membres cement additionnel aux aides at rural 2007-2013, à accorder as toutefois pouvoir payer les mme de développement rural aidées n'aient pas commencé
nécessité de elle uniquemolorsque le rég Commission?  Oui	toute autre démarche a ent être accordée pour gime aura été mis en pla	u niveau administra des activités entrep ace et déclaré comp ] Non	fice de l'aide et supprime la tif, l'aide elle-même pourra-t- orises ou des services reçus étitif dans le traité CE par la mes directrices.
concernée, l entreprises ou a) le régi CE par la Cor	aide elle-même peut u des services reçus une me d'aide doit avoir été nmission; emande doit avoir été	uniquement être de fois les conditions su mis en place et déc	orès de l'autorité compétente octroyée pour des activités uivantes remplies: laré compatible avec le traité e et due forme à l'autorité
<sup>12</sup> JO PDR Réunion		Page 16	Version du 24.04.09

façon qui obl mode de calc budget dispo Oui	mande doit avoir été acceptée par l'autorité compétente concernée d'une lige celle-ci à octroyer l'aide en en indiquant clairement le montant ou son cul. Cette acceptation par l'autorité compétente est seulement possible si le nible pour l'aide ou le régime d'aide n'est pas épuisé.  Non  Non  Notive, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
accordée po énumérés au Oui	Aides individuelles aide individuelle sortant du cadre d'un régime d'aide doit uniquement être ur des activités entreprises ou des services reçus une fois les critères x points 2.3 b) et c) ci-dessus remplis.  Non htive, passez au point 16 des lignes directrices.
Le programm  Oui	compensatoires ne d'aide est-il de nature compensatoire? Non ative, les points A et B ci-dessus ne s'appliquent pas.
3. TYPE D'A	
	s) d'aide la mesure prévue comprend-elle?  E DÉVELOPPEMENT RURAL
A	Aides aux investissements dans les exploitations agricoles
В	Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des
_	produits agricoles
С	Aide aux engagements agroenvironnementaux ou en faveur du bien-être des
	animaux
C bis.	Paiements Natura 2000 et paiements liés à la directive 2000/60/CE <sup>13</sup>
D	Aide destinée à compenser les handicaps dans certaines régions
E	Aide au respect des normes
F G	Aide à l'établissement des jeunes agriculteurs Aide à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
H	Aide aux groupements de producteurs
i i	Aide aux groupements de producteurs
J	Aide destinée à encourager la production et la commercialisation de produits
	agricoles de qualité
K	Aide à la fourniture d'une assistance technique dans le secteur agricole
L	Aide au secteur de l'élevage
M CESTION DE	Aide aux régions ultrapériphériques et aux îles de la mer Égée
N N	ES RISQUES ET DES CRISES  Aide destinée à compenser des dommages en matière de production agricole
O	Aide destinée à la lutte contre les maladies animales et végétales
P	Aide au paiement de primes d'assurance
Q	Aide à la suppression de capacités de production, de transformation et de
	commercialisation
AUTRES AID	
R	Aide à la publicité en faveur des produits agricoles
S T	Aide liée aux exonérations fiscales au titre de la directive 2003/96/CE <sup>14</sup>
_	Aide au secteur sylvicole
<sup>13</sup> Directive 20	00/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un

p. 1).

14 Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

PDR Réunion Page 17 Version du 24.04.09

Annexe 2 Tome 4

Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000,

# Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans les exploitations agricoles traités au point IV.A des Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>15</sup>.

1. OBJECTIFS DE L'AIDE
1.1. Lequel des objectifs suivants l'investissement poursuit-il : abaisser les coûts de production ; améliorer et redéployer la production ; élever la qualité ; préserver et améliorer l'environnement, respecter les normes relatives à l'hygiène et au bien-être des animaux ; diversifier les activités agricoles autre (à préciser)
Si l'investissement poursuit d'autres objectifs, veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les exploitations ne peut être octroyée pour des investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs précités.
<ul> <li>1.2. L'aide concerne-t-elle des investissements concernant de simples opérations de remplacement ?</li> <li>oui</li></ul>
<ul> <li>1.3. L'aide est-elle liée à des investissements qui concernent des produits faisant l'objet de restrictions à la production ou d'une limitation du soutien communautaire au niveau des agriculteurs individuels, des exploitations ou des installations de transformation dans le cadre d' une organisation commune des marchés (régimes de soutien direct compris) financée par le FEAGA, et qui entraîneraient une augmentation de la capacité de production au-delà de ces restrictions ou limitations ?</li> <li>Oui</li> </ul>
Dans l'affirmative, veuillez noter qu'en vertu du point 37 des lignes directrices aucune aide ne peut être accordée pour ce type d'investissement
2. BENEFICIAIRES
Qui sont les bénéficiaires de l'aide ?  des agriculteurs ; des groupements de producteurs ; autres (veuillez préciser)

<sup>15</sup> JO ... PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

## 3. INTENSITE DE L'AIDE

3.1. Veuillez indiquer le taux maximal d'aide publique par rapport à l'investissement éligible :
a)dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 <sup>16</sup> (max.50%);
b)dans les autres régions (max. 40%);
c)pour les jeunes agriculteurs dans les zones
défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du
règlement (CE) n° 1698/2005, réalisant l'investissement dans les cinq ans
suivant leur installation (max. 60%);
d)pour les jeunes agriculteurs dans les autres régions,
réalisant l'investissement dans les cinq ans suivant leur installation (max. 50%);
e)50% dans les régions ultrapériphériques et dans les îles
mineures de la mer Egee au sens du règlement (CEE) n° 2019/93 <sup>17</sup> (max. 75
%) dans les conditions précisées au point 6 de la partie I « Informations
générales » de la présente notification;
f) pour les investissements entraînant des coûts
supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de
l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations
d'élevage ou du bien être des animaux d'élevage, réalisés dans les délais de
transposition des normes minimales nouvellement introduites (max. 75 % dans
les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du
règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 60 % dans les autres zones),
g) pour les investissements entraînant des coûts
supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de
l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations
d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés dans les trois
années suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti
conformément à la législation communautaire (max. 50 % dans les zones
défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du
règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans les autres zones),
h) pour les investissements entraînant des coûts
supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de
l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations
d'élevage ou du bien être des animaux d'élevage, réalisés au cours de la
quatrième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été
consenti conformément à la législation communautaire (max. 25 % dans les
zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du
règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 20 % dans les autres zones),
i) pour les investissements entraînant des coûts
supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de
l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations
d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés au cours de la
cinquième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été
consenti conformément à la législation communautaire (max. 12,5 % dans les
zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du
règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 10 % dans les autres zones, aucune

\_

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); JO L 277 du 21.10.2005, p. 1.

<sup>17</sup> Règlement (CE) n° 2019/93 du Conseil du 19 juillet 1993, portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée; JO L 184 du 27.7.1993, p. 1.

j)		aide ne pouvant être accordée pour des dépenses effectuées au-delà de la
règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans les autres zones),  )	j)	exposées par les Etats membres qui ont adhéré à la Communauté respectivement le 1 <sup>er</sup> mai 2004 et le 1 <sup>er</sup> janvier 2007, aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE <sup>18</sup> (max. 75 %), k) pour les dépenses d'investissement supplémentaires exposées aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE et faisant l'objet d'un soutien au titre du règlement (CE) n° 1698/2005 (max. 50 % dans
liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d'élevage, la majoration est-elle limitée aux investissements allant au-delà des normes minimales actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y ait augmentation de la capacité de production ? sans objet		règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans les autres zones), l)pour les investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur (max. 60 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 50 % dans les
directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicable aux investissements entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet oui non  3.4. Dans le cas des investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet oui non  4. CRITERES D'ELIGIBILITE  4.1. L'aide est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ?  oui non  4.2. L'aide est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?  oui non	3.2.	liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d'élevage, la majoration est-elle limitée aux investissements allant au-delà des normes minimales actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y ait augmentation de la capacité de production ? sans objet
la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet oui non  4. CRITERES D'ELIGIBILITE  4.1. L'aide est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ?  Oui non  4.2. L'aide est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?  Oui non	3.3	directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicable aux investissements entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet
4.1. L'aide est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ?  ☐ non  4.2. L'aide est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?  ☐ oui ☐ non  ☐ non  ☐ Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux	3.4.	la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet
en difficulté ?  oui	4. CRI	TERES D'ELIGIBILITE
produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?  oui  non  Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux		en difficulté ?
Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des éaux		produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?
contre la nollution	<sup>18</sup> Direction	tive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux la pollution

contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles; JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

PDR Réunion Page 20 Version du 24.04.09

Annexe 2 Tome 4

		5.1. Les dépenses é	ligibles	comprennent	t-elles : sar	ns objet	
		logiciels, jusqu'à c l'exclusion des coût du bailleur, coûts c	on-vento concurro s liés à	e de matériel ence de la i un contrat d	ls et équip valeur ma e location	ns immeubles; bement, y compris le archande du bien, tels que taxes, marg ux, frais d'assurance	à e
			d'arch	itectes, d'ing	énieurs et	penses précités (pa d'experts, études d	
5.2.	L'aid □	e couvre-t-elle l'achat oui	de ma	tériel d'occasi non	on ?		
5.3.	moye	s l'affirmative, l'achat ennes entreprises pos					
	? □	oui		non			
5.4		achats de droits de plantation de végéta oui					si
		éponse est non, veuill e aide ne peut être ac		•	•	•	s
5.5.		rt de l'achat de terre es de l'investissement oui					s
		réponse est non, ve ions d'éligibilité à re rices		•	•		
6. AID	E A LA	CONSERVATION DES P	AYSAGE	ES ET BATIMEN	TS TRADITION	ONNELS	
sans o 6.1.	L'aid tend	e concerne-t-elle de ant à la conservation s sur des exploitation oui	n d'éléi	ments du pat			
6.1.1.	Dans	s l'affirmative, quel est	t le taux	d'aide envisa	agé (max :	100 %):	
6.1.2		dépenses éligibles tués par l'a oui	compi agriculte		la rémur sa		X ?
PDR R	éunior	)	Page	e 21		Version du 24.04.09	9

5. DEPENSES ELIGIBLES

Annexe 2 Tome 4

6.1.3	Dans l'affirmative, cette rémunération sera-t-elle plafonnée à 10 000 € par an ?  □ oui □ non
6.1.4	Dans la négative, justifiez le dépassement du plafond précité.
6.2.	L'aide concerne-t-elle les investissements ou les travaux d'équipement ayant pour finalité de conserver les éléments du patrimoine de l'actif productif des exploitations ?  oui non
6.2.1.	Dans l'affirmative, l'investissement en cause a-t-il pour conséquence ur accroissement de la capacité de production de l'exploitation ?  ———————————————————————————————————
6.2.2.	Quels sont les taux maximaux d'aide envisagés pour ce type d'investissement ?  Investissements sans accroissement de la capacité :  Taux maximal envisagé pour les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n' 1698/2005 (max. 75 %) :
	Investissements avec accroissement de la capacité : Taux maximal envisagé en cas d'usage de matériaux de notre époque (max. : voir point 3.1) :
	traditionnels, en pourcentage du surcoût (max. 100 %):
7. TRA	
7. TRA sans ob 7.1.	traditionnels, en pourcentage du surcoût (max. 100 %):
sans ob	traditionnels, en pourcentage du surcoût (max. 100 %):
sans ob 7.1. 7.2.	traditionnels, en pourcentage du surcoût (max. 100 %):  NSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC  Djet  Le transfert résulte-t-il d'une expropriation?  non  Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique?
sans ob 7.1. 7.2.	NSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC  Djet  Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ?  Oui
sans ob 7.1. 7.2.	NSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC  Djet  Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ?  oui  non  Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique ?  oui  non  Veuillez noter que la base juridique doit expliquer l'intérêt public que présente le transfert.  La transplantation consiste-t-elle simplement à démolir des installations, à les transporter et à les réimplanter ailleurs ?

7.4.1.		s l'affirmative, quelle est la contribution exigée de l'agriculteur, en centage de la plus-value des installations après la transplantation?  Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
		Dans les autres zones (min. 60%)
		Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 45%)
		Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min. 55%)
7.5.		ransplantation a-t-elle pour résultat une augmentation de la capacité de uction ?  Oui   non
7.5.1.		s l'affirmative, quelle est la contribution de l'agriculteur, en pourcentage des nses liées à l'augmentation ? Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
		Dans les autres zones (min 60%)
		Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min 45%)
		Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min 55%)
8. <b>A</b> UTI	RES IN	Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min 55%)
8. <b>A</b> UTI 8.1.	La l'adé	· · · ·
8.1. Le prés	La l'adédi déve Si la une a	notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant quation et la cohérence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de loppement rural concerné(s) ?
8.1. Le prés	La l'adéd déve Si la une a sent ro	notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant quation et la cohérence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de loppement rural concerné(s) ? oui  non  réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans innexe à la présente fiche d'information complémentaire égime d'aide constitue un financement additionnel du dispositif 121-8
8.1. Le prés	La l'adéd déve Si la une a sent ro. Si la est ro. La no l'aide	notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant quation et la cohérence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de loppement rural concerné(s)?  oui non  réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans nnexe à la présente fiche d'information complémentaire égime d'aide constitue un financement additionnel du dispositif 121-8 programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion.  réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation

Le présent régime d'aide a pour objet d'inciter les exploitants agricoles à replanter plus tôt que de coutume leur champ de canne dans un but tant économique que d'amélioration environnementale.

L'incitation financière vise à compenser le différé de retour sur investissement qui peut être un frein à l'amélioration économique des plantations.

La nécessité de l'aide est explicitée de façon plus détaillée dans le cadre du dispositif 121-8 121.9 du programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion....

Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices

# 2 Fiche de notification : Soutien fiscal à l'investissement dans les exploitations agricoles

Formulaire type pour la notification des aides d'État conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et pour la communication d'informations sur les aides illégales

#### Partie I. Informations générales

# Statut de la notification Les informations transmises au moyen du présent formulaire concernent-elles: une notification en application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE? une aide illégale possible<sup>19</sup>? Dans l'affirmative, veuillez spécifier la date de mise à exécution de l'aide. Veuillez compléter le présent formulaire, ainsi que les fiches d'information complémentaires correspondantes. une mesure ne constituant pas une aide, qui est notifiée à la Commission pour des raisons de sécurité juridique? Veuillez indiquer ci-dessous les raisons pour lesquelles l'État membre notifiant considère que la mesure ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Veuillez remplir les parties correspondantes du présent formulaire et fournir toutes les pièces justificatives nécessaires. Une mesure ne constitue pas une aide d'État si l'une des conditions prévues à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE n'est pas remplie. Veuillez fournir une appréciation complète de la mesure au regard des critères suivants, en mettant plus particulièrement l'accent sur la condition dont vous estimez qu'elle n'est pas remplie.

- ✓ l'absence de transfert de ressources publiques (*Par exemple, si vous considérez que la mesure n'est pas imputable à l'État ou que des mesures réglementaires n'impliquant pas de transfert de ressources publiques seront mises en place*)
- ✓ l'absence d'avantage (Par exemple, lorsque le principe de l'investisseur en économie de marché est respecté)
- ✓ l'absence de sélectivité/spécificité (Par exemple, lorsque la mesure est à la disposition de toutes les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie, sans limitation territoriale ni distinction)
- ✓ l'absence de distorsion de concurrence / d'affectation des échanges intracommunautaires (Par exemple, lorsque l'activité n'est pas de caractère économique ou lorsque l'activité économique est purement locale)

#### 1 Identification du donneur d'aide

1.1 État membre concerné FRANCE

1.2 Région(s) concernée(s) (le cas échéant)

Partie 9: Aides d'Etat

Selon l'article 1er, point f), du règlement (CE) n) 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1) (ci-après: "le règlement de procédure"), il convient d'entendre par "aide illégale" une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE. PDR Réunion

Page 25

Version du 17/04/09

1.3

Personne de contact responsable:

Nom : Madame le chef du secteur AGRAP

Secrétariat général des affaires européennes

Service du Premier Ministre

Adresse : 2 boulevard Diderot

75572 PARIS Cedex 12.. Téléphone : 00.33.1.44.87.10.19

Fax : 00.33.1.44.87.10.18 ou 00.33.1.44.87.12.61

E-mail : <a href="mailto:francoise.simon@sgae.gouv.fr">francoise.simon@sgae.gouv.fr</a>

1.7. Personne de contact responsable à la Représentation permanente

Nom : Téléphone : Fax : E-mail :

**1.8.** Si vous souhaitez qu'une <u>copie</u> de la correspondance officielle envoyée par la Commission à l'État membre soit transmise à d'autres autorités nationales, veuillez indiquer ici leurs nom et adresse:

Nom : .Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Madame la sous-directrice du développement rural et du cheval

Avenue du Maine 75349 PARIS 07 SP

et

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Monsieur le chef du bureau de l'Union européenne

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

et

Monsieur le Directeur régional de l'agriculture et de la forêt

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

Parc de la Providence 97489 SAINT-DENIS Cedex

et

Monsieur le Directeur de l'Agile

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

3, rue Félix GUYON 97400 SAINT-DENIS

1.9. Veuillez indiquer la référence de l'État membre dont vous souhaitez qu'elle figure dans toute correspondance provenant de la Commission

#### 2 Identification de l'aide

2.1 Intitulé de l'aide (ou nom de l'entreprise bénéficiaire s'il s'agit d'une aide individuelle) Soutien fiscal à l'investissement dans les exploitations agricoles

#### 2.2 Brève description de l'objectif de l'aide

L'économie à la Réunion est confrontée à trois séries de handicaps. Un déficit de l'épargne locale qui ne permet pas de répondre à la demande d'investissements des entreprises locales. Par ailleurs, le coût du crédit est généralement plus élevé qu'en métropole (en moyenne, + 1 point constaté en 2007 à La Réunion). Enfin, l'étroitesse du marché rend économiquement non viable de nombreux investissements qui sont pour la plupart surdimensionnés par rapport aux besoins locaux mais qui ne peuvent être réduits en raison de considérations techniques ou matérielles.

Ce régime vise à compenser ces difficultés constatées. Il s'agit d'un avantage fiscal consistant en la déduction de l'investissement opéré du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés ou en réduction d'impôt pratiquée sur l'impôt sur le revenu dû par l'entrepreneur individuel ou les associés d'une société relevant de l'impôt sur le revenu.

Il s'agit d'une aide à l'investissement et l'aide est octroyée pour des investissements éligibles au sens des lignes directrices sur les aides à finalité régionale2 (LDR) est accordée sur la base des points 29 à 39 des Lignes Directrices Agricoles.

Veuillez indiquer l'objectif principal et, le cas échéant, le ou les objectifs secondaires: Objectif secondaire<sup>20</sup> Objectif principal (veuillez n'en cocher qu'un) ✓ Développement régional ✓ Recherche et développement ✓ Protection de l'environnement ✓ Sauvetage d'entreprises en difficulté ✓ Restructuration d'entreprises en difficulté ✓ PME ✓ Emploi ✓ Formation ✓ Capital-investissement ✓ Promotion des exportations et internationalisation ✓ Services d'intérêt économique général ✓ Développement sectoriel<sup>21</sup> ✓ Soutien social à des consommateurs individuels ✓ Compensation de dommages causés par des calamités

Veuillez spécifier le secteur au point 4.2.

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

Un objectif secondaire est un objectif se greffant sur l'objectif principal, auquel l'aide sera exclusivement réservée. Par exemple, un régime pour lequel l'objectif principal est la recherche et le développement peut avoir pour objectif secondaire les petites et moyennes entreprises (PME) si l'aide est destinée exclusivement à ce type d'entreprises. L'objectif secondaire peut aussi être sectoriel, par exemple dans le cas d'un régime en faveur de la recherche et du développement dans le secteur sidérurgique.

év ✓ R d' ✓ R ✓ C	véné éali inté emé e l'é	relles ou par d'autres ements extraordinaires isation d'un projet impo erêt européen commun ède à une perturbation economie servation du patrimoine ure	rtant grave			
	La	me - Aide individuelle <sup>22</sup> notification concerne-t Si oui, ce régime mod	-elle un régime o oui	non	tant?	
	>		oui d'application de l aragraphe 2, du r es? oui	⊠ non la procédure d' règlement d'a∣ □ non	de notification oplication (C	E) n° () du
	A A	Si non, veuillez contin régime qui est modifié   Si oui, veuillez indique  le numéro d'aide:  la date d'autorisation  la //  la durée du régime in  Veuillez spécifier que  initial  pourquoi:	é avait été notifié oui er: du régime par la Commissio  itial:	a Commission on sont modifiée	a Commission (référence of the commission of the	on. de la lettre de (SG()D/):
2.3.2		notification concerne-t	oui		s:	
	Ré Int Nu	aide accordée dividuellement éférence du régime aute titulé : uméro d'aide : ettre d'autorisation de la	orisé:  Commission	:		être notifiée

Selon l'article 1er, point e) du Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.2.1999, p. 1), il convient d'entendre par "aide individuelle" une aide qui n'est pas accordée sur la base d'un régime d'aides, ou qui est accordée sur la base d'un régime d'aides, mais qui doit être notifiée.

PDR Réunion

Page 28

Version du 24.04.09

	en app	ification concerne-t-elle une aide individuelle ou un régime d'aides notifiés dication d'un règlement d'exemption? Si oui, veuillez cocher la case priée ci-dessous: NON
		Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises²³. Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 1.  Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation²⁴. Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 2.  Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi²⁵. Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 3.  Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (JO L 1 du 3.1.2004).
3 Ba	se juri	dique nationale
dispos Intitulé Progra	sitions d : amme d	numérer les textes constituant la base juridique nationale, y compris les l'application, et leurs sources de références respectives:  e développement rural de la Réunion 2007-2013 (PDRR) des impôts (articles 199 A et B undecies et 217 undecies)
Référe	ences (l	e cas échéant):
32 \/	euillez ii	ndiquer les documents joints à la présente notification: PDRR
3.3. S'	rganism	Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  t d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle e chargé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a sée par la Commission (clause de suspension)?
3.3. S' l'or été  Le pré termin	rganism é autoris <del>ésent ré</del> <del>ée, la</del>	Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web) Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et, si possible, un lien web) t d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle e chargé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a sée par la Commission (clause de suspension)?

Annexe 2 Tome 4

Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation, JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission du 12 décembre 2002 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi, JO L 337 du 13.12.2002, p. 3 et JO L 349 du 24.12.2002, p. 126.

PDR Réunion

Page 29

Version du 24.04.09

pa		point c)	-		en application de l'a r au niveau NUTS (	
⊠ da	ans une ou d aragraphe 3,	és régio point a)			en application de l'a r au niveau NUTS 2	
	ixte: veuillez					
	A	Activité Agricult Pêche Industri Houille Industri17212424.727.129DL34.1	ies extractives e ie manufacturière Textiles Pâte à papier et p Industrie chimique Fibres artificielles Sidérurgie <sup>26</sup> Machines et équip Équipements élec	apier e et pharmad pements triques et op biles		
	]		Construction have	liC	manufacturières,	veuillez
préciser:						
		Service Hôtelle Transp 60 60.1 60.2 61.1	rie et restauration	tres et par c aires terrestres nes et côtier	conduites s	
	J	62	Transports aériens	3		
=	64 J		es des postes et té édiation financière	lecommunic	cations	
<u> </u>	72 92	Service Service	es informatiques et es récréatifs, cultur	els et sporti	ttachés à l'informati fs ssification NACE rev	•
Nom du la Type de   E- C B	le cas d'une bénéficiaire bénéficiaire PME ffectif hiffres d'affai ilan annuel	aide ind :. : : : : res annu	ividuelle: uel :			
111	id openidance					

Annexe B de la Communication de la Commission - Encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement, JO C 70 du 19.3.2002, p. 8.

La NACE Rev.1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

PDR Réunion

Page 30

Version du 24.04.09

(Veuillez joindre une déclaration formelle conformément à la recommandation de la Commission sur les PME <sup>28</sup> ou fournir toute autre pièce justificative relative aux critères susmentionnés):  grande entreprise entreprise en difficulté <sup>29</sup>
4.4 Dans le cas d'un régime d'aides: Type de bénéficiaires:
toutes les entreprises (grandes entreprises et petites et moyennes entreprises) grandes entreprises uniquement petites et moyennes entreprises
<ul><li>☐ moyennes entreprises</li><li>☐ petites entreprises</li><li>☐ microentreprises</li></ul>
Nombre estimatif de bénéficiaires:
<ul> <li>jusqu'à 10</li> <li>de 11 à 50</li> <li>de 51 à 100</li> <li>de 101 à 500</li> <li>de 501 à 1000</li> <li>plus de 1000</li> </ul>
5 Montant de l'aide/Dépenses annuelles
Dans le cas d'une aide individuelle, veuillez indiquer le montant global de chaque mesure concernée:
Dans le cas d'un régime d'aides, veuillez indiquer le montant du budget annuel prévu et le montant global (dans la monnaie nationale) :
Pour les mesures fiscales, veuillez fournir une estimation des pertes de recettes annuelles et globales résultant des avantages fiscaux concédés pour la période couverte par la notification:  1,5 millions par an soit sur la période 2007-2013 un total de 7,5 millions d'euros
Si le budget n'est pas adopté annuellement, veuillez spécifier la période qu'il couvre: 2009-2013
Si la notification concerne des modifications apportées à un régime d'aides existant, veuillez décrire les effets budgétaires des modifications notifiées:

Annexe 2 Tome 4

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JO L 124 du 20.5.2003, p. 36, et projet de règlement (CE) n° .../.. de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 par une extension de son champ d'application aux aides à la recherche et au développement.

Au sens des Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

PDR Réunion

Page 31

Version du 24.04.09

# 6 Forme de l'aide et moyens de financement Veuillez spécifier sous quelle forme l'aide est mise à la disposition du ou des bénéficiaires (le cas échéant, pour chaque mesure): Subvention directe Prêt à taux réduit (avec des précisions sur la sûreté) Bonification d'intérêts Allégement fiscal (par exemple, déduction fiscale, réduction de la base d'imposition, réduction du taux d'imposition, différé d'imposition). Veuillez spécifier: ...... Il s'agit d'un avantage fiscal consistant en la déduction de l'investissement opéré du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés ou en réduction d'impôt pratiquée sur l'impôt sur le revenu dû par l'entrepreneur individuel ou les associés d'une société relevant de l'impôt sur le revenu. Réduction des cotisations de sécurité sociale Fourniture de capital-investissement Annulation de dettes Garantie (veuillez fournir des précisions concernant notamment le prêt ou toute autre transaction financière couverte par la garantie, la sûreté requise et la prime à payer) Autres. Veuillez spécifier: Pour chaque instrument d'aide, veuillez donner une description précise des

règles qui le régissent et de ses conditions d'application, notamment son intensité et son régime fiscal, et préciser si l'aide est accordée automatiquement dès lors que certains critères objectifs sont remplis (si tel est le cas, veuillez spécifier ces critères) ou si les autorités chargées de l'octroi disposent d'une marge discrétionnaire.

Sur la base des LDA 2007-2013 des points 29 à 39 des Lignes Directrices Agricoles, et du code général des impôts, le présent régime s'appuie sur les règles suivantes :

L'article 199 undecies B institue une réduction d'impôt sur les sociétés de 50 à 70 %, selon les types d'investissements et les lieux de réalisation de ces investissements, sur le prix de revient hors taxe de l'investissement productif, diminué de la fraction de ce prix financée par une subvention publique. Ce taux est porté à 60 % pour les travaux de rénovation d'hôtel. Son premier alinéa précise que les contribuables domiciliés en France peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs qu'ils réalisent dans le Département d'Outre-mer, Saint-Pierre et Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans le îles Wallis et Futuna et les Terres Australes et antarctiques françaises, dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité agricole industrielle, commerciale ou artisanale.

Cette réduction d'impôt est rétrocédée à hauteur minimum de 60% à l'entreprise exploitante lorsque l'investissement est réalisé sous la forme d'un montage locatif, ce qui est le cas le plus fréquent.

Lorsque les investissements sont réalisés par une société ou un groupement soumis au régime d'imposition des sociétés de personnes, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés ou membres dans une proportion correspondant à leurs droits détenus dans la société ou le groupement.

Les taux de réduction d'impôt sont majorés de dix points pour les investissements réalisés dans le secteur de la production d'énergie renouvelable. Il est porté à 70% pour les travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel classé dans les DOM, ainsi que pour les investissements réalisés dans le secteur de la navigation de plaisance.

Si le montant de la réduction d'impôt excède celui de l'impôt à payer, l'excédent constitue une créance sur l'Etat utilisable pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre des cinq années suivantes. La fraction non utilisée à l'issue de cette période peut être remboursée dans la limite d'un montant d'investissement de 1,525 M€.

La réduction d'impôt est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement est réalisé.

L'article 217 undecies institue au bénéfice des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés une déduction sur les résultats imposables égale au montant des investissements productifs diminuée de la fraction de leur prix de revient financée au moyen de subventions publiques qu'elles réalisent dans les départements de Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion dans l'exercice d'une activité éligible en application du I de l'article 199 undecies B.

La déduction est opérée sur le résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement est réalisé, le déficit éventuel de l'exercice étant reporté.

Ne peuvent ouvrir droit à déduction que s'ils ont reçu l'agrément préalable du ministre du budget :

- les investissements et souscriptions au capital dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 1 M€ ;
- les investissements dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 300 000 €, lorsqu'ils ne sont pas réalisés en direct, et que l'investisseur exerce son activité depuis moins de deux ans ;
- -tous les investissements réalisés dans les secteurs des transports, de la navigation de plaisance, de l'agriculture, de la pêche maritime et de l'aquaculture, de l'industrie charbonnière et de la sidérurgie, de la construction navale, des fibres synthétiques, de l'industrie automobile, ou concernant la rénovation et la réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de villages de vacances classés ou des entreprises en difficultés, ou qui sont nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial.

Ce régime d'aide est cumulable avec le dispositif 123-1 121 du PDRR et avec le régime d'exonération de la TVA NPR, qui fait l'objet d'une fiche d'information dans le cadre du PDRR, dans la limite d'un taux maximum d'aide publique de 75% du montant du projet au lieu des 50% prévus dans la décision de la Commission n° C 20075115 du 23 octobre 2007.

Veuillez spécifier le financement de l'aide: si l'aide n'est pas financée par le budget général de l'État/la région/la municipalité, veuillez expliquer son mode de financement:

	Taxes parafiscales ou taxes affectées à un bénéficiaire qui n'est pas l'État.
	Veuillez fournir des précisions sur les taxes en question et les produits et/ou
	services sur lesquels elles sont prélevées. Veuillez notamment spécifier si des
	produits importés d'autres États membres y sont soumis. Veuillez joindre une
	copie de la base juridique de l'imposition des taxes
	Réserves accumulées
	Entreprises publiques
Ħ	Autres (veuillez spécifier)
	Autres (veuillez specifier)

Page 34

Version du 24.04.09

7 Durée

PDR Réunion

Annexe 2 Tome 4

		Notification d'une aide individuelle en application de l'article 6 du règleme n° 70/2001, modifié par le règlement (CE) 364/2004 Notification pour des raisons de sécurité juridique Aides aux PME du secteur agricole	ent (CE)		
	Aides à	ormation ification d'une aide individuelle en application de l'article 5 du règlement (CE)			
		n° 68/2001, modifié par le règlement /(CE) 363/2004 Notification pour des raisons de sécurité juridique			
	Aides à	l'emploi Notification d'une aide individuelle en application de l'article 9 du règleme	ent (CE)		
П		n° 2204/2002 Notification d'un régime d'aides en application de l'article 9 du règleme n° 2204/2002	du règlement (CE)		
	☐ Aides à	Notification pour des raisons de sécurité juridique des à finalité régionale des relevant de l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de ands projets d'investissement des à la recherche et au développement des au sauvetage d'entreprises en difficulté			
	grands				
	Aides a				
	l la restructuration d'entreprises en difficulté l la production audiovisuelle				
	Aides a	à la protection de l'environnement au capital-investissement dans le secteur agricole			
	Aides d	lans le secteur des transports lu secteur de la pêche			
Lorsque les règlements, encadrements, lignes directrices ou autres textes applicables aux aides d'État ne constituent pas une base juridique explicite pour l'autorisation de l'une quelconque des aides couvertes par le présent formulaire, veuillez exposer les motifs qui pourraient justifier que l'aide soit considérée comme compatible avec le traité CE, en vous référant à la disposition dérogatoire du traité CE applicable (article 86, paragraphe 2, article 87, paragraphe 2, points a) ou b), article 87, paragraphe 3, points a), b), c) ou d)), ainsi qu'à d'autres dispositions spécifiques concernant l'agriculture et les transports.					
11 In	joncti	ons de récupération en suspens			
Dans le cas d'une aide individuelle, l'un des bénéficiaires potentiels de la mesure a-t-il perçu une aide d'État au sujet de laquelle la Commission a prononcé un ordre de récupération encore en suspens?  Oui  non					
Si précisi	ions:	oui, veuillez fournir	des		
12 A	utres i	nformations			
Veuillez fournir ici toute autre information que vous jugez utile pour l'appréciation des mesures concernées en application des règles sur les aides d'État.					
13 Pièces jointes					

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

accéder.

Veuillez énumérer ici tous les documents qui sont joints à la notification et fournir des copies sur papier de ces documents ou des liens Internet **directs** permettant d'y

formulaire, ses annexes et les pièces jointes sont exactes et complètes.	
Date et lieu de signature	
Signature :	

Nom et titre du signataire.....

Je certifie que, pour autant que je sache, les informations fournies dans le présent

14 Déclaration

# Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel

Numéro de l'aide:	/	non la Commission)	1
Numero de l'alde:	(a completer	par la Commission)	
État membre:	France		
Région:	Réunion		
Intitulé et objectif du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire d'une aide individuelle (aide basée sur un régime mais devant être notifiée individuellement ou aide ne relevant pas d'un régime):	exploitations		dans les
Base juridique:	2013 de la R Code généra	de développement ru éunion al des impôts (articles 1 217 undecies)	
Dépenses annuelles prévues ou montant global de l'aide individuelle accordée: (Dans la monnaie nationale)	Régime d'aides	Dépenses annuelles prévues:	1,5 millions
		1	7,5 millions d'euros
	Aide individuelle	Montant global de chaque mesure:	millions d'euros
Durée:	2000 2012		
Intensité d'aide maximum de l'aide individuelle ou du régime d'aides:	2009-2013		
Secteurs économiques:	Tous les Sec	teurs:	
		limitée à certains ntionnés dans la partie s générales" (Partie I,	agricultur e
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Nom: Etat		

# Partie III. Fiches d'information complémentaires

À compléter s'il y a lieu en fonction du type d'aide concerné:

- 1. Aides aux PME
  - 2. Aides à la formation
  - Aides à l'emploi
  - 4. Aides à finalité régionale
  - 5. Aides relevant de l'encadrement multisectoriel
  - 6. Aides à la recherche et au développement
    - (c) dans le cas d'un régime
    - (d) dans le cas d'une aide individuelle
  - 7. Aides au sauvetage d'entreprises en difficulté
    - (c) dans le cas d'un régime
    - (d) dans le cas d'une aide individuelle
  - 8. Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
    - (c) dans le cas d'un régime
    - (d) dans le cas d'une aide individuelle
  - 9. Aides à la production audiovisuelle
  - 10. Aides à la protection de l'environnement
  - 11. Aides au capital-investissement
  - 12. Aides au secteur de l'agriculture
    - r) Aides à l'agriculture
      - iii. Aides à l'investissement dans les exploitations agricoles
      - iv. Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles
    - s) Aides agroenvironnementales
    - t) Aides destinées à compenser les handicaps dans les zones défavorisées
    - u) Aides à l'établissement des jeunes agriculteurs
    - v) Aides à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
    - w) Aides à la suppression de la capacité de production, de transformation et de commercialisation
    - x) Aides aux groupements de producteurs
    - y) Aides destinées à compenser des dommages en matière de production agricole ou de moyens de production agricoles
    - z) Aides au remembrement
    - aa) Aides destinées à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité
    - bb) Aides destinées à fournir une assistance technique dans le secteur agricole
    - cc) Aides destinées au soutien du secteur de l'élevage
    - dd) Aides pour les régions ultrapériphériques et les îles de la mer Égée
    - ee) Aides sous forme de prêts bonifiés à court terme
    - ff) Aides à la promotion et à la publicité en faveur des produits agricoles et de certains produits non agricoles
    - gg) Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté
    - hh) Aides concernant les tests EST, les animaux trouvés morts et les déchets d'abattoirs
  - 13. Aides au secteur des transports
    - e) Aides individuelles à la restructuration d'entreprises en difficulté dans le secteur de l'aviation
    - f) Aides aux infrastructures de transport
    - g) Aides aux transports maritimes
    - h) Aides aux transports combinés
  - 14. Aides au secteur de la pêche

# Partie III 12 Fiche d'information sur l'agriculture

Veuillez noter que ce formulaire de notification d'une aide d'État ne s'applique qu'aux activités liées à la production, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles visés au point 6 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007–2013<sup>30</sup>. Veuillez noter également que les règles qui régissent les aides d'État dans le secteur agricole ne s'appliquent pas aux mesures relatives à la transformation des produits relevant de l'annexe I en produits qui ne dépendent pas de cette annexe. Pour ce type de mesures, vous devez compléter le formulaire de notification correspondant.

1	PRODUITS C	COUVERTS
1.2	soumis à une pomm viande café liège vinaige	l'applique-t-elle à l'un des produits suivants qui ne sont pas encore e organisation commune de marché: es de terre autres que les pommes de terre féculières e chevaline  res d'alcool sure ne s'applique à aucun de ces produits.
2	EFFET INCIT	ATIF
	pour des ac été mis en p Dans la 2.2 Si le régime la nécessité pourra-t-elle services req dans le trait	d'aide octroyée dans le cadre d'un régime d'aide le sera-t-elle uniquement ctivités entreprises ou des services reçus lorsque ce régime aura clace et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission? Oui Non négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.  d'aide crée un droit automatique au bénéfice de l'aide et supprime de de toute autre démarche au niveau administratif, l'aide elle-même de uniquement être accordée pour des activités entreprises ou des que le régime aura été mis en place et déclaré compétitif de CE par la Commission? sans objet Oui Non négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
2	compétente	e d'aide implique le dépôt d'une demande auprès de l'autorité e concernée, l'aide elle-même peut uniquement être octroyée pour s entreprises ou des services reçus une fois les conditions emplies:
	a)	le régime d'aide doit avoir été mis en place et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission;
	b)	une demande doit avoir été soumise en bonne et due forme à l'autorité compétente concernée;
	c)	la demande doit avoir été acceptée par l'autorité compétente concernée d'une façon qui oblige celle-ci à octroyer l'aide en en indiquant clairement le montant ou son mode de calcul. Cette acceptation par l'autorité compétente est seulement possible si le

<sup>30</sup> JO...

A.

PDR Réunion
Annexe 2 Tome 4

budget disponible pour l'aide ou le régime d'aide n'est pas épuisé.

		Oui			Non
D	ans la i	négative, veuill	ez vous report	er au p	oint 16 des lignes directrices.
accor	e aide in rdée po es énun	ur des activite nérés aux poin Oui	és entreprises ts 2.3 b) et c) d	ou de ci-dessi	ime d'aide doit uniquement être es services reçus une fois les us remplis. Non lignes directrices.
		satoires			
Le programme	e d'aide	est-il de nature Oui	e compensatoi	ire? □	Non
	□ Dans I		noints A at P	□ ci doce	sus ne s'appliquent pas.
	Dalis	ammanve, les	points A et B	CI-UESS	из не з аррнциет раз.
3 TYPE	D'AIDE				
		la mesure pré	vue comprend	-elle?	
	É DÉVE	LOPPEMENT	RURAL		
Α	В	ux investisseme Aides aux ir rcialisation des	vestissements	liés a	
С					ıx ou en faveur du bien-être des
C bis. D E F G H	Aide de Aide au Aide à I Aide au	nts Natura 2000 stinée à comper respect des nor 'établissement d a retraite anticip x groupements d	nser les handica rmes les jeunes agrici ée ou à la cessa de producteurs	ips dans ulteurs	directive 2000/60/CE <sup>31</sup> certaines régions l'activité agricole
J	Aide de			ction et	la commercialisation de produits
K L	Aide à I	es de qualité a fourniture d'un secteur de l'éle		chnique	dans le secteur agricole
M		x régions ultrape		aux îles	de la mer Égée
		UEŠ ET DES			3
N O P Q	Aide de Aide au	stinée à la lutte paiement de pr	contre les malac imes d'assuranc	dies anir ce	matière de production agricole males et végétales duction, de transformation et de
	comme	rcialisation	a sapaonoo	35 p.0	and the state of t
AUTRES AID		a publicitá an fa	vour doc produit	to ocrica	Non
R S	Aide lié	a publicité en fa e aux exonération	veur des produit ons fiscales au ti	is agrico	oles a directive 2003/96/CE <sup>32</sup>
T		secteur sylvicol		ino de la	2 GITGOLIVO 2000/00/OL

Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).

Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

PDR Réunion

Page 40

Version du 24.04.09

# Partie III 12 A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans les exploitations agricoles traités au point IV.A des Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>33</sup>.

	abaisser le améliorer e élever la q préserver au bien-êti	es coûts de et redéploye ualité ; et améliore re des anim les activités	naux ; <mark>en partie</mark>	n ; ent, respec	cter les no	rmes rela	itives à l'hygiène et	
inves	tissements d	lans les ex		peut être o			aucune aide aux nvestissements qui	
ne p	rempla oui : <i>l'affirmative</i> ,	cement ?  veuillez no	⊠ oter qu'aucune	non aide aux i	nvestisse	ments dai	ples opérations de ns les exploitations ples opérations de	
	l'objet o commo installa marche entraîn	de restriction inautaire au tions de tra és (régimes	ons à la produc u niveau des a Insformation de de soutien dir e augmentatior	tion ou d'u griculteurs ans le cadr ect compri	ne limitati individuel e d' une c s) financé	on du sou ls, des exp organisatio e par le F	ploitations ou des on commune des	
Dans ne	l'affirmative, peut	veuillez no être	oter qu'en vert accordée	u du point pour	37 des lig ce	nes direc type	ctrices aucune aide d'investissement	
2. BENEFICIA	IRES							
Qui sont les	•	Iteurs ;	producteurs;					
<sup>33</sup> JO PDR Réunio Annexe 2 To			Pa	age 41		V	ersion du 24.04.09	

1 OBJECTIFS DE L'AIDE

#### 3 INTENSITE DE L'AIDE

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); JO L 277 du 21.10.2005, p. 1. 35 Règlement (CE) n° 2019/93 du Conseil du 19 juillet 1993, portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée; JO L 184 du 27.7.1993, p. 1.

j).	Etats membres qui ont adhéré à la Communauté respectivement le 1er mai 2004 et le 1er janvier 2007, aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE <sup>36</sup> (max. 75 %), k)
3.2.	Dans le cas des investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, la majoration est-elle limitée aux investissements allant au-delà des normes minimales actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y ait augmentation de la capacité de production ? sans objet
3.3	Dans le cas des investissements réalisés aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicables aux investissements entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet    oui non
3.4.	Dans le cas des investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet
4	CRITERES D'ELIGIBILITE
L'aide	est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ? ⊠ oui ☐ non
	est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou remplaçant et les produits laitiers ?  □ oui □ non

Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles; JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

	5	DEPENS	SES ELIGIBLES		
5.1	l Les		l'achat ou la locatio jusqu'à concurrence un contrat de location frais généraux, frais les frais généraux	uisition on-vente de la v on tels d'assur liés au tes, d'i	n ou l'amélioration de biens immeubles; te de matériels et équipement, y compris les logiciels, valeur marchande du bien, à l'exclusion des coûts liés à s que taxes, marge du bailleur, coûts de refinancement, irance, etc.; aux deux postes de dépenses précités (par exemple l'ingénieurs et d'experts, études de faisabilité, acquisition
5.2	2.	_	couvre-t-elle l'achat oui	de mat	atériel d'occasion ? non
5.3	3.	entrep			estion n'est-il éligible que pour les petites et moyennes technique faible et peu de capitaux ? non
5.4	1	planta			ction, d'animaux et de végétaux annuels, ainsi que la sont-ils exclus de l'aide ? non
					ter qu'en vertu du point 29 des lignes directrices aucune es postes de dépense
5.5	5.	<u>l'investi</u>			s que des terrains à bâtir dans les dépenses éligibles de plafonnée à 10 % ? sans objet non
					noter que ce plafond de 10 % est une des conditions oint du point 29 des lignes directrices
	6	AIDE A	LA CONSERVATION DE	S PAYS	SAGES ET BATIMENTS TRADITIONNELS
sa 6.1	ns o I.	L'aide conse agrico	rvation d'éléments du		stissements ou des travaux d'équipement tendant à la moine <u>sans finalité productive</u> situés sur des exploitations non
6.1	1.1.	Dans	l'affirmative, quel est	le taux	x d'aide envisagé (max : 100 %) :
6.1	1.2	<u>l'agricu</u>	penses éligibles co lteur ou sa main-d'œ oui		nnent-elles la rémunération des travaux effectués par non
6.1	1.3		l'affirmative, cette rér oui	munéra	ation sera-t-elle plafonnée à 10 000 € par an ? non

6.1.4	Dans la négative, justifiez le dépassement du plafond précité.				
6.2.	L'aide concerne-t-elle les investissements ou les travaux d'équipement ayant pour finalité de conserver les éléments du patrimoine de l' <u>actif productif</u> des exploitations ?  ———————————————————————————————————				
6.2.1.	Dans l'affirmative, l'investissement en cause a-t-il pour conséquence un accroissement de la capacité de production de l'exploitation ?				
6.2.2.	Quels sont les taux maximaux d'aide envisagés pour ce type d'investissement ?  Investissements sans accroissement de la capacité :				
	Taux maximal envisagé pour les zones défavorisées ou les zones visées l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (max. 75 %				
	Taux maximal envisagé pour les autres zones (max. 60 %)				
	Investissements avec accroissement de la capacité : Taux maximal envisagé en cas d'usage de matériaux de notre époque (max : voir point 3.1) :  Taux maximal envisagé en cas d'utilisation de matériaux traditionnels, es pourcentage du surcoût (max. 100 %) :				
7 TR	ANSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC				
sans o 7.1.	ojet Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ? ☐ oui ☐ non				
7.2.	Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique ?  ———————————————————————————————————				
7.3.	La transplantation consiste-t-elle simplement à démolir des installations, à les transporte et à les réimplanter ailleurs ?  □ oui □ non				
7.3.1.	Dans l'affirmative, quelle est l'intensité de l'aide ? (max. 100%)				
	La transplantation a-t-elle pour effet de mettre à la disposition de l'agriculteur de				
7.4.	équipements et installations plus modernes ?  oui  non				
<ul><li>7.4.</li><li>7.4.1.</li></ul>	équipements et installations plus modernes ?				
	équipements et installations plus modernes ?  oui non  Dans l'affirmative, quelle est la contribution exigée de l'agriculteur, en pourcentage de le				

		Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 45%)
		Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min. 55%)
7.5.	La tr □	ansplantation a-t-elle pour résultat une augmentation de la capacité de production ? oui non
7.5.1.		s l'affirmative, quelle est la contribution de l'agriculteur, en pourcentage des dépenses à l'augmentation ?
		Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
		Dans les autres zones (min 60%)
		Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min 45%)
		Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min 55%)
8 Aut	RES IN	IFORMATIONS
8.1.	cohé cond Si la	otification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant l'adéquation et la rence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de développement rural erné(s)?  oui
prog cett	gramm e mes es élig Si la	régime d'aide constitue un financement additionnel du aux dispositifs 121 du ne de développement rural 2007-2013 de la Réunion. Tous les dispositifs composant ure sont potentiellement concernés. Il s'applique aux montants d'investissement hors ibles dans la mesure 121. réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise le point 26 des lignes directrices
8.2.	centi	otification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant soit que l'aide est rée sur des objectifs clairement définis reflétant des besoins structurels et territoriaux que des handicaps structurels identifiés?  oui  non
		réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe résente fiche d'information complémentaire
Ce régi	me vis	se à compenser les surcoûts liés à la rareté des crédits d'équipements dans les DOM

Les encours des prêts accordés aux entreprises ont augmenté de 38% à la Réunion en 4 <u>ans.</u>

Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices

#### **Fiche** notification: Soutien de fiscal aux investissements agroalimentaires

Formulaire type pour la notification des aides d'État conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et pour la communication d'informations sur les aides illégales

# Partie I. Informations générales

# Statut de la notification

$\boxtimes$ $\iota$	ormations transmises au moyen du présent formulaire concernent-elles: une notification en application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE?
]	une aide illégale possible <sup>37</sup> ?  Dans l'affirmative, veuillez spécifier la date de mise à exécution de l'aide.  Veuillez compléter le présent formulaire, ainsi que les fiches d'information complémentaires correspondantes.
	une mesure ne constituant pas une aide, qui est notifiée à la Commission
	pour des raisons de sécurité juridique?
1 1	Veuillez indiquer ci-dessous les raisons pour lesquelles l'État membre notifiant considère que la mesure ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Veuillez remplir les parties correspondantes du présent formulaire et fournir toutes les pièces justificatives nécessaires.
ا ة	Une mesure ne constitue pas une aide d'État si l'une des conditions prévues à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE n'est pas remplie. Veuillez fournir une appréciation complète de la mesure au regard des critères suivants, en mettant plus particulièrement l'accent sur la condition dont vous estimez qu'elle n'est pas remplie.
(	'absence de transfert de ressources publiques (Par exemple, si vous considérez que la mesure n'est pas imputable à l'État ou que des mesures réglementaires n'impliquant pas de transfert de ressources publiques seront mises en place)
<b>√</b>	'absence d'avantage ( <i>Par exemple, lorsque le principe de l'investisseur en</i> économie de marché est respecté)
(	'absence de sélectivité/spécificité (Par exemple, lorsque la mesure est à la disposition de toutes les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie, sans limitation territoriale ni distinction)
	'absence de distorsion de concurrence / d'affectation des échanges ntracommunautaires (Par exemple, lorsque l'activité n'est pas de caractère
6	économique ou lorsque l'activité économique est purement locale)
1 Iden	tification du donneur d'aide
<del></del>	
FRANC	membre concerné E
Rég	gion(s) concernée(s) (le cas échéant)

Partie 9: Aides d'Etat

Selon l'article 1er, point f), du règlement (CE) n) 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1) (ci-après: "le règlement de procédure"), il convient d'entendre par "aide illégale" une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE. PDR Réunion Page 47 Version du 17/04/09

2

Personne de contact responsable:

Nom : Madame le chef du secteur AGRAP

Secrétariat général des affaires européennes

Service du Premier Ministre

Adresse : 2 boulevard Diderot

75572 PARIS Cedex 12

Téléphone : 00.33.1.44.87.10.19

Fax : 00.33.1.44.87.10.18 ou 00.33.1.44.87.12.61

E-mail : <u>francoise.simon@sgae.gouv.fr</u>

3 Personne de contact responsable à la Représentation permanente

Nom : Téléphone : Fax : E-mail :

4 Si vous souhaitez qu'une <u>copie</u> de la correspondance officielle envoyée par la Commission à l'État membre soit transmise à d'autres autorités nationales, veuillez indiquer ici leurs nom et adresse:

Nom : .Mir

: .Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Madame la sous-directrice du développement rural et du cheval

Avenue du Maine 75349 PARIS 07 SP

et

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Monsieur le chef du bureau de l'Union européenne

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

et

Monsieur le Directeur régional de l'agriculture et de la forêt

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

Parc de la Providence

97489 SAINT-DENIS Cedex

et

Monsieur le Directeur de l'Agile

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

3, rue Félix GUYON 97400 SAINT-DENIS

5 Veuillez indiquer la référence de l'État membre dont vous souhaitez qu'elle figure dans toute correspondance provenant de la Commission

#### 2-Identification de l'aide

2.1 Intitulé de l'aide (ou nom de l'entreprise bénéficiaire s'il s'agit d'une aide individuelle) Soutien fiscal à l'investissement dans les industries agroalimentaires

#### 2.2 Brève description de l'objectif de l'aide

L'économie à la Réunion est confrontée à trois séries de handicaps. Un déficit de l'épargne locale qui ne permet pas de répondre à la demande d'investissements des entreprises locales. Par ailleurs, le coût du crédit est généralement plus élevé qu'en métropole (en moyenne, + 1 point constaté en 2007 à La Réunion). Enfin, l'étroitesse du marché rend économiquement non viable de nombreux investissements qui sont pour la plupart surdimensionnés par rapport aux besoins locaux mais qui ne peuvent être réduits en raison de considérations techniques ou matérielles.

Ce régime vise à compenser ces difficultés constatées. Il s'agit d'un avantage fiscal consistant en la déduction de l'investissement opéré du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés ou en réduction d'impôt pratiquée sur l'impôt sur le revenu dû par l'entrepreneur individuel ou les associés d'une société relevant de l'impôt sur le revenu.

Il s'agit d'une aide à l'investissement et l'aide est octroyée pour des investissements éligibles au sens des lignes directrices sur les aides à finalité régionale2 (LDR) qui est accordé sur la base du point 42 des Lignes Directrices Agricoles.

Veuillez indiquer l'objectif principal et, le cas échéant, le ou les objectifs secondaires: Objectif secondaire<sup>38</sup> Objectif principal (veuillez n'en cocher qu'un) ✓ Développement régional ✓ Recherche et développement ✓ Protection de l'environnement ✓ Sauvetage d'entreprises en difficulté ✓ Restructuration d'entreprises en difficulté ✓ PME ✓ Emploi ✓ Formation ✓ Capital-investissement ✓ Promotion des exportations et internationalisation ✓ Services d'intérêt économique général ✓ Développement sectoriel<sup>39</sup> ✓ Soutien social à des consommateurs individuels ✓ Compensation de dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires ✓ Réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun

Veuillez spécifier le secteur au point 4.2. PDR Réunion

Annexe 2 Tome 4

Un objectif secondaire est un objectif se greffant sur l'objectif principal, auquel l'aide sera exclusivement réservée. Par exemple, un régime pour lequel l'objectif principal est la recherche et le développement peut avoir pour objectif secondaire les petites et moyennes entreprises (PME) si l'aide est destinée exclusivement à ce type d'entreprises. L'objectif secondaire peut aussi être sectoriel, par exemple dans le cas d'un régime en faveur de la recherche et du développement dans le secteur sidérurgique.

✓	Remède à une perturbation grave de l'économie		
<b>√</b> ✓	Conservation du patrimoine Culture		
	Régime - Aide individuelle 0  3. La notification concerne-t-elle un régime oui  Si oui, ce régime modifie-t-il un régime oui  Si oui, les conditions d'application de prévue à l'article 4, paragraphe 2, de () sont-elles remplies?  Oui  Si oui, veuillez remplir le formulaire  Si non, veuillez continuer de remplir régime qui est modifié avait été notire oui  Si oui, veuillez indiquer:  le numéro d'aide:  la date d'autorisation du régime par la Commission (SG()D/):  la durée du régime initial:	non me d'aides existar non le la procédure de u règlement d'app non de notification sim r le présent formula fié à l'origine à la 0 non r la Commission (r	notification simplifiée lication (CE) n° () du plifiée (voir l'annexe II). aire et spécifier si le Commission.
2.3.2	La notification concerne-t-elle une aide	⊠ non opriée ci-dessous: e d'un régime 	
2.3.5	5. La notification concerne-t-elle une aide en application d'un règlement d'exempt appropriée ci-dessous: NON  Règlement (CE) n° 70/2001 de des articles 87 et 88 du traité Cl moyennes entreprises <sup>41</sup> . Ve complémentaire figurant à la pa	ion? Si oui, veuille e la Commission E aux aides d'État euillez utiliser la	z cocher la case concernant l'application en faveur des petites et

Selon l'article 1er, point e) du Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.2.1999, p. 1), il convient d'entendre par "aide individuelle" une aide qui n'est pas accordée sur la base d'un régime d'aides, ou qui est accordée sur la base d'un régime d'aides, mais qui doit être notifiée.

Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

PDR Réunion

Page 50

Version du 24.04.09

		Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation <sup>42</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 2. Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>43</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 3. Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (JO L 1 du 3.1.2004).
3 I	Base juri	idique nationale
	dispositio Intitulé: Programn	énumérer les textes constituant la base juridique nationale, y compris les ns d'application, et leurs sources de références respectives:  ne de développement rural de la Réunion 2007-2013 (PDRR) I des impôts (articles 199 B undecies et 217 undecies)
Réf	érences (l	e cas échéant):
3.3 l'org auto	☐ S'il s'ag ganisme c orisée par	Indiquer les documents joints à la présente notification: PDRR  Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  jit d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle hargé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a été la Commission (clause de suspension)?
tern	<del>ninée, la</del>	égime entrera en vigueur lorsque la procédure de révision du PDR sera date de prise d'effet étant celle de l'introduction de gestion de cette par l'autorité auprès de la Commission.
	Bénéficia	
4.1	dans u dans u parag	géographique du ou des bénéficiaires une ou des régions non assistées une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, raphe 3, point c) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 3 ou à un u inférieur)
	dans ı paragı niveaı	une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, raphe 3, point a) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 2 ou à un u inférieur) NUTS 2 et NUTS 3 veuillez spécifier
4.2    X	Secteurs	d'activité du ou des bénéficiaires Activité ne relevant pas d'un secteur en particulier A Agriculture
42	Rèaleme	ent (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88

Annexe 2 Tome 4

Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 86 du traité CE aux aides à la formation, JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission du 12 décembre 2002 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi, JO L 337 du 13.12.2002, p. 3 et JO L 349 du 24.12.2002, p. 126.

PDR Réunion

Page 51

Version du 24.04.09

		Pêche
		Industries extractives
	10.1	
		Industrie manufacturière
	<u> </u>	17 Textiles
	<u> </u>	21 Pâte à papier et papier
	<u> </u>	24 Industrie chimique et pharmaceutique
		24.7 Fibres artificielles
		.27.1 Sidérurgie <sup>44</sup>
		29 Machines et équipements
	H	.DL Équipements électriques et optiques
	H	34.1 Véhicules automobiles 35.1 Construction navale
	H	
nréc	□ □ iser:	
	F	Électricité, gaz et eau
Ħ		Travaux de construction
Ħ		Services de détail
		Hôtellerie et restauration (Tourisme)
	I	Transports
		60 Transports terrestres et par conduites
		60 Transports terrestres et par conduites60.1 Transports ferroviaires60.2 Autres transports terrestres61.1 Transports maritimes et côtiers
	<u> </u>	60.2 Autres transports terrestres
	<u> </u>	61.1 Transports maritimes et côtiers
		61.2 Transports nuviaux
$\sqcup$		Services des postes et télécommunications
H		Intermédiation financière
H		Services informatiques et services rattachés à l'informatique
H		Services récréatifs, culturels et sportifs
Ш		Autres, veuillez spécifier selon la classification NACE rev. 1.1.45:
/ 3 Г	Dans le cas d'une	aide individualle:
	du bénéficiaire	alue iliuividuelle.
	de bénéficiaire	
· ypc	PME	
	Effectif	
	Chiffres d'affair	
	Bilan annuel	:
	Indépendance	
	(Veuillez joina	Ire une déclaration formelle conformément à la recommandation
	de la Commiss	sion sur les PME <sup>46</sup> ou fournir toute autre pièce justificative relative
	<u>au</u> x critères su	smentionnés):
		entreprise
		se en difficulté <sup>47</sup>

la restructuration d'entreprises en difficulté, JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

PDR Réunion Page 52

Annexe B de la Communication de la Commission - Encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement, JO C 70 du 19.3.2002, p. 8.

La NACE Rev.1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JO L 124 du 20.5.2003, p. 36, et projet de règlement (CE) n° .../.. de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 par une extension de son champ d'application aux aides à la recherche et au développement.

Au sens des Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à

4.4 Dans le cas d'un régime d'aides: Type de bénéficiaires:		
toutes les entreprises (grandes grandes entreprises uniqueme petites et moyennes entreprises moyennes entreprises petites entreprises micro entreprises	nt	et moyennes entreprises)
les bénéficiaires suivants: inc petites et moyennes entreprises) be développement rural 2007-2013 de la	énéficiant de la mesu	· ·
Nombre estimatif de bénéficiaires:  jusqu'à 10 de 11 à 50 de 51 à 100 de 101 à 500 de 501 à 1000 plus de 1000		
5 Montant de l'aide/Dépenses a	nnuelles	
Dans le cas d'une aide individuelle mesure concernée:	, veuillez indiquer le	montant global de chaque
Dans le cas d'un régime d'aides, veui le montant global (dans la monnaie na	-	it du budget annuel prévu et
Pour les mesures fiscales, veuillez annuelles et globales résultant des couverte par la notification: 3,3 millions d'euros par an soit 16,343	s avantages fiscaux	concédés pour la période
Si le budget n'est pas adopté annuelle 2009-2013	ement, veuillez spécifie	r la période qu'il couvre:
Si la notification concerne des modification concerne des modification veuillez décrire les effets budgétaires		
6 Forme de l'aide et moyens de	financement	
Veuillez spécifier sous quelle form bénéficiaires (le cas échéant, pour cha		la disposition du ou des
Subvention directe Prêt à taux réduit (avec des pre	écisions sur la sûreté)	
PDR Réunion Annexe 2 Tome 4	Page 53	Version du 24.04.09

$\boxtimes$	Allégement fiscal (par exemple, déduction fiscale, réduction de la base
d'impos	sition, réduction du taux d'imposition, différé d'imposition). Veuillez spécifier:
II s'agi	t d'un avantage fiscal consistant en la déduction de l'investissement opéré
du rés	ultat imposable à l'impôt sur les sociétés ou en réduction d'impôt pratiquée
	npôt sur le revenu dû par l'entrepreneur individuel ou les associés d'une
	é relevant de l'impôt sur le revenu.
	<u> </u>
	Réduction des cotisations de sécurité sociale
一	Fourniture de capital-investissement
Ħ	Annulation de dettes
Ħ	Garantie (veuillez fournir des précisions concernant notamment le prêt ou toute
	autre transaction financière couverte par la garantie, la sûreté requise et la prime
	à payer)
	Autres. Veuillez spécifier:
Ш	Adires. Vediliez specifici.
	Pour chaque instrument d'aide, veuillez donner une description précise des
	règles qui le régissent et de ses conditions d'application, notamment son
	intensité et son régime fiscal, et préciser si l'aide est accordée automatiquement
	· · ·
	dès lors que certains critères objectifs sont remplis (si tel est le cas, veuillez
	spécifier ces critères) ou si les autorités chargées de l'octroi disposent d'une
	marge discrétionnaire.

Sur la base <del>des AFR 2007-2013, du point 42</del> des LDA 2007-2013 et du code général des impôts, le présent régime s'appuie sur les règles suivantes :

L'article 199 undecies B institue une réduction d'impôt sur les sociétés de 50 à 70 %, selon les types d'investissements et les lieux de réalisation de ces investissements, sur le prix de revient hors taxe de l'investissement productif, diminué de la fraction de ce prix financée par une subvention publique. Ce taux est porté à 60 % pour les travaux de rénovation d'hôtel. Son premier alinéa précise que les contribuables domiciliés en France peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs qu'ils réalisent dans le Département d'Outre-mer, Saint-Pierre et Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, dans le îles Wallis et Futuna et les Terres Australes et antarctiques françaises, dans le cadre d'une entreprise exerçant une activité agricole industrielle, commerciale ou artisanale.

Cette réduction d'impôt est rétrocédée à hauteur minimum de 60% à l'entreprise exploitante lorsque l'investissement est réalisé sous la forme d'un montage locatif, ce qui est le cas le plus fréquent.

Lorsque les investissements sont réalisés par une société ou un groupement soumis au régime d'imposition des sociétés de personnes, la réduction d'impôt est pratiquée par les associés ou membres dans une proportion correspondant à leurs droits détenus dans la société ou le groupement.

Les taux de réduction d'impôt sont majorés de dix points pour les investissements réalisés dans le secteur de la production d'énergie renouvelable. Il est porté à 70% pour les travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel classé dans les DOM, ainsi que pour les investissements réalisés dans le secteur de la navigation de plaisance.

Si le montant de la réduction d'impôt excède celui de l'impôt à payer, l'excédent constitue une créance sur l'Etat utilisable pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû au titre des cinq années suivantes. La fraction non utilisée à l'issue de cette période peut être remboursée dans

la limite d'un montant d'investissement de 1,525 M€.

La réduction d'impôt est pratiquée au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement est réalisé.

L'article 217 undecies institue au bénéfice des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés une déduction sur les résultats imposables égale au montant des investissements productifs diminuée de la fraction de leur prix de revient financée au moyen de subventions publiques qu'elles réalisent dans les départements de Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion dans l'exercice d'une activité éligible en application du I de l'article 199 undecies B.

La déduction est opérée sur le résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement est réalisé, le déficit éventuel de l'exercice étant reporté.

Ne peuvent ouvrir droit à déduction que s'ils ont reçu l'agrément préalable du ministre du budget :

- -les investissements et souscriptions au capital dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 1 M€ ;
- les investissements dont le montant total par programme et par exercice est supérieur à 300 000 €, lorsqu'ils ne sont pas réalisés en direct, et que l'investisseur exerce son activité depuis moins de deux ans ;
- tous les investissements réalisés dans les secteurs des transports, de la navigation de plaisance, de l'agriculture, de la pêche maritime et de l'aquaculture, de l'industrie charbonnière et de la sidérurgie, de la construction navale, des fibres synthétiques, de l'industrie automobile, ou concernant la rénovation et la réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de villages de vacances classés ou des entreprises en difficultés, ou qui sont nécessaires à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial.

Ce régime d'aide est cumulable avec le dispositif 123-1 du PDRR et avec le régime d'exonération de la TVA NPR, qui fait l'objet d'une fiche d'information dans le cadre du PDRR, dans la limite d'un taux maximum d'aide publique de 75% au lieu des 50% prévus dans la décision de la Commission n° C 20075115 du 23 octobre 2007.

Veuillez spécifier le financement de l'aide: si l'aide n'est pas financée par le budget général de l'État/la région/la municipalité, veuillez expliquer son mode de financement:

	Veuillez services	fourni sur le	r des squels	précision s elles so	is sur les tax ont prélevées	kes en . Veuille	néficiaire qui l question et le ez notamment t soumis. Veui	s produit spécifie	ts et/ou r si des
	copie	de	la	base	juridique	de	l'imposition	des	taxes
	Réserve Entrepris Autres (v	ses pul	oliques	3					
7 Du	rée								

# 7.2. Dans le cas d'une aide individuelle:

Veuillez indiquer la date à laquelle l'aide sera mise à exécution (Si l'aide sera payée par tranches, veuillez indiquer la date de chaque tranche)

. . .

Veuillez, le cas échéant, spécifier la durée de la mesure pour laquelle l'aide est accordée

### 7.2. Dans le cas d'un régime d'aides:

Veuillez indiquer la date à partir de laquelle les aides peuvent être accordées Date d'introduction de la présente révision auprès de la Commission.

Veuillez indiquer la date jusqu'à laquelle les aides peuvent être accordées fin de la programmation 2007-2013 de développement rural

Si la durée dépasse six ans, veuillez démontrer qu'une période plus longue est indispensable pour atteindre les objectifs du régime: mise en cohérence avec la durée du programme de développement rural
8 cumul de différents types d'aide
L'aide peut-elle être cumulée avec des aides perçues au titre d'autres régimes locaux, régionaux, nationaux ou communautaires pour couvrir les mêmes coûts éligibles?  Oui non
Si oui, veuillez décrire les mécanismes mis en place pour garantir le respect des règles relatives au cumul: Un système informatique commun, OSIRIS, permettra de s'assurer du respect des règles de cumul d'aide. Les différents services de l'Etat au niveau régional seront chargés de vérifier le respect du taux d'aide publique maximum autorisé, à savoir 75% au moment du paiement
9 Confidentialité
La notification contient-elle des informations confidentielles qui ne peuvent être divulguées à des tiers?  ☐ oui ☐ non
Si oui, veuillez indiquer quels passages sont confidentiels en motivant votre réponse:
Si non, la Commission publiera sa décision sans consulter l'État membre.
10 Compatibilité de l'aide
Veuillez indiquer quels règlements, encadrements, lignes directrices et autres textes applicables aux aides d'État constituent une base juridique explicite pour l'autorisation de l'aide (veuillez, le cas échéant, le spécifier pour chaque mesure) et compléter la ou les fiches d'information complémentaires correspondantes prévues à la partie III
<ul> <li>☐ Aides aux PME</li> <li>☐ Notification d'une aide individuelle en application de l'article 6 du règlement (CE) n° 70/2001, modifié par le règlement (CE) 364/2004</li> <li>☐ Notification pour des raisons de sécurité juridique</li> <li>☐ Aides aux PME du secteur agricole</li> </ul>
Aides à la formation

		Notification règlement Notification	(CE) n°	68/200	01, modi	fié par	le r	règlem	ent /(0				du
	Aides a	à l'emploi Notification règlement Notification (CE) n° 220	(CE) n° 1 d'un ré 04/2002	2204/2 egime (	2002 d'aides e	en app	lica	ition de	e l'arti				
	Aides a Aides	Notification à finalité régrelevant de de grands pà la rechercle la sauvetag à la production la protection capital-in dans le sect dans le sect au secteur de la proteur de la protection de la p	ionale l'encad projets d ne et au e d'entr uration d ion audi on de l'e vestisse eur agri eur des	remen l'invest dévele eprises d'entre ovisue environ ement cole transp	t multise tissemer oppeme s en diffi prises e lle nement	ectoriel nt nt culté	, I de	es aide		nalit	é régio	nale	en
aux ail'une of motifs CE, e paragi	Lorsque les règlements, encadrements, lignes directrices ou autres textes applicables aux aides d'État ne constituent pas une base juridique explicite pour l'autorisation de l'une quelconque des aides couvertes par le présent formulaire, veuillez exposer les motifs qui pourraient justifier que l'aide soit considérée comme compatible avec le traité CE, en vous référant à la disposition dérogatoire du traité CE applicable (article 86, paragraphe 2, article 87, paragraphe 2, points a) ou b), article 87, paragraphe 3, points a), b), c) ou d)), ainsi qu'à d'autres dispositions spécifiques concernant l'agriculture et les transports.												
Dans perçu	le cas d une aid	ons de réc l'une aide ir de d'État au encore en su	ndividue u sujet	lle, l'ur de lac	n des bé	néficia	mis						
Si précis		oui,			veuillez			fo	ournir			(	des
12 A	utres i	nformatio	าร										
		ir ici toute a ernées en a								' l'ap	préciat	ion	des
13 P	ièces j	ointes											
	s sur pa	nérer ici tou: apier de ce											
14 D	éclarat	ion											

Date et lieu de signature
Signature :
Nom et titre du signataire

Je certifie que, pour autant que je sache, les informations fournies dans le présent formulaire, ses annexes et les pièces jointes sont exactes et complètes.

# Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel

Numéro de l'aide:	(à compléter	par la Commission)			
État membre:	France				
Région:	Réunion	Réunion			
Intitulé et objectif du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire d'une aide individuelle (aide basée sur un régime mais devant être notifiée individuellement ou aide ne relevant pas d'un régime):	agroalimentaires re nt				
Base juridique:	Programme de développement rural 2007- 2013 de la Réunion Code général des impôts (articles 199 E undecies et 217 undecies)				
Dépenses annuelles prévues ou montant global de l'aide individuelle accordée: (Dans la monnaie nationale)	Régime d'aides	Dépenses annuelles prévues:  Montant global	3,3 millions d'euros 16,343 millions d'euros		
	Aide individuelle	Montant global de chaque mesure:	millions d'euros		
Durée:	2009-2013				
Intensité d'aide maximum de l'aide individuelle ou du régime d'aides:					
Secteurs économiques:	Tous les Secteurs:  ou Mesure limitée à certains agricult secteurs mentionnés dans la partie e "Informations générales" (Partie I, point 4.2.)				
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Nom: Etat				

# Partie III. Fiches d'information complémentaires

À compléter s'il y a lieu en fonction du type d'aide concerné:

- 1 Aides aux PME
- 2 Aides à la formation
- 3 Aides à l'emploi
- 4 Aides à finalité régionale
- 5 Aides relevant de l'encadrement multisectoriel
- 6 Aides à la recherche et au développement
  - (e) dans le cas d'un régime
  - (f) dans le cas d'une aide individuelle
- 7 Aides au sauvetage d'entreprises en difficulté
  - (e) dans le cas d'un régime
  - (f) dans le cas d'une aide individuelle
    - Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - (e) dans le cas d'un régime
  - (f) dans le cas d'une aide individuelle
- 9 Aides à la production audiovisuelle
- 10 Aides à la protection de l'environnement
- 11 Aides au capital-investissement
- 12 Aides au secteur de l'agriculture
  - ii) Aides à l'agriculture
    - v. Aides à l'investissement dans les exploitations agricoles
    - vi. Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles
  - jj) Aides agroenvironnementales
  - kk) Aides destinées à compenser les handicaps dans les zones défavorisées
  - II) Aides à l'établissement des jeunes agriculteurs
  - mm) Aides à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
  - nn) Aides à la suppression de la capacité de production, de transformation et de commercialisation
  - oo) Aides aux groupements de producteurs
  - pp) Aides destinées à compenser des dommages en matière de production agricole ou de moyens de production agricoles
  - gg) Aides au remembrement
  - rr) Aides destinées à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité
  - ss) Aides destinées à fournir une assistance technique dans le secteur agricole
  - tt) Aides destinées au soutien du secteur de l'élevage
  - uu) Aides pour les régions ultrapériphériques et les îles de la mer Égée
  - vv) Aides sous forme de prêts bonifiés à court terme
  - ww)Aides à la promotion et à la publicité en faveur des produits agricoles et de certains produits non agricoles
  - xx) Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - yy) Aides concernant les tests EST, les animaux trouvés morts et les déchets d'abattoirs
- 13 Aides au secteur des transports
  - i) Aides individuelles à la restructuration d'entreprises en difficulté dans le secteur de l'aviation
  - j) Aides aux infrastructures de transport
  - k) Aides aux transports maritimes
  - I) Aides aux transports combinés
- 14 Aides au secteur de la pêche

# Partie III 12 - Fiche d'information sur l'agriculture

Veuillez noter que ce formulaire de notification d'une aide d'État ne s'applique qu'aux activités liées à la production, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles visés au point 6 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007–2013<sup>48</sup>. Veuillez noter également que les règles qui régissent les aides d'État dans le secteur agricole ne s'appliquent pas aux mesures relatives à la transformation des produits relevant de l'annexe I en produits qui ne dépendent pas de cette annexe. Pour ce type de mesures, vous devez compléter le formulaire de notification correspondant.

	1 PROD	DUITS C	OUVERTS
			applique-t-elle à l'un des produits suivants qui ne sont pas encore e organisation commune de marché:
		viande café liège vinaigr	es de terre autres que les pommes de terre féculières chevaline res d'alcool sure ne s'applique à aucun de ces produits.
	2 EFFE	T INCIT	ATIF
Α.	Progra	ammes	d'aide
	pour des en place e [ <i>L</i>	activités et déclai ⊠ Dans la l	ctroyée dans le cadre d'un régime d'aide le sera-t-elle uniquement sentreprises ou des services reçus lorsque ce régime aura été mis ré compatible avec le traité CE par la Commission?  Oui  Non  négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.  e crée un droit automatique au bénéfice de l'aide et supprime la
néc elle lors	essité de uniqueme	toute au ent être jime aur	utre démarche au niveau administratif, l'aide elle-même pourra-t- accordée pour des activités entreprises ou des services reçus ra été mis en place et déclaré compétitif dans le traité CE par la bjet
	Ĺ		Oui Non
	L	Jans Ia	négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
	compéte	ente cor s entrep	e d'aide implique le dépôt d'une demande auprès de l'autorité ncernée, l'aide elle-même peut uniquement être octroyée pour des rises ou des services reçus une fois les conditions suivantes
	remplie	a)	le régime d'aide doit avoir été mis en place et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission;
		b)	une demande doit avoir été soumise en bonne et due forme à l'autorité compétente concernée;

48 10

	c) la demande doit avoir été acceptée par l'autorité compétente concernée d'une façon qui oblige celle-ci à octroyer l'aide en en indiquant clairement le montant ou son mode de calcul. Cette acceptation par l'autorité compétente est seulement possible si le budget disponible pour l'aide ou le régime d'aide n'est pas épuisé.  Dans la négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
acc	Aides individuelles ute aide individuelle sortant du cadre d'un régime d'aide doit uniquement être cordée pour des activités entreprises ou des services reçus une fois les ères énumérés aux points 2.3 b) et c) ci-dessus remplis.  Dui  Dans la négative, passez au point 16 des lignes directrices.
	s compensatoires me d'aide est-il de nature compensatoire?  ☐ Oui ☐ Non Dans l'affirmative, les points A et B ci-dessus ne s'appliquent pas.
3 TYP	E D'AIDE
	e(s) d'aide la mesure prévue comprend-elle?
	DE DÉVELOPPEMENT RURAL
A	Aides aux investissements dans les exploitations agricoles Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des
В	produits agricoles
С	Aide aux engagements agroenvironnementaux ou en faveur du bien-être des
	animaux
C bis.	Paiements Natura 2000 et paiements liés à la directive 2000/60/CE <sup>49</sup>
D E	Aide destinée à compenser les handicaps dans certaines régions Aide au respect des normes
F	Aide au l'établissement des jeunes agriculteurs
G	Aide à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
H	Aide aux groupements de producteurs
ï	Aide au remembrement
J	Aide destinée à encourager la production et la commercialisation de produits
	agricoles de qualité
K	Aide à la fourniture d'une assistance technique dans le secteur agricole
L	Aide au secteur de l'élevage
M	Aide aux régions ultrapériphériques et aux îles de la mer Égée
	DES RISQUES ET DES CRISES
N	Aide destinée à compenser des dommages en matière de production agricole
0	Aide destinée à la lutte contre les maladies animales et végétales
P Q	Aide au paiement de primes d'assurance Aide à la suppression de capacités de production, de transformation et de
Q	commercialisation
AUTRES A	
R	Aide à la publicité en faveur des produits agricoles
S	Aide liée aux exonérations fiscales au titre de la directive 2003/96/CE <sup>50</sup>
Ť	Aide au secteur sylvicole
49 Directive 2	

cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000,

p. 1).

Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

Page 62

Version du 24.04.09

PDR Réunion Page 62 Version du 24.04.09

Annexe 2 Tome 4

# Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans les exploitations agricoles traités au point IV.A des Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>51</sup>.

1 OBJECTIFS DE L'AIDE
Lequel des objectifs suivants l'investissement poursuit-il :
améliorer et redéployer la production ;
elever la qualité ;
préserver et améliorer l'environnement, respecter les normes relatives à l'hygiène et
au bien-être des animaux ;
diversifier les activités agricoles
☐ autre (à préciser)
Si l'investissement poursuit d'autres objectifs, veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les exploitations ne peut être octroyée pour des investissements qui ne poursuivent aucun des objectifs précités.
L'aide concerne-t-elle des investissements concernant de simples opérations de
remplacement ?
Oui Non
Dans l'affirmative, veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les exploitations
ne peut être octroyée pour des investissements concernant de simples opérations de
remplacement.
L'aide est elle liée à des investissements qui concernent des produits faisant l'objet de restrictions à la production ou d'une limitation du soutien communautaire au niveau des agriculteurs individuels, des exploitations ou des installations de transformation dans le cadre d' une organisation commune des marchés (régimes de soutien direct compris) financée par le FEAGA, et qui entraîneraient une augmentation de la capacité de production au delà de ces restrictions ou limitations ?
Dans l'affirmative, veuillez noter qu'en vertu du point 37 des lignes directrices aucune aide ne peut être accordée pour ce type d'investissement
no pour one accorde <u>pour ce type anivediacement</u>
2 BENEFICIAIRES
Qui sont les bénéficiaires de l'aide ?  des agriculteurs ; des groupements de producteurs ; autres (veuillez préciser) des industries agroalimentaires.
<sup>51</sup> JO

# 3 INTENSITE DE L'AIDE 3.1. Veuillez indiquer le taux maximal d'aide publique par rapport à l'investissement éligible : a).....dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005<sup>52</sup> (max.50%); b).....dans les autres régions (max. 40%); c).....pour les jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, réalisant l'investissement dans les cinq ans suivant leur installation (max. 60%);

d)......pour les jeunes agriculteurs dans les autres régions, réalisant l'investissement dans les cinq ans suivant leur installation (max. 50%);

e)......75%..... dans les régions ultrapériphériques et dans les îles mineures de la mer Egee au sens du règlement (CEE) n° 2019/93<sup>53</sup> (max. 75 %) dans les conditions précisées au point 6 de la partie I « Informations générales » de la présente notification;

f)...... pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés dans les délais de transposition des normes minimales nouvellement introduites (max. 75 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 60 % dans les autres zones), g)......pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés dans les trois années suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 50 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans les autres zones), h)......pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés au cours de la quatrième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 25 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 20 % dans les autres zones), i).....pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés au cours de la cinquième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 12,5 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 10 % dans les autres zones, aucune aide ne pouvant être accordée pour des dépenses effectuées au-delà de la cinquième année), j).....pour les dépenses d'investissement supplémentaires exposées par les Etats membres qui ont adhéré à la Communauté respectivement le 1 er mai 2004 et le 1er janvier 2007, aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE (max. 75 <del>%),</del>

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); JO L 277 du 21.10.2005, p. 1.

 <sup>53</sup> Règlement (CE) n° 2019/93 du Conseil du 19 juillet 1993, portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée; JO L 184 du 27.7.1993, p. 1.
 <sup>54</sup> Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir

de sources agricoles; JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

	k)
<del>3.2.</del>	Dans le cas des investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d'élevage, la majoration est elle limitée aux investissements allant au delà des normes minimales actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y ait augmentation de la capacité de production?
3.3	Dans le cas des investissements réalisés aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicable aux investissements entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet  ———————————————————————————————————
<del>3.4.</del> 	Dans le cas des investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet  ———————————————————————————————————
4	1—CRITERES D'ELIGIBILITE
	_'aide est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ?  ☐ non  _'aide est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou
	remplaçant le lait et les produits laitiers ?
4	5 DEPENSES ELIGIBLES

<del>5.2.</del>	<u>L'aide couvre-t-elle l'achat de materiel d'occasion ?</u>
	Oui Non
F 2	Dana l'affirmativa l'achat an avention plact il éligible que nous les netites et movembres
<del>5.3.</del>	
	entreprises possédant un niveau technique faible et peu de capitaux ?
	Oui non
E 1	Los sebete de dreite de production d'animeux et de végéteux appuels, cincil que le
<del>3.4</del>	Les achats de droits de production, d'animaux et de végétaux annuels, ainsi que la
	<del>plantation de végétaux annuels, sont-ils exclus de l'aide ?</del>
	oui non
	Si la réponse est non, veuillez noter qu'en vertu du point 29 des lignes directrices aucune
	aide ne peut être accordée pour ces postes de dépense
<b>5</b>	La part de l'achat de terres autres que des terrains à bâtir dans les dépenses éligibles de
<del>0.0.</del>	
	l'investissement envisagé est elle plafonnée à 10 % ? sans objet
-	Oui non
	Si la réponse est non, veuillez noter que ce plafond de 10 % est une des conditions
	d'éligibilité à remplir en vertu du point du point 29 des lignes directrices
6	AIDE A LA CONCEDIVATION DEC DAVOACES ET DATIMENTS TRADITIONNELS
•	AIDE A LA CONSERVATION DES PAYSAGES ET BATIMENTS TRADITIONNELS
<del>sans o</del>	<del>bjet</del>
<del>6.1</del>	L'aide concerne-t-elle des investissements ou des travaux d'équipement tendant à la
	conservation d'éléments du patrimoine sans finalité productive situés sur des exploitations
	agricoles ?
	<u> </u>
	Dans l'affirmative, quel est le taux d'aide envisagé (max : 100 %) :
<del>6.1.2</del>	Les dépenses éligibles comprennent-elles la rémunération des travaux effectués par
	l'agriculteur ou sa main-d'œuvre ?
	□ oui □ non
613	Dans l'affirmative, cette rémunération sera-t-elle plafonnée à 10 000 € par an ?
0	Oui One
614	
<del>6.1.4</del>	
<del>6.2.</del>	L'aide concerne t-elle les investissements ou les travaux d'équipement ayant pour finalité
	de conserver les éléments du patrimoine de l'actif productif des exploitations?
	U oui non
<del>6.2.1.</del>	Dans l'affirmative, l'investissement en cause a-t-il pour conséquence un accroissement de
	la capacité de production de l'exploitation ?
	Oui One
622	
<del>6.2.2.</del>	
	Investissements sans accroissement de la capacité :
	Taux maximal envisagé pour les zones défavorisées ou les zones visées à
	l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (max. 75 %)
	Town manifest anniage normalise systems comes (many 60 0/)
	<del>Taux maximal envisagé pour les autres zones (max. 60 %) :</del>
	Investissements avec accroissement de la capacité :
	Taux maximal envisagé en cas d'usage de matériaux de notre époque (max.
	: voir point 3.1) :
	Taux maximal envisagé en cas d'utilisation de matériaux traditionnels, en
	pourcentage du surcoût (max. 100 %):
	pourcentage du surcout (max. 100 %)

7	TRANSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC
sans c	<del>obiet</del>
	Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ?
	— oui — — non
	- TION
7.0	La transfort act il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique 2
1.2.	Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique ?
	Oui non
	Veuillez noter que la base juridique doit expliquer l'intérêt public que présente le transfert.
7.0	La transplantation consiste t alle simplement à démolir des installations. À les transporter
<del>/ .3.</del>	La transplantation consiste t elle simplement à démolir des installations, à les transporter
	e <u>t à les réimplanter ailleurs ?</u>
	Oui non
704	Describer 1997 (1997)
<del>7.3.1.</del>	Dans l'affirmative, quelle est l'intensité de l'aide ? (max. 100%)
7.4	La transplantation a talla pour effet de mattre à la disposition de l'agriculteur des
<del>7.4.</del>	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	équipements et installations plus modernes ?
	□ oui □ non
<del>7.4.1.</del>	
	plus value des installations après la transplantation ?
	Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii)
	du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
	Dans les autres zones (min. 60%)
	Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36
	points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 45%)
	Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min. 55%)
	1. 1
<del>/ .b.</del>	<u>La transplantation a-t-elle pour résultat une augmentation de la capacité de production ?</u>
	Oui non
<del>7.5.1.</del>	Dans l'affirmative, quelle est la contribution de l'agriculteur, en pourcentage des dépenses
	<u>liées à l'augmentation ?</u>
	Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii)
	du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
	□ Dans les autres zones (min 60%)
	Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36
	points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min 45%)
	Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min 55%)
8	AUTRES INFORMATIONS
8.1.	La notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant l'adéquation et la
J. 1.	cohérence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de développement rural
	<del>concerné(s) ?</del>
	Oui non
	Si la réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe
	<del>à la présente fiche d'information complémentaire</del>

Le présent régime d'aide constitue un financement additionnel du dispositif 123-1 du programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion.

	Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 26 des lignes directrices
8.2.	La notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant soit que l'aide est
	centrée sur des objectifs clairement définis reflétant des besoins structurels et territoriaux
	ainsi que des handicaps structurels identifiés?
	⊠ oui □ non
	Si la réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe
	à la présente fiche d'information complémentaire

Le présent régime d'aide a pour objet d'inciter les sociétés relevant de l'industrie agroalimentaires à se moderniser et à optimiser leur appareil de production afin de maintenir leur compétitivité dans la zone.

La nécessité de l'aide est explicitée de façon plus détaillée dans le cadre du dispositif 123.1 du programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion.

Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices

# Partie III.12.B Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans la transformation<sup>55</sup> et la commercialisation<sup>56</sup> des produits agricoles, traités au point IV.B. des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>57</sup>.

١.	PORTÉE ET BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE			
	<ul> <li>1.1. Veuillez préciser de quelle disposition des <i>lignes directrices concernant le secteur agricole</i> relève cette notification.</li> <li>1.1.1.  Point IV.B.2. a) [Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission<sup>58</sup> ou toute disposition le remplaçant]</li> <li>1.1.2.  Point IV.B.2. b) [Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission<sup>59</sup>]</li> <li>1.1.3.  Point IV.B.2. c) [Lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État à finalité régionale pour 2007–2013<sup>60</sup>]</li> <li>1.1.4.  Point IV.B.2. d) [Aide aux entreprises intermédiaires de régions non éligibles à une aide à finalité régionale]</li> </ul>			
	<ul> <li>1.2. Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission (aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises)</li> <li>Le bénéficiaire est-il une PME active dans le traitement ou la transformation de produits agricoles?  Oui Non  Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ce règlement et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2.a) des lignes directrices.  Dans l'affirmative, l'aide est exemptée de l'obligation de notification. Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vos autorités souhaitent malgré tout soumettre une notification. Dans ce cas, veuillez vous référer à la partie correspondante du formulaire type de notification [annexe I, parties I et III.1 du règlement (CE) n° 794/2004<sup>61</sup> ou toute disposition le remplaçant].</li> </ul>			
$\leq$	1.3. Règlement de la Commission sur les aides régionales à l'investissement ide répond-elle aux conditions fixées par ce règlement?  Oui Non			
C	On entend par «transformation d'un produit agricole» toute opération sur un produit agricole qui a normalement lieu en dehors de			

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup> On entend par «transformation d'un produit agricole» toute opération sur un produit agricole qui a normalement lieu en dehors de l'exploitation après la première vente du produit brut à des revendeurs et des entreprises de transformation et qui aboutit à un produit qui est également un produit agricole.

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> On entend par «commercialisation de produits agricoles» la conservation ou la présentation à des fins de vente, l'offre à la vente, la livraison ou toute autre manière de mise sur le marché, excepté la première vente d'un producteur primaire à des revendeurs et à des entreprises de transformation et toute activité de préparation d'un produit en vue de ladite première vente. La vente par un agriculteur à des consommateurs finals doit être considérée comme une commercialisation si elle a lieu sur un site distinct réservé à cette fin.

<sup>57</sup> IO

<sup>58</sup> Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 (JO L 10 du 13.1.2001, p. 33)

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> JO L 302 du 1.11.2006, p. 29.

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup> JO C 54 du 4.3.2006, p. 13.

<sup>&</sup>lt;sup>61</sup> Règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1-134).

Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ce règlement et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2 b) des lignes directrices.

Dans l'affirmative, l'aide est exemptée de l'obligation de notification. Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vos autorités souhaitent malgré tout soumettre une notification. Dans ce cas, veuillez vous référer au formulaire de notification correspondant.

# 1.4. <u>Lignes directrices de la Commission sur les aides d'État à finalité régionale pour 2007-2013</u><sup>62</sup>

L'aide répond-elle aux conditions définies dans ces lignes directrices?							
Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ces ligne directrices et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément a point IV.B.2.c) des lignes directrices agricoles.							
Dans l'affirmative, veuillez noter que cette aide doit être évaluée sur la base des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale. Veuillez vous référer à la partie correspondante du formulaire type de notification (annexe du règlement (CE) n° 1627/2006 de la Commission <sup>63</sup> ).							
1.5. <u>Aide aux régions NON éligibles à une aide à finalité régionale</u>							
1.5.1. Certains bénéficiaires sont-ils des PME?  Oui Non							
Dans l'affirmative, veuillez vous référer au point 1.2. ci-dessus [point IV.B.2 a) des lignes directrices concernant le secteur agricole].  1.5.2. Certains bénéficiaires sont-ils de grandes entreprises (c'est-à-dire des entreprises qui comptent un minimum 750 salariés et qui réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 200 millions EUR)?							
Oui Non							
Dans l'affirmative, veuillez noter que l'aide ne peut pas être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2.d) des lignes directrices concernant le secteur agricole.							
1.5.3. Certains bénéficiaires sont-ils des entreprises intermédiaires (c'est-à-dire des entreprises qui comptent moins de 750 salariés et/ou qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions EUR)?							
☐ Óui ☐ Non							
Dans l'affirmative, veuillez vous référer à la partie correspondante du formulaire type de notification (annexe du règlement (CE) n° 1627/2006 de la Commission sur les dépenses éligibles.							
2. INTENSITÉ DE L'AIDE							
2.1. Si les bénéficiaires sont des <u>PME</u> [règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission ou toute disposition le remplaçant]:							

<sup>62</sup> JO C 54 du 4.3.2006, p. 13.

<sup>&</sup>lt;sup>63</sup> JO L 302 du 1.11.2006, p. 10.

veuillez indiquer l'intensité maximale de l'aide pour les investissements éligibles dans:

- 2.1.1. les régions ultrapériphériques: ...... (max. 75 %);
- 2.1.2. les îles mineures de la mer Égée<sup>64</sup>:...... (max. 65 %);
- 2.1.3. les régions éligibles au titre de l'article 87, paragraphe 3, point a): ....... (max. 50 %);
- 2.1.4. d'autres régions: ...... (max. 40 %).

Si le taux de l'aide est supérieur au plafond susmentionné, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme à l'article 4 du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission.

2.2. Pour l'aide relevant du <u>règlement</u> de la Commission sur les aides régionales à l'investissement <u>ou</u> des <u>lignes directrices</u> de la Commission sur les aides d'État à finalité régionale pour 2007-2013, veuillez préciser l'intensité maximale de l'aide pour:

#### 2.2.1. les PME:

- 2.2.1.1. concernant les investissements éligibles dans les régions relevant de l'article 87, paragraphe 3, point a) du traité: ...... (max.: 50 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
- 2.2.1.2. concernant les investissements éligibles dans *d'autres* régions éligibles pour l'aide régionale: ............. (max.: 40 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
- 2.2.2. les *entreprises intermédiaires* au sens de l'article 28, paragraphe 3, du règlement n° 1698/2005<sup>65</sup> (pas de PME mais des entreprises qui comptent moins de 750 salariés ou qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions EUR):
  - 2.2.2.1. concernant les investissements éligibles dans des régions éligibles au titre de l'article 87, paragraphe 3, point a) du traité: ...... (max.: 25 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
  - 2.2.2.2. concernant les investissements éligibles dans d'autres régions éligibles à une aide à finalité régionale: ........... (max.: 20 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);

Si les taux d'aide dépassent les plafonds précités, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme au point IV.B.2.c)(ii) des lignes directrices concernant le secteur agricole.

Le règlement 1698/2005 indique dans son article 28 point 3 qu' « aucune limite de taille n'est applicable pour le taux maximal dans le cas des territoires […] des départements français d'outre-mer », qui est de 75%.

En application du point 73 des AFR pour 2007-2013 relatif au cumul des aides, un investissement dans les industries agroalimentaires faisant l'objet d'un soutien financier au titre du dispositif 123-1 et du présent régime de défiscalisation pourra bénéficier d'un taux maximum d'aide publique de 75%.

6

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> Règlement (CEE) n° 2019/93 du Conseil, JO L 184 du 27.7.93, p. 1.

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (JO L 277 du 21.10.2005, p. 1).

2.2.2.3. Les bénéficiaires recommandation 200			n <sup>66</sup> ?	I
Dans la négative, la n directrices concernant le	nesure n'est p	as conforme		des lignes
2.2.3. Les bénéficiaires éventu (grandes entreprises) son			2.2.?	médiaires
Dans l'affirmative, l'intermontant maximal fixé da concerné pour la périod	ans la carte de		llité régionale pour l'É	
Dans la négative, l'aid point IV.B.2.c) des lig l'affirmative, veuillez in susmentionnée. L'inter régionale correspondan	gnes directrice diquer l'intens nsité maximale	es concerna ité maximale e de l'aide	nt le secteur agric e des aides à finalit	cole. Dans é régionale
2.3. Pour les aides à l'investisseme éligibles à l'aide régionale:	ent en faveur d	entreprises in	ntermédiaires de régio	ons <u>non</u>
2.3.1. veuillez préciser l'intens Si les taux d'aide dépa n'est pas conforme au agricole.	assent les plai	fonds précité	s, veuillez noter que	
2.3.2. Les bénéficiaires répond 2003/361/CE de la Comm		s les autres d		mandation
Dans la négative, la l directrices concernant le			e au point IV.B.2.d)	des lignes
3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DÉ	PENSES			
3.1. L'aide concerne-t-elle la produ substitution du lait et des produ Dans la négative, veuillez note directrices concernant le secte	uits laitiers? Oui r que la mesur	⊠ Non	·	
3.2. Pour les <i>grandes</i> entreprises d'achat d'équipement d'occasio	•	es intermédia		t-elle
66 Recommandation de la Commission	du 6 mai 2003	concernant	la définition des micro	o, petites et

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites e moyennes entreprises (JO L 124 du 20.5.2003, p. 36-41).

Dans l'affirmative, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme au point IV.B. des lignes directrices concernant le secteur agricole. 3.3. Pour l'aide aux investissements dans des régions non éligibles aux aides à finalité régionale: pouvez-vous confirmer que les dépenses éligibles pour des investissements correspondent complètement aux dépenses éligibles énumérées dans les lignes directrices de la Commission sur les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013? oui non Dans la négative: - si les bénéficiaires ne sont pas des PME, la mesure ne serait pas compatible avec le point IV.B.2.d) des lignes directrices agricoles. - si le bénéficiaires sont des PME, les dépenses éligibles sont-elles conformes aux articles 2 et 4 du règlement n° 70/2001 de la Commission? oui Dans la négative, la mesure ne serait pas compatible avec le point IV.B.2.d) des lignes directrices agricoles. 3.4.L'aide peut-elle financer des investissements pour lesquels une organisation commune de marché comportant des régimes de soutien direct financés par le Fonds européen agricole de garantie (Feaga) impose des restrictions de la production ou des limitations du soutien communautaire au niveau des agriculteurs individuels, des exploitations ou des entreprises de transformation, susceptibles d'accroître la production au-delà desdites restrictions ou limitations? oui  $\boxtimes$ non Dans la négative, veuillez noter qu'aux termes du point 47 des lignes directrices l'octroi d'aide en faveur de tels investissements est interdit. **4 Autres informations** 4.1.La notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant que l'aide est ciblée sur des objectifs clairement définis en rapport avec les besoins structurels et territoriaux ainsi qu'avec les handicaps structurels?  $\bowtie$ oui Si la réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe à la présente fiche d'information complémentaire Le présent régime d'aide constitue un financement additionnel du dispositif 123-1 du programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion. Dans la négative, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices agricoles. 4.2. La notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant la cohérence entre l'aide d'État envisagée et le(s) plan(s) de développement rural concerné(s)?

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4 Page 73

à la présente fiche d'information complémentaire

oui

Si la réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe

Version du 24.04.09

Le présent régime d'aide a pour objet d'inciter les sociétés relevant de l'industrie agroalimentaires à se moderniser et à optimiser leur appareil de production afin de maintenir leur compétitivité dans la zone.

La nécessité de l'aide est explicitée de façon plus détaillée dans le cadre du dispositif 123.1 du programme de développement rural 2007-2013 de la Réunion.

Dans la négative, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 26 des lignes directrices agricoles.

5 Notifications individuelles				
L'investissement éligible et le EUR et 12 millions EUR?	montant	de l'aide	peuvent-ils	dépasser respectivement 25 millions
		oui	$\boxtimes$	non
Dans l'affirmative, l'aide fera-t-		et d'une no	tification ind	dividuelle? non
Dans la négative, veuillez not		ou.	⊔ ne serait pa	as compatible avec le point IV.B des
lignes directrices agricoles.				

# 4 Fiche de notification : Déductibilité de la TVA sur les investissements dans les exploitations agricoles

Formulaire type pour la notification des aides d'État conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et pour la communication d'informations sur les aides illégales

#### Partie I. Informations générales

Statut de la notification
Les informations transmises au moyen du présent formulaire concernent-elles:
une notification en application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE?
une aide illégale possible <sup>67</sup> ?
Dans l'affirmative, veuillez spécifier la date de mise à exécution de l'aide Veuillez compléter le présent formulaire, ainsi que les fiches d'information
complémentaires correspondantes.
une mesure ne constituant pas une aide, qui est notifiée à la Commissior
pour des raisons de sécurité juridique?
Veuillez indiquer ci-dessous les raisons pour lesquelles l'État membre notifian considère que la mesure ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87
paragraphe 1, du traité CE. Veuillez remplir les parties correspondantes du
présent formulaire et fournir toutes les pièces justificatives nécessaires.
Une mesure ne constitue pas une aide d'État si l'une des conditions prévues à
l'article 87, paragraphe 1, du traité CE n'est pas remplie. Veuillez fournir une
appréciation complète de la mesure au regard des critères suivants, en mettan
plus particulièrement l'accent sur la condition dont vous estimez qu'elle n'est pas
remplie.
√ l'absence de transfert de ressources publiques (Par exemple, si vous considére:
que la mesure n'est pas imputable à l'État ou que des mesures réglementaires
n'impliquant pas de transfert de ressources publiques seront mises en place)
<ul> <li>✓ l'absence d'avantage (Par exemple, lorsque le principe de l'investisseur er économie de marché est respecté)</li> </ul>
✓ l'absence de sélectivité/spécificité (Par exemple, lorsque la mesure est à la
disposition de toutes les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie, sans
limitation territoriale ni distinction)
✓ l'absence de distorsion de concurrence / d'affectation des échanges
intracommunautaires (Par exemple, lorsque l'activité n'est pas de caractère
économique ou lorsque l'activité économique est purement locale)

Annexe 2 Tome 4

FRANCE.....

1.1 État membre concerné

1 - Identification du donneur d'aide

Selon l'article 1er, point f), du règlement (CE) n) 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1) (ci-après: "le règlement de procédure"), il convient d'entendre par "aide illégale" une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE. PDR Réunion

Page 75

Version du 24.04.09

1.2 Région(s) concernée(s) (le cas échéant)

1.3. Personne de contact responsable:

Nom : Madame le chef du secteur AGRAP

Secrétariat général des affaires européennes

Service du Premier Ministre

Adresse : 2 boulevard Diderot

75572 PARIS Cedex 12

Téléphone : 00.33.1.44.87.10.19

Fax : 00.33.1.44.87.10.18 ou 00.33.1.44.87.12.61

E-mail : francoise.simon@sgae.gouv.fr

1.4. Personne de contact responsable à la Représentation permanente

Nom : Téléphone : Fax : E-mail :

1.5. Si vous souhaitez qu'une <u>copie</u> de la correspondance officielle envoyée par la Commission à l'État membre soit transmise à d'autres autorités nationales, veuillez indiquer ici leurs nom et adresse:

Nom : .Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Madame la sous-directrice du développement rural et du cheval

Avenue du Maine 75349 PARIS 07 SP

et

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Monsieur le chef du bureau de l'Union européenne

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

et

Monsieur le Directeur de l'Agriculture et de la Forêt /s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

Parc de la Providence 97489 SAINT-DENIS Cedex

et

Monsieur le Directeur de l'Agile

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

3, rue Félix GUYON 97400 SAINT-DENIS

1.6 Veuillez indiquer la référence de l'État membre dont vous souhaitez qu'elle figure dans toute correspondance provenant de la Commission

#### 2. Identification de l'aide

- 2.1 Intitulé de l'aide (ou nom de l'entreprise bénéficiaire s'il s'agit d'une aide individuelle) Déductibilité de la TVA sur les investissements dans les exploitations agricoles.
- 2.2 Brève description de l'objectif de l'aide

PDR Réunion Page 76 Version du 24.04.09

Il s'agit d'une aide qui permet de réduire les charges des entreprises dans des secteurs importants pour le développement de la Réunion.

La TVA non perçue récupérable a pour objet essentiel de couvrir les surcoûts générés par l'importation des produits, en termes de coûts de transport et de stockage.

Ainsi, le surcoût du transport des marchandises par voie maritime de la métropole vers La Réunion est évalué à 25% pour un panel de produits finis acheminés par conteneurs. Pour les produits en vrac, le surcoût lié au transport, bien que moins important, reste de l'ordre d'au moins 15%.

Il convient d'ajouter à ces surcoûts de transport, les nécessaires surcoûts liés à un volume de stockage plus important que celui de la métropole afin de se prémunir contre les risques de rupture d'approvisionnement. Selon la nature des produits, ils peuvent représenter entre 20% et 50% du montant du produit.

Veuillez indiquer l'objectif principal et, le cas échéant, le ou les objectifs secondaires:

	oa.quo osjootii p.iopa. ot, io ouo o	Objectif principal (veuillez n'en cocher qu' <u>un</u> )	Objectif secondaire <sup>68</sup>
✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓ ✓	Développement régional Recherche et développement Protection de l'environnement Sauvetage d'entreprises en difficulté Restructuration d'entreprises en difficulté		
✓ ✓ ✓ ✓ ✓	PME Emploi Formation Capital-investissement		
	internationalisation Services d'intérêt économique général Développement sectoriel <sup>69</sup> Soutien social à des consommateurs individuels		
✓	Compensation de dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires		
✓	d'intérêt européen commun Remède à une perturbation grave de l'économie		
<b>✓</b>	Conservation du patrimoine Culture		

Veuillez spécifier le secteur au point 4.2.
PDR Réunion Page 77

Annexe 2 Tome 4

Version du 24.04.09

Un objectif secondaire est un objectif se greffant sur l'objectif principal, auquel l'aide sera exclusivement réservée. Par exemple, un régime pour lequel l'objectif principal est la recherche et le développement peut avoir pour objectif secondaire les petites et moyennes entreprises (PME) si l'aide est destinée exclusivement à ce type d'entreprises. L'objectif secondaire peut aussi être sectoriel, par exemple dans le cas d'un régime en faveur de la recherche et du développement dans le secteur sidérurgique.

	La	me - Aide individuelle <sup>70</sup> notification concerne-t-elle un régime d'aides?  oui non
		Si oui, ce régime modifie-t-il un régime d'aides existant?
	>	oui non Si oui, les conditions d'application de la procédure de notification simplifiée prévue à l'article 4, paragraphe 2, du règlement d'application (CE) n° () du () sont-elles remplies?
	$\triangleright$	Si oui, veuillez remplir le formulaire de notification simplifiée (voir l'annexe II).
	<b>Α</b>	Si non, veuillez continuer de remplir le présent formulaire et spécifier si le régime qui est modifié avait été notifié à l'origine à la Commission.  oui non Si oui, veuillez indiquer:
	<b>&gt;</b>	le numéro d'aide: la date d'autorisation du régime par la Commission (référence de la lettre de la Commission (SG()D/): la durée du régime initial:
2.3.2		notification concerne-t-elle une aide individuelle?  oui  non  Si oui, veuillez cocher la case appropriée ci-dessous:
	Re Int No	aide accordée sur la base d'un régime devant être notifiée dividuellement éférence du régime autorisé: titulé :
2.3.3	en	notification concerne-t-elle une aide individuelle ou un régime d'aides notifiés application d'un règlement d'exemption? Si oui, veuillez cocher la case propriée ci-dessous: NON  Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises <sup>71</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 1.

Selon l'article 1er, point e) du Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.2.1999, p. 1), il convient d'entendre par "aide individuelle" une aide qui n'est pas accordée sur la base d'un régime d'aides, ou qui est accordée sur la base d'un régime d'aides, mais qui doit être notifiée.

Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

	Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation <sup>72</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 2. Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>73</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 3. Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (JO L 1 du 3.1.2004).
3 - Base jı	uridique nationale
dispositions Intitulé:	énumérer les textes constituant la base juridique nationale, y compris les d'application, et leurs sources de références respectives:  de développement rural de la Réunion 2007-2013 (PDRR)
Code généra	al des impôts (articles 295-1-5°, 50 <del>undecies et</del> duodecies de l'annexe IV)
Références	(le cas échéant):
3.3 S'il s'a l'organisme d'autorisée pa	indiquer les documents joints à la présente notification: PDRR  Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  git d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle chargé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a été r la Commission (clause de suspension)?
4 - Bénéfi	ciaires
dans dans parag	géographique du ou des bénéficiaires une ou des régions non assistées une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, graphe 3, point c) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 3 ou à un
dans parag	nu inférieur) une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87, graphe 3, point a) du traité CE (veuillez spécifier au niveau NUTS 2 ou à un nu inférieur) NUTS 2 et NUTS 3 : veuillez spécifier
	d'activité du  ou des bénéficiaires Activité ne relevant pas d'un secteur en particulierA Agriculture
72 Règlem	nent (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88

du traité CE aux aides à la formation, JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission du 12 décembre 2002 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi, JO L 337 du 13.12.2002, p. 3 et JO L 349 du 24.12.2002, p. 126.

PDR Réunion

Page 79

Version du 24.04.09

		Industries extractives
H	10.1	
		Industrie manufacturière
	H	17 Textiles 21 Pâte à papier et papier
	H	24 Industrie chimique et pharmaceutique
		24.7 Fibres artificielles
	<u> </u>	27.1 Sidérurgie <sup>74</sup>
		29 Machines et équipements
		DL Équipements électriques et optiques
	_ <u> </u>	34.1 Véhicules automobiles
	H	35.1 Construction navale Autres activités manufacturières, veuillez
nréc	iser:	Addres activites mandracturieres, vedillez
	E	Électricité, gaz et eau
	F	Travaux de construction
	52	Services de détail
		Hôtellerie et restauration (Tourisme)
	I	Transports
	_ <u> </u>	60 Transports terrestres et par conduites60.1 Transports ferroviaires60.2 Autres transports terrestres
	H	60.2 Autres transports terrestres
	H	61.1 Transports maritimes et côtiers
		61.2 Transports fluviaux
		62 Transports aériens
		Services des postes et télécommunications
Щ		Intermédiation financière
H		Services informatiques et services rattachés à l'informatique Services récréatifs, culturels et sportifs
H	92	A
		Address, vedified specifier scion in diassification (v. 1.1
4.3 I	Dans le cas d'une	aide individuelle:
	du bénéficiaire	
Тур	e de bénéficiaire	
	☐ PME Effectif	
	Chiffres d'affair	res annuel :
	Bilan annuel	:
	Indépendance	· ·
	•	
	(Veuillez joindr	re une déclaration formelle conformément à la recommandation de
		n sur les PME <sup>76</sup> ou fournir toute autre pièce justificative relative
		smentionnés): entreprise
		se en difficulté <sup>77</sup>

Annexe B de la Communication de la Commission - Encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement, JO C 70 du 19.3.2002, p. 8.

La NACE Rev.1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JO L 124 du 20.5.2003, p. 36, et projet de règlement (CE) n° .../.. de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 par une extension de son champ d'application aux aides à la recherche et au développement.

4.4 Dans le cas d'un régime d'aides: Type de bénéficiaires:
toutes les entreprises (grandes entreprises et petites et moyennes entreprises) grandes entreprises uniquement petites et moyennes entreprises
<ul><li>moyennes entreprises</li><li>petites entreprises</li><li>microentreprises</li></ul>
Nombre estimatif de bénéficiaires:  jusqu'à 10 de 11 à 50 de 51 à 100 de 101 à 500 de 501 à 1000 plus de 1000
5 - Montant de l'aide/Dépenses annuelles
Dans le cas d'une aide individuelle, veuillez indiquer le montant global de chaque mesure concernée:
Dans le cas d'un régime d'aides, veuillez indiquer le montant du budget annuel prévu et le montant global (dans la monnaie nationale) :
Pour les mesures fiscales, veuillez fournir une estimation des pertes de recettes annuelles et globales résultant des avantages fiscaux concédés pour la période couverte par la notification: 0,460 millions d'euros en annuel, soit une perte estimées sur l'ensemble du programme à 3,190 millions d'euros
 Si le budget n'est pas adopté annuellement, veuillez spécifier la période qu'il couvre: 2009-2013
Si la notification concerne des modifications apportées à un régime d'aides existant, veuillez décrire les effets budgétaires des modifications notifiées:
6 - Forme de l'aide et moyens de financement
Veuillez spécifier sous quelle forme l'aide est mise à la disposition du ou des bénéficiaires (le cas échéant, pour chaque mesure):
☐ Subvention directe

Au sens des Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

PDR Réunion Page 81 Version du 24.04.09

	Prêt à taux réduit (avec des précisions sur la sûreté)
	Bonification d'intérêts
$\boxtimes$	Allégement fiscal (par exemple, déduction fiscale, réduction de la base
	sition, réduction du taux d'imposition, différé d'imposition). Veuillez spécifier:
ll s'ag	<u>it d'un allègement fiscal consistant en l'exonération de TVA et déduction de </u>
la taxe	e comme si elle était acquittée.
	Réduction des cotisations de sécurité sociale
	Fourniture de capital-investissement
	Annulation de dettes
	Garantie (veuillez fournir des précisions concernant notamment le prêt ou toute autre transaction financière couverte par la garantie, la sûreté requise et la prime à payer)
	Autres. Veuillez spécifier:
	Pour chaque instrument d'aide, veuillez donner une description précise des règles qui le régissent et de ses conditions d'application, notamment son intensité et son régime fiscal, et préciser si l'aide est accordée automatiquement dès lors que certains critères objectifs sont remplis (si tel est le cas, veuillez

Sur la base des <del>LDA 2007-2013</del> points 29 à 39 des Lignes Directrices Agricoles et du code général des impôts, le présent régime s'appuie sur les règles suivantes :

marge discrétionnaire.

spécifier ces critères) ou si les autorités chargées de l'octroi disposent d'une

Selon les dispositions de l'article 295-1-5° du CGI, sont exonérées de TVA les importations et la vente dans les départements de Guadeloupe, de Martinique et de Réunion de certains produits et matières premières : matériels d'équipement destinés à l'industrie hôtelière et touristique (article 50 undecies annexe IV du CGI) et matériaux de construction, engrais et outillages industriels et agricoles (article 50 duodecies annexe IV du CGI).

En application d'une décision ministérielle du 2 novembre 1953, ces biens ouvrent droit à déduction comme si la TVA avait été effectivement acquittée.

Les entreprises établies dans les départements d'outre-mer qui utilisent pour les besoins d'opérations taxées des biens exonérés en vertu de l'article 295-1-5° du CGI peuvent déduire au titre de ces opérations la taxe décomptée fictivement sur les acquisitions de biens exonérés (investissement et matières premières).

Les fabricants et revendeurs de ces biens exonérés ainsi que les exportateurs de produits taxables peuvent opérer la déduction de la taxe ayant effectivement grevé leurs acquisitions de biens et de services et celle calculée fictivement sur leurs acquisitions de biens d'investissement exonérés.

Les activités visées par l'article 50 duodecies IV du CGI ne relèvent pas d'un secteur particulier. L'article 50 undecies IC du CGI s'applique à l'hôtellerie et à la restauration. L'aide concerne ici uniquement l'agriculture.

En ce qui concerne la procédure de défiscalisation, le montant de la TVA non perçue récupérable est déduit de l'assiette de défiscalisation.

La TVA non perçue récupérable entre dans le calcul du cumul d'aides au même titre qu'une subvention.

La TVA non perçue récupérable représente un pourcentage du montant des importations et de la vente dans les DOM de certains produits et matières premières. Ce pourcentage est égal à 8,5% pour le taux normal et à 2,10% pour le taux réduit.

Ce régime d'aide est cumulable avec la mesure 121 du PDRR et avec le régime de défiscalisation, qui fait l'objet d'une fiche d'information dans le cadre du PDRR, dans la limite d'un taux maximum d'aide publique de 75% au lieu des 50% prévus dans la décision de la Commission n° C 20075115 du 23 octobre 2007.
Veuillez spécifier le financement de l'aide: si l'aide n'est pas financée par le budget général de l'État/la région/la municipalité, veuillez expliquer son mode de financement:
Taxes parafiscales ou taxes affectées à un bénéficiaire qui n'est pas l'État. Veuillez fournir des précisions sur les taxes en question et les produits et/ou services sur lesquels elles sont prélevées. Veuillez notamment spécifier si des produits importés d'autres États membres y sont soumis. Veuillez joindre une copie de la base juridique de l'imposition des taxes Réserves accumulées Entreprises publiques Autres (veuillez spécifier)
7 - Durée
7.1 Dans le cas d'une aide individuelle:
Veuillez indiquer la date à laquelle l'aide sera mise à exécution (Si l'aide sera payée par tranches, veuillez indiquer la date de chaque tranche)
Veuillez, le cas échéant, spécifier la durée de la mesure pour laquelle l'aide est accordée
7.2. Dans le cas d'un régime d'aides:
Veuillez indiquer la date à partir de laquelle les aides peuvent être accordées Date d'introduction de la présente révision auprès de la Commission.
Veuillez indiquer la date jusqu'à laquelle les aides peuvent être accordées fin de la programmation 2007-2013 de développement rural
Si la durée dépasse six ans, veuillez démontrer qu'une période plus longue est indispensable pour atteindre les objectifs du régime: mise en cohérence avec la durée du programme de développement rural
8 - cumul de différents types d'aide
L'aide peut-elle être cumulée avec des aides perçues au titre d'autres régimes locaux, régionaux, nationaux ou communautaires pour couvrir les mêmes coûts éligibles?  Oui non
Si oui, veuillez décrire les mécanismes mis en place pour garantir le respect des règles relatives au cumul:
Un système informatique commun, OSIRIS, permettra de s'assurer du respect des règles de cumul d'aide. Les différents services de l'Etat au niveau régional seront chargés de vérifier le respect du taux d'aide publique maximum autorisé, au moment du paiement

Ce régime n'est pas cumulable avec le régime de soutien au fret dans les DOM (AE N 199/2007 points 55 et 56) autorisé par la Commission le 20 mai 2008 qui a également pour objet de compenser les surcoûts de transport.

9 - C	onfide	ntialité								
		n contien des tiers?	t-elle des	s information	s confic	lentielles non	qui	ne	peuvent	être
Si oui,	veuillez	z indiquer o	quels pass	sages sont co	nfidentie	els en mo	tivant	votr	e répons	e:
Si non	, la Con	nmission p	ubliera sa	a décision san	s consul	ter l'État	memb	ore.		
10 - 0	Compa	tibilité d	e l'aide							
applica de l'aid	ables ai de (veu	ux aides d illez, le ca	'État cons s échéant	nts, encadrem stituent une b t, le spécifier entaires corres	ase jurio pour cha	dique exp aque mes	olicite sure)	pou et c	ır l'autoris ompléter	ation
	Aides	règlemen Notification	t (CE) n° <sup>.</sup> on pour de	aide individ 70/2001, mod es raisons de s secteur agrico	ifié par le sécurité j	e règleme				6 du
	Aides	règlemen	on d'une t (CE) n° (	aide individ 68/2001, mod es raisons de	ifié par le	e règleme	ent /(C			
	☐ ☐ ☐ Aides	règlemen Notificatio (CE) n° 2 Notificatio à finalité ré	t (CE) n° 2 on d'un ré 204/2002 on pour de egionale	aide individ 2204/2002 gime d'aides es raisons de s	en appli	cation de juridique	l'artio	cle 9	du règle	ement
	faveur Aides a Aides a Aides a Aides a Aides a Aides a Aides a	de grands à la recher au sauveta à la restruc à la produc à la protec au capital- dans le sec	projets d' che et au age d'entre cturation d ction audic tion de l'e investisse cteur agric cteur des	'investisseme développeme eprises en diff d'entreprises e ovisuelle nvironnement ement cole transports	nt ent iculté en difficul		<i>α</i> III	iaii	o regiona	ic cil

Lorsque les règlements, encadrements, lignes directrices ou autres textes applicables aux aides d'État ne constituent pas une base juridique explicite pour l'autorisation de l'une quelconque des aides couvertes par le présent formulaire, veuillez exposer les motifs qui pourraient justifier que l'aide soit considérée comme compatible avec le traité CE, en vous référant à la disposition dérogatoire du traité CE applicable (article 86, paragraphe 2, article 87, paragraphe 2, points a) ou b), article 87, paragraphe 3, points a), b), c) ou d)), ainsi qu'à d'autres dispositions spécifiques concernant l'agriculture et les transports.

	4 -
11 - Injonctions de récupéra	ation en suspens

Dans le cas d'une aide individuelle, l'un des bénéficiaires potentiels de la mesure a-t-il perçu une aide d'État au sujet de laquelle la Commission a prononcé un ordre de récupération encore en suspens?
Si oui, veuillez fournir des précisions:
12 - Autres informations
Veuillez fournir ici toute autre information que vous jugez utile pour l'appréciation des mesures concernées en application des règles sur les aides d'État.
13 - Pièces jointes
Veuillez énumérer ici tous les documents qui sont joints à la notification et fournir des copies sur papier de ces documents ou des liens Internet <b>directs</b> permettant d'y accéder.
14 - Déclaration
Je certifie que, pour autant que je sache, les informations fournies dans le présent formulaire, ses annexes et les pièces jointes sont exactes et complètes.
Date et lieu de signature
Signature :
Nom et titre du signataire

### Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel

Numéro de l'aide:	(à compléter	par la Commission)	
État membre:	France		
Région:	Réunion		
Intitulé et objectif du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire d'une aide individuelle (aide basée sur un régime mais devant être notifiée individuellement ou aide ne relevant pas d'un régime):	dans les exp		tissements
Base juridique:	Programme de développement rural 2007- 2013 de la Réunion Code général des impôts (articles 295-1-5°, 50 undecies et duodecies de l'annexe IV)		
Dépenses annuelles prévues ou montant global de l'aide individuelle accordée: (Dans la monnaie nationale)	Régime d'aides	Dépenses annuelles prévues:	0,460 millions d'euros
		Montant global	3,190 millions d'euros
	Aide individuelle	Montant global de chaque mesure:	millions d'euros
Durée:	2009-2013		
Intensité d'aide maximum de l'aide individuelle ou du régime d'aides:			
Secteurs économiques:	Tous les Sec	teurs:	
	ou Mesure limitée à certains agricultur secteurs mentionnés dans la partie e "Informations générales" (Partie I, point 4.2.)		
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Nom: Etat		

#### Partie III. Fiches d'information complémentaires

À compléter s'il y a lieu en fonction du type d'aide concerné:

- 1. Aides aux PME
- 2. Aides à la formation
- 3. Aides à l'emploi
- 4. Aides à finalité régionale
- 5. Aides relevant de l'encadrement multisectoriel
- 6. Aides à la recherche et au développement
  - (g) dans le cas d'un régime
  - (h) dans le cas d'une aide individuelle
- 7. Aides au sauvetage d'entreprises en difficulté
  - (g) dans le cas d'un régime
  - (h) dans le cas d'une aide individuelle
- 8. Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - (g) dans le cas d'un régime
  - (h) dans le cas d'une aide individuelle
- 9. Aides à la production audiovisuelle
- 10. Aides à la protection de l'environnement
- 11. Aides au capital-investissement
- 12. Aides au secteur de l'agriculture
  - zz) Aides à l'agriculture
    - vii. Aides à l'investissement dans les exploitations agricoles
    - viii. Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles
  - aaa) Aides agroenvironnementales
  - bbb) Aides destinées à compenser les handicaps dans les zones défavorisées
  - ccc) Aides à l'établissement des jeunes agriculteurs
  - ddd) Aides à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
  - eee) Aides à la suppression de la capacité de production, de transformation et de commercialisation
  - fff) Aides aux groupements de producteurs
  - ggg) Aides destinées à compenser des dommages en matière de production agricole ou de moyens de production agricoles
  - hhh) Aides au remembrement
  - iii) Aides destinées à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité
  - jjj) Aides destinées à fournir une assistance technique dans le secteur agricole
  - kkk) Aides destinées au soutien du secteur de l'élevage
  - III) Aides pour les régions ultrapériphériques et les îles de la mer Égée
  - mmm) Aides sous forme de prêts bonifiés à court terme
  - nnn) Aides à la promotion et à la publicité en faveur des produits agricoles et de certains produits non agricoles
  - ooo) Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - ppp) Aides concernant les tests EST, les animaux trouvés morts et les déchets d'abattoirs
- 13. Aides au secteur des transports
  - m) Aides individuelles à la restructuration d'entreprises en difficulté dans le secteur de l'aviation
  - n) Aides aux infrastructures de transport
  - o) Aides aux transports maritimes
  - p) Aides aux transports combinés
- 14. Aides au secteur de la pêche

#### **PARTIE III 12 Fiche d'information sur l'agriculture**

Veuillez noter que ce formulaire de notification d'une aide d'État ne s'applique qu'aux activités liées à la production, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles visés au point 6 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007–2013<sup>78</sup>. Veuillez noter également que les règles qui régissent les aides d'État dans le secteur agricole ne s'appliquent pas aux mesures relatives à la transformation des produits relevant de l'annexe I en produits qui ne dépendent pas de cette annexe. Pour ce type de mesures, vous devez compléter le formulaire de notification correspondant.

	1 PRODUITS O	OUVERTS
	mis à une organic pomm viande café liège vinaig	lique-t-elle à l'un des produits suivants qui ne sont pas encore sation commune de marché: es de terre autres que les pommes de terre féculières e chevaline  res d'alcool sure ne s'applique à aucun de ces produits.
2	2 EFFET INCIT	ATIF
Α.	Programmes	d'aide
des	activités entrepri éclaré compatible	vée dans le cadre d'un régime d'aide le sera-t-elle uniquement pour ses ou des services reçus lorsque ce régime aura été mis en place e avec le traité CE par la Commission?  Oui  Non  négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
	supprime la elle-même p ou des servi compétitif da	égime d'aide crée un droit automatique au bénéfice de l'aide et nécessité de toute autre démarche au niveau administratif, l'aide ourra-t-elle uniquement être accordée pour des activités entreprises ces reçus lorsque le régime aura été mis en place et déclaré ins le traité CE par la Commission? sans objet  Oui  Non  négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
	compétente	égime d'aide implique le dépôt d'une demande auprès de l'autorité concernée, l'aide elle-même peut uniquement être octroyée pour entreprises ou des services reçus une fois les conditions suivantes
	а) b)	le régime d'aide doit avoir été mis en place et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission; une demande doit avoir été soumise en bonne et due forme à l'autorité compétente concernée;

<sup>78</sup> JO...

Ľ	c) la demande doit avoir été acceptée par l'autorité compétente concernée d'une façon qui oblige celle-ci à octroyer l'aide en en indiquant clairement le montant ou son mode de calcul. Cette acceptation par l'autorité compétente est seulement possible si le budget disponible pour l'aide ou le régime d'aide n'est pas épuisé.  Oui  Non  Dans la négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
acco	Aides individuelles e aide individuelle sortant du cadre d'un régime d'aide doit uniquement être rdée pour des activités entreprises ou des services reçus une fois les res énumérés aux points 2.3 b) et c) ci-dessus remplis.  Dui Non Dans la négative, passez au point 16 des lignes directrices.
	compensatoires le d'aide est-il de nature compensatoire?  Oui Non  Dans l'affirmative, les points A et B ci-dessus ne s'appliquent pas.
3 TYPE	D'AIDE
	s) d'aide la mesure prévue comprend-elle?
MESURES D	E DÉVELOPPEMENT RURAL
Α	Aides aux investissements dans les exploitations agricoles
	B Aides aux investissements liés à la transformation et à la
0	commercialisation des produits agricoles
С	Aide aux engagements agroenvironnementaux ou en faveur du bien-être des animaux
C bis.	Paiements Natura 2000 et paiements liés à la directive 2000/60/CE <sup>79</sup>
D Dis.	Aide destinée à compenser les handicaps dans certaines régions
Ē	Aide au respect des normes
F	Aide à l'établissement des jeunes agriculteurs
G	Aide à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
H	Aide aux groupements de producteurs
1	Aide au remembrement
J	Aide destinée à encourager la production et la commercialisation de produits
	agricoles de qualité
K	Aide à la fourniture d'une assistance technique dans le secteur agricole
L	Aide au secteur de l'élevage
M	Aide aux régions ultrapériphériques et aux îles de la mer Égée
	ES RISQUES ET DES CRISES
N	Aide destinée à compenser des dommages en matière de production agricole
0	Aide destinée à la lutte contre les maladies animales et végétales
P	Aide au paiement de primes d'assurance
Q	Aide à la suppression de capacités de production, de transformation et de
ALITHER AID	commercialisation
AUTRES AID	
R	Aide à la publicité en faveur des produits agricoles Aide liée aux exonérations fiscales au titre de la directive 2003/96/CE <sup>80</sup>
S T	Aide liee aux exonerations fiscales au titre de la directive 2003/96/CE Aide au secteur sylvicole
ı	Alue au secteul sylvicole

79 Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000, p. 1).
80 Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

## Partie III. 12. A - Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans les exploitations agricoles traités au point IV.A des Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>81</sup>.

1 OBJECTIFS DE L'AIDE
Lequel des objectifs suivants l'investissement poursuit-il :  abaisser les coûts de production ;  améliorer et redéployer la production ;  élever la qualité ;  préserver et améliorer l'environnement, respecter les normes relatives à l'hygiène et au bien-être des animaux ; en partie pour le dispositif 121-21  diversifier les activités agricoles ;  autre (à préciser)
Si l'investissement poursuit d'autres objectifs, veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les exploitations ne peut être octroyée pour des investissements que ne poursuivent aucun des objectifs précités.
L'aide concerne-t-elle des investissements concernant de simples opérations de remplacement ?  Oui  Dans l'affirmative, veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les exploitations ne peut être octroyée pour des investissements concernant de simples opérations de remplacement.
L'aide est-elle liée à des investissements qui concernent des produits faisant l'objet de restrictions à la production ou d'une limitation du soutien communautaire au niveau des agriculteurs individuels, des exploitations ou des installations de transformation dans le cadre d' une organisation commune des marchés (régimes de soutien direct compris) financée par le FEAGA, et qui entraîneraient une augmentation de la capacité de production au-delà de ces restrictions ou limitations ?
Dans l'affirmative, veuillez noter qu'en vertu du point 37 des lignes directrices aucune aide ne peut être accordée pour ce type d'investissement
2 BENEFICIAIRES
Qui sont les bénéficiaires de l'aide ?  des agriculteurs ; des groupements de producteurs ; autres (veuillez préciser)
81 JO PDR Páunion Pago 90 Vorcion du 24 04 09

#### 3 INTENSITE DE L'AIDE

	nent eligible :
a)	a l'article 36 prisées ou les 005, réalisant ons, réalisant ons, réalisant ons, réalisant ons, réalisant ons, réalisant ons, réalisant ons des conditions notification; émentaires en elioration des points a) i), ii) utres zones), pelémentaires élioration des cones de les zones en cones de les zones de le

\_

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); JO L 277 du 21.10.2005, p. 1.
 Règlement (CE) n° 2019/93 du Conseil du 19 juillet 1993, portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée; JO L 184 du 27.7.1993, p. 1.

j)	Etats membres qui ont adhéré à la Communauté respectivement le 1er mai 2004 et le 1er janvier 2007, aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE (max. 75 %), k)
3.2.	Dans le cas des investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, la majoration est-elle limitée aux investissements allant au-delà des normes minimales actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y ait augmentation de la capacité de production ?
3.3	Dans le cas des investissements réalisés aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicable aux investissements entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet oui non
3.4.	Dans le cas des investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est-elle limitée aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans les 36 mois suivant l'installation ? sans objet  oui non
4	CRITERES D'ELIGIBILITE
	de est-elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en difficulté ?
	⊠ oui
L'ai	de est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?

par les nitrates à partir de sources agricoles; JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

<sup>&</sup>lt;sup>84</sup> Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution

5	DEPENSES ELIGIBLES						
Le	s dépenses éligibles comprennent-elles :  la construction, l'acquisition ou l'amélioration de biens immeubles ;  l'achat ou la location-vente de matériels et équipement, y compris les logiciels, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien, à l'exclusion des coûts liés à un contrat de location tels que taxes, marge du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux, frais d'assurance, etc.;  les frais généraux liés aux deux postes de dépenses précités (par exemple honoraires d'architectes, d'ingénieurs et d'experts, études de faisabilité, acquisition de brevets et de licences) ?						
5.2.	L'aide couvre-t-elle l'achat de matériel d'occasion ? ☐ oui ☐ non						
5.3.	Dans l'affirmative, l'achat en question n'est-il éligible que pour les petites et moyennes entreprises possédant un niveau technique faible et peu de capitaux ?  □ oui □ non						
5.4	Les achats de droits de production, d'animaux et de végétaux annuels, ainsi que la plantation de végétaux annuels, sont-ils exclus de l'aide ?						
	Si la réponse est non, veuillez noter qu'en vertu du point 29 des lignes directrices aucune aide ne peut être accordée pour ces postes de dépense						
5.5.	La part de l'achat de terres autres que des terrains à bâtir dans les dépenses éligibles de l'investissement envisagé est-elle plafonnée à 10 % ? sans objet  oui non						
	Si la réponse est non, veuillez noter que ce plafond de 10 % est une des conditions d'éligibilité à remplir en vertu du point du point 29 des lignes directrices						
6	AIDE A LA CONSERVATION DES PAYSAGES ET BATIMENTS TRADITIONNELS						
sans 0 6.1.	objet L'aide concerne-t-elle des investissements ou des travaux d'équipement tendant à la conservation d'éléments du patrimoine <u>sans finalité productive</u> situés sur des exploitations agricoles ?  oui non						
6.1.1.	Dans l'affirmative, quel est le taux d'aide envisagé (max : 100 %) :						
6.1.2	Les dépenses éligibles comprennent-elles la rémunération des travaux effectués par l'agriculteur ou sa main-d'œuvre ? oui non						
6.1.3	Dans l'affirmative, cette rémunération sera-t-elle plafonnée à 10 000 € par an ? □ oui □ non						
	Réunion Page 93 Version du 24.04.09						

6.2. L'aide concerne-t-elle les investissements ou les travaux de conserver les éléments du patrimoine de l'actif product oui non  6.2.1. Dans l'affirmative, l'investissement en cause a-t-il pour co la capacité de production de l'exploitation?  oui non  6.2.2. Quels sont les taux maximaux d'aide envisagés pour ce ty Investissements sans accroissement de la contra maximal envisagé pour les zones définant l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement Taux maximal envisagé pour les autres zone Investissements avec accroissement de la contra maximal envisagé en cas d'usage de resure voir point 3.1):  Taux maximal envisagé en cas d'utilisation pourcentage du surcoût (max. 100 %):	tif des exploitations?  onséquence un accroissement de  ype d'investissement? capacité: favorisées ou les zones visées à  (CE) n° 1698/2005 (max. 75 %) es (max. 60 %): apacité:
la capacité de production de l'exploitation?  oui non  6.2.2. Quels sont les taux maximaux d'aide envisagés pour ce ty Investissements sans accroissement de la contra Taux maximal envisagé pour les zones défortier l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement Taux maximal envisagé pour les autres zone Investissements avec accroissement de la contra Taux maximal envisagé en cas d'usage de recontra voir point 3.1):  Taux maximal envisagé en cas d'utilisation	ype d'investissement ? capacité : favorisées ou les zones visées à (CE) n° 1698/2005 (max. 75 %) es (max. 60 %) : apacité :
☐ Investissements sans accroissement de la croux maximal envisagé pour les zones déf l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement Taux maximal envisagé pour les autres zone ☐ Investissements avec accroissement de la croux maximal envisagé en cas d'usage de recroix voir point 3.1) :	capacité : favorisées ou les zones visées à (CE) n° 1698/2005 (max. 75 %) es (max. 60 %) : apacité :
pourcernage du surcout (max. 100 %)	n de matériaux traditionnels, en
7 TRANSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET I	PUBLIC
sans objet 7.1. Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ?	
oui non	
7.2. Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans  oui non  Veuillez noter que la base juridique doit expliquer l'intérêt	-
7.3. La transplantation consiste-t-elle simplement à démolir de et à les réimplanter ailleurs ?	es installations, à les transporter
7.3.1. Dans l'affirmative, quelle est l'intensité de l'aide ? (max. 1	00%)
7.4. La transplantation a-t-elle pour effet de mettre à la équipements et installations plus modernes ?  □ oui □ non	disposition de l'agriculteur des
	agriculteur, en pourcentage de la
<ul> <li>7.4.1. Dans l'affirmative, quelle est la contribution exigée de l'a plus-value des installations après la transplantation?</li> <li>Dans les zones défavorisées ou les zones visées à du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)</li> <li>Dans les autres zones (min. 60%)</li> <li>Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées opoints a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/200</li> <li>Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min. 55%)</li> </ul>	ou les zones visées à l'article 36 5 (min. 45%)

7.	5.1.	liées à	l'affirmative, quelle es à l'augmentation ? Dans les zones défar du règlement (CE) n° Dans les autres zone Jeunes agriculteurs d points a) i), ii) ou iii) d Jeunes agriculteurs d	vorisées 1698/2 s (min 6 dans les lu règlei	s ou les zone 005 (min. 50 60%) s zones défa ment (CE) n°	s visées à %) vorisées ou 1698/2005	l'article 36 les zone: (min 45%	s points a) i), i s visées à l'a	i) ou iii)
	8	AUTRES	SINFORMATIONS						
8.′	1.	cohére conce	tification est-elle acce ence entre l'aide c rné(s) ? oui	d'Etat e				•	
			éponse est oui, veuill ésente fiche d'informa				i-dessous	ou dans une	annexe
Le	de mes	dévelor sure so	pime d'aide constitue opement rural 2007- nt potentiellement co es dans le cadre de la	2013 d oncernés	e la Réunio s, ils s'applic	n. Tous les	dispositi	fs composan	ts cette
			éponse est non, veu point 26 des lignes d			rniture de c	ette docui	mentation est	requise
8.2	2.	centré	tification est-elle acco e sur des objectifs cl que des handicaps str	lairemer	nt définis refle				
		Si la r	oui éponse est oui, veuill ésente fiche d'informa	ez fourr			:i-dessous	ou dans une	annexe
	_		aide au fonctionneme tants pour le dévelop				arges des	entreprises d	ans des

La TVA non perçue récupérable a pour objet essentiel de couvrir les surcoûts générés par l'importation des produits, en termes de coûts de transport et de stockage.

Ainsi, le surcoût du transport des marchandises par voie maritime de la métropole vers La Réunion est évalué à 25% pour un panel de produits finis acheminés par conteneurs.

Pour les produits en vrac, le surcoût lié au transport, bien que moins important, reste de l'ordre d'au moins 15%.

Il convient d'ajouter à ces surcoûts de transport, les nécessaires surcoûts liés à un volume de stockage plus important que celui de la métropole afin de se prémunir contre les risques de rupture d'approvisionnement. Selon la nature des produits, ils peuvent représenter entre 20% et 50% du montant du produit.

Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices

# 5 Fiche de notification : Déductibilité de la TVA sur les investissements dans les industries agroalimentaires.

Formulaire type pour la notification des aides d'État conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE et pour la communication d'informations sur les aides illégales

#### Partie I. Informations générales

#### Statut de la notification

Les informations transmises au moyen du présent formulaire concernent-elles:  une notification en application de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE?  une aide illégale possible <sup>85</sup> ?
Dans l'affirmative, veuillez spécifier la date de mise à exécution de l'aide. Veuillez compléter le présent formulaire, ainsi que les fiches d'information complémentaires correspondantes.
une mesure ne constituant pas une aide, qui est notifiée à la Commission
pour des raisons de sécurité juridique?
Veuillez indiquer ci-dessous les raisons pour lesquelles l'État membre notifiant considère que la mesure ne constitue pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Veuillez remplir les parties correspondantes du présent formulaire et fournir toutes les pièces justificatives nécessaires.
Une mesure ne constitue pas une aide d'État si l'une des conditions prévues à l'article 87, paragraphe 1, du traité CE n'est pas remplie. Veuillez fournir une appréciation complète de la mesure au regard des critères suivants, en mettant plus particulièrement l'accent sur la condition dont vous estimez qu'elle n'est pas remplie.
✓ l'absence de transfert de ressources publiques ( <i>Par exemple, si vous considérez</i>
que la mesure n'est pas imputable à l'État ou que des mesures réglementaires n'impliquant pas de transfert de ressources publiques seront mises en place)
<ul> <li>✓ l'absence d'avantage (Par exemple, lorsque le principe de l'investisseur en économie de marché est respecté)</li> </ul>
✓ l'absence de sélectivité/spécificité (Par exemple, lorsque la mesure est à la
disposition de toutes les entreprises, dans tous les secteurs de l'économie, sans limitation territoriale ni distinction)
✓ l'absence de distorsion de concurrence / d'affectation des échanges intracommunautaires (Par exemple, lorsque l'activité n'est pas de caractère économique ou lorsque l'activité économique est purement locale)
1 - Identification du donneur d'aide
1 - Identification du dofffieur d'alde
1.1 État membre concerné FRANCE
1.2 Région(s) concernée(s) (le cas échéant)

Selon l'article 1er, point f), du règlement (CE) n) 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.3.1999, p. 1) (ci-après: "le règlement de procédure"), il convient d'entendre par "aide illégale" une aide nouvelle mise à exécution en violation de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE. PDR Réunion

Page 96

Version du 24.04.09

Personne de contact responsable:

Nom : Madame le chef du secteur AGRAP

Secrétariat général des affaires européennes

Service du Premier Ministre

Adresse : 2 boulevard Diderot

75572 PARIS Cedex 12

Téléphone : 00.33.1.44.87.10.19

Fax : 00.33.1.44.87.10.18 ou 00.33.1.44.87.12.61

E-mail : <a href="mailto:francoise.simon@sgae.gouv.fr">francoise.simon@sgae.gouv.fr</a>

1.4 Personne de contact responsable à la Représentation permanente

Nom : Téléphone : Fax : E-mail :

1.4 Si vous souhaitez qu'une <u>copie</u> de la correspondance officielle envoyée par la Commission à l'État membre soit transmise à d'autres autorités nationales, veuillez indiquer ici leurs nom et adresse:

Nom : .Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Madame la sous-directrice du développement rural et du cheval

Avenue du Maine 75349 PARIS 07 SP

et

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Direction générale des politiques agricole, alimentaire et des territoires

Monsieur le chef du bureau de l'Union européenne

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

et

Monsieur le Directeur régional de l'agriculture et de la forêt

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

Parc de la Providence 97489 SAINT-DENIS Cedex

et

Monsieur le Directeur de l'Agile

/s couvert de Monsieur le Préfet de la Réunion

3, rue Félix GUYON 97400 SAINT-DENIS

1.5 Veuillez indiquer la référence de l'État membre dont vous souhaitez qu'elle figure dans toute correspondance provenant de la Commission

#### 2 - Identification de l'aide

2.1 Intitulé de l'aide (ou nom de l'entreprise bénéficiaire s'il s'agit d'une aide individuelle)

Déductibilité de la TVA sur les investissements dans les industries agroalimentaires.

2.2 Brève description de l'objectif de l'aide

Il s'agit d'une aide qui permet de réduire les charges des entreprises dans des secteurs importants pour le développement de la Réunion.

La TVA non perçue récupérable a pour objet essentiel de couvrir les surcoûts générés par l'importation des produits, en termes de coûts de transport et de stockage.

Ainsi, le surcoût du transport des marchandises par voie maritime de la métropole vers La Réunion est évalué à 25% pour un panel de produits finis acheminés par conteneurs. Pour les produits en vrac, le surcoût lié au transport, bien que moins important, reste de l'ordre d'au moins 15%.

Il convient d'ajouter à ces surcoûts de transport, les nécessaires surcoûts liés à un volume de stockage plus important que celui de la métropole afin de se prémunir contre les risques de rupture d'approvisionnement. Selon la nature des produits, ils peuvent représenter entre 20% et 50% du montant du produit.

Veuillez indiquer l'objectif principal et, le cas échéant, le ou les objectifs secondaires:

		<b>Objectif principal</b> (veuillez n'en cocher qu' <u>un</u> )	Objectif secondaire <sup>86</sup>
✓	Développement régional		$\boxtimes$
✓	Recherche et développement	닏	닏
✓	Protection de l'environnement	닏	$\sqsubseteq$
✓	Sauvetage d'entreprises en difficulté	Ш	
✓	Restructuration d'entreprises en difficulté		
✓	PME		
✓	Emploi	Π	Π
✓	Formation		$\Box$
✓	Capital-investissement		
✓	Promotion des exportations et internationalisation		
✓	Services d'intérêt économique		
	général		
✓	Développement sectoriel87		
✓	Soutien social à des		
	consommateurs individuels		

Veuillez spécifier le secteur au point 4.2.
PDR Réunion Page 98

Un objectif secondaire est un objectif se greffant sur l'objectif principal, auquel l'aide sera exclusivement réservée. Par exemple, un régime pour lequel l'objectif principal est la recherche et le développement peut avoir pour objectif secondaire les petites et moyennes entreprises (PME) si l'aide est destinée exclusivement à ce type d'entreprises. L'objectif secondaire peut aussi être sectoriel, par exemple dans le cas d'un régime en faveur de la recherche et du développement dans le secteur sidérurgique.

✓	caus	pensation de dommages és par des calamités elles ou par d'autres				
✓	Réali	ements extraordinaires sation d'un projet important rêt européen commun				
	de l'é	ède à une perturbation grave conomie				
<b>✓</b>	Cons	ervation du patrimoine re				
	1La r	ime - Aide individuelle <sup>88</sup> otification concerne-t-elle u ⊠ oui Si oui, ce régime modifie-t-il		non	?	
	>	oui Si oui, les conditions d'applic prévue à l'article 4, paragrap () sont-elles remplies?				
	>	Si oui, veuillez remplir le forn	ulaire de notific	non cation simpl	ifiée (voir l'a	nnexe II).
	>	Si non, veuillez continuer de régime qui est modifié avait é				r si le
	>	Oui Si oui, veuillez indiquer:		non		
		le numéro d'aide: la date d'autorisation du régi la Commission (SG()D/): la durée du régime initial: Veuillez spécifier quelles co initial pourquoi:	onditions sont r	 nodifiées p	ar rapport a	
2.3.2	2 La	notification concerne-t-elle un	e aide individue	elle?		
	>	oui Si oui, veuillez cocher la case	⊠ e appropriée ci-	non dessous:		
	Ré Int	aide accordée sur la dividuellement eférence du régime autorisé: itulé : Iméro d'aide :	a base d'un	-		

Selon l'article 1er, point e) du Règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 83 du 27.2.1999, p. 1), il convient d'entendre par "aide individuelle" une aide qui n'est pas accordée sur la base d'un régime d'aides, ou qui est accordée sur la base d'un régime d'aides, mais qui doit être notifiée.

	Lettre	d'autorisation de la Commission : aide individuelle ne relevant pas d'un régime				
2.3.3	La notification concerne-t-elle une aide individuelle ou un régime d'aides notifiés en application d'un règlement d'exemption? Si oui, veuillez cocher la case appropriée ci-dessous: NON					
		Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises <sup>89</sup> . Veuillez utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 1.				
		Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation 90. Veuillez				
		utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 2. Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi <sup>91</sup> . Veuillez				
		utiliser la fiche d'information complémentaire figurant à la partie III, 3. Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles (JO L 1 du 3.1.2004).				
3 - B	ase jur	ridique nationale				
dispos Intitulé Progra	sitions d' e: amme de	numérer les textes constituant la base juridique nationale, y compris les application, et leurs sources de références respectives:  de développement rural de la Réunion 2007-2013 (PDRR)  des impôts (articles 295-1-5°, 50 undecies et duodecies de l'annexe IV)				
Référe	ences (le	e cas échéant):				
<b>3.3</b> S l'organ	☐ ☐ 'il s'agi	Indiquer les documents joints à la présente notification: PDRR  Une copie des extraits pertinents du ou des textes finals constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  Une copie des extraits pertinents du ou des textes en projet constituant la base juridique (et, si possible, un lien web)  It d'un texte final, celui-ci contient-il une disposition selon laquelle largé de l'octroi de l'aide ne peut accorder celle-ci qu'une fois qu'elle a été la Commission (clause de suspension)?				
termin	ée, la (	gime entrera en vigueur lorsque la procédure de révision du PDR sera date de prise d'effet étant celle de l'introduction de gestion de cette ar l'autorité auprès de la Commission.				

PDR Réunion

Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises, JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation, JO L 10 du 13.1.2001, p. 20.

Règlement (CE) n° 2204/2002 de la Commission du 12 décembre 2002 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi, JO L 337 du 13.12.2002, p. 3 et JO L 349 du 24.12.2002, p. 126.

4	4 - Bénéficiaires							
4.1	4.1 Situation géographique du  ou des bénéficiaires							
	dans une ou des régions non assistées							
	dans une ou des régions pouvant bénéficier d'aides en application de l'article 87,							
	paragraphe 3, point c) du traité CE (veuillez spécif	ier au niveau NUTS 3 ou à un						
	niveau inférieur)							
$\boxtimes$	dans une ou des régions pouvant bénéficier d'aide	s en application de l'article 87,						
	paragraphe 3, point a) du traité CE (veuillez spécif	ier au niveau NUTS 2 ou à un						
	niveau inférieur) NUTS 2 et NUTS 3							
	mixte: veuillez spécifier							
4.2	4.2 Secteurs d'activité du  ou des bénéficiaires							
Ш	Activité ne relevant pas d'un secteu	ır en particulier						
$\boxtimes$	Agriculture							
Ш	Pêche							
Ц	C Industries extractives							
Ш								
	D Industrie manufacturière							
	21 Pate a papier et papier							
	industrie chimique et pharm	aceutique						
	21 Pâte à papier et papier  22 Industrie chimique et pharm  23 Fibres artificielles  24.7 Fibres artificielles  27.1 Sidérurgie <sup>92</sup> 29 Machines et équipements  DL Équipements électriques et							
	29 Machines et equipements	ontiguos						
	Equipements electriques et	optiques						
	35.1 Construction navale	manufacturières vouillez						
nró	Autres activités préciser:	manufacturières, veuillez						
Pie	☐E Électricité, gaz et eau							
H	Travaux de construction							
H	Services de détail							
H		1)						
H	☐H Hôtellerie et restauration (Tourisme ☐I Transports	')						
ш	60 Transports terrestres et par	conduites						
	60.1 Transports ferroviaires							
	60.2 Autres transports terrestres							
	61.1 Transports maritimes et côti	ers						
	61.2 Transports fluviaux							
	Transports aériens							
	64 Services des postes et télécommur	nications						
同	Intermédiation financière							
同	Services informatiques et services	rattachés à l'informatique						
同	92 Services récréatifs, culturels et spo	•						
	Autres, veuillez spécifier selon la c							
4.3	4.3 Dans le cas d'une aide individuelle:							
Noi	Nom du bénéficiaire							
Typ	Type de bénéficiaire							

Annexe B de la Communication de la Commission - Encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement, JO C 70 du 19.3.2002, p. 8.

La NACE Rev.1.1 est la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

PDR Réunion

Page 101

Version du 24.04.09

	PME Effectif : Chiffres d'affaires annuel Bilan annuel Indépendance	::: : : : : : : : : : : : : : :
	(Veuillez joindre une déclara la Commission sur les PME aux critères susmentionnés).	tion formelle conformément à la recommandation de <sup>24</sup> ou fournir toute autre pièce justificative relative :
	grande entreprise entreprise en difficulte	<b>غ</b> <sup>95</sup>
	ns le cas d'un régime d'aides le bénéficiaires: toutes les entreprises (grand grandes entreprises uniquen petites et moyennes entrepri	es entreprises et petites et moyennes entreprises) nent
	moyennes entreprises petites entreprises microentreprises	s
		ndustries agroalimentaires (grandes entreprises et bénéficiant de la mesure 123 du programme de la Réunion
Nombr	re estimatif de bénéficiaires: jusqu'à 10 de 11 à 50 de 51 à 100 de 101 à 500 de 501 à 1000 plus de 1000	
5 - M	ontant de l'aide/Dépense	s annuelles
	le cas d'une aide individuel e concernée:	le, veuillez indiquer le montant global de chaque
	e cas d'un régime d'aides, ve tant global (dans la monnaie	uillez indiquer le montant du budget annuel prévu et nationale) :
annuel couver La per	les et globales résultant d te par la notification:	ez fournir une estimation des pertes de recettes les avantages fiscaux concédés pour la période timée à 1,100 millions d'euros soit 7,7 millions sur la

Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, JO L 124 du 20.5.2003, p. 36, et projet de règlement (CE) n° .../.. de la Commission modifiant le règlement (CE) n° 70/2001 par une extension de son champ d'application aux aides à la recherche et au développement.

Au sens des Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

PDR Réunion

Page 102

Version du 24.04.09

. . .

Si le budget n'est pas adopté annuellement, veuillez spécifier la période qu'il couvre: 2009-2013

. . .

Si la notification concerne des modifications apportées à un régime d'aides existant, veuillez décrire les effets budgétaires des modifications notifiées:

#### 6 - Forme de l'aide et moyens de financement

Veuillez spécifier sous quelle forme l'aide est mise à la disposition du ou des bénéficiaires (le cas échéant, pour chaque mesure):

	Subvention directe
	Prêt à taux réduit (avec des précisions sur la sûreté)
	Bonification d'intérêts
$\boxtimes$	Allégement fiscal (par exemple, déduction fiscale, réduction de la base
	sition, réduction du taux d'imposition, différé d'imposition). Veuillez spécifier:
	it d'un allègement fiscal consistant en l'exonération de TVA et déduction de
<u>a taxe</u>	comme si elle était acquittée.
	Réduction des cotisations de sécurité sociale
	Fourniture de capital-investissement
	Annulation de dettes
	Garantie (veuillez fournir des précisions concernant notamment le prêt ou toute
	autre transaction financière couverte par la garantie, la sûreté requise et la prime
	à payer)
	Autres. Veuillez spécifier:
	Pour chaque instrument d'aide, veuillez donner une description précise des
	règles qui le régissent et de ses conditions d'application, notamment son
	intensité et son régime fiscal, et préciser si l'aide est accordée automatiquement
	dès lors que certains critères objectifs sont remplis (si tel est le cas, veuillez
	spécifier ces critères) ou si les autorités chargées de l'octroi disposent d'une
	marge discrétionnaire.

## Sur la base des AFR 2007-2013 du point 42 des Lignes Directrices Agricoles et du code général des impôts, le présent régime s'appuie sur les règles suivantes :

Selon les dispositions de l'article 295-1-5° du CGI, sont exonérées de TVA les importations et la vente dans les départements de Guadeloupe, de Martinique et de Réunion de certains produits et matières premières : matériels d'équipement destinés à l'industrie hôtelière et touristique (article 50 undecies annexe IV du CGI) et matériaux de construction, engrais et outillages industriels et agricoles (article 50 duodecies annexe IV du CGI).

En application d'une décision ministérielle du 2 novembre 1953, ces biens ouvrent droit à déduction comme si la TVA avait été effectivement acquittée.

Les entreprises établies dans les départements d'outre-mer qui utilisent pour les besoins d'opérations taxées des biens exonérés en vertu de l'article 295-1-5° du CGI peuvent déduire au titre de ces opérations la taxe décomptée fictivement sur les acquisitions de biens exonérés (investissement et matières premières).

Les fabricants et revendeurs de ces biens exonérés ainsi que les exportateurs de produits taxables peuvent opérer la déduction de la taxe ayant effectivement grevé leurs acquisitions de biens et de services et celle calculée fictivement sur leurs acquisitions de biens d'investissement exonérés.

Les activités visées par l'article 50 duodecies IV du CGI ne relèvent pas d'un secteur particulier. L'article 50 undecies IC du CGI s'applique à l'hôtellerie et à la restauration. L'aide concerne ici uniquement l'agriculture.

En ce qui concerne la procédure de défiscalisation, le montant de la TVA non perçue récupérable est déduit de l'assiette de défiscalisation.

La TVA non perçue récupérable entre dans le calcul du cumul d'aides au même titre qu'une subvention.

La TVA non perçue récupérable représente un pourcentage du montant des importations et de la vente dans les DOM de certains produits et matières premières. Ce pourcentage est égal à 8,5% pour le taux normal et à 2,10% pour le taux réduit.

Ce régime d'aide est cumulable avec le dispositif 123-1 du PDRR et avec le régime de défiscalisation, qui fait l'objet d'une fiche d'information dans le cadre du PDRR, dans la limite d'un taux maximum d'aide publique de 75% au lieu des 50% prévus dans la décision de la Commission n° 20075115 du 23 octobre 2007.

Veuillez spécifier le financement de l'aide: si l'aide n'est pas financée par le budget
général de l'État/la région/la municipalité, veuillez expliquer son mode de financement:
Taxes parafiscales ou taxes affectées à un bénéficiaire qui n'est pas l'État.
Veuillez fournir des précisions sur les taxes en question et les produits et/ou services sur lesquels elles sont prélevées. Veuillez notamment spécifier si des produits importés d'autres États membres y sont soumis. Veuillez joindre une copie de la base juridique de l'imposition des taxes
Réserves accumulées
Entreprises publiques
Autres (veuillez spécifier)
7 - Duráo

#### 7.1 Dans le cas d'une aide individuelle:

Veuillez indiquer la date à laquelle l'aide sera mise à exécution (Si l'aide sera payée par tranches, veuillez indiquer la date de chaque tranche)

. . .

Veuillez, le cas échéant, spécifier la durée de la mesure pour laquelle l'aide est accordée

. . .

7.2. Dans le cas d'un régime d'aides:

Veuillez indiquer la date à partir de laquelle les aides peuvent être accordées Date d'introduction de la présente révision auprès de la Commission.

Veuillez indiquer la date jusqu'à laquelle les aides peuvent être accordées fin de la programmation 2007-2013 de développement rural

. - - -

Si la durée dépasse six ans, veuillez démontrer qu'une période plus longue est indispensable pour atteindre les objectifs du régime: mise en cohérence avec la durée du programme de développement rural ...

#### 8 - cumul de différents types d'aide

L'aide peut-elle être cumulée avec des aides perçues au titre d'autres régimes locaux, régionaux, nationaux ou communautaires pour couvrir les mêmes coûts éligibles?

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4 Page 104

Version du 24.04.09

			$\boxtimes$	oui		non		
relative	es au cun	nul:		·	•	J	le respect des rè	-
Un système informatique commun, OSIRIS, permettra de s'assurer du respect des règles de cumul d'aide. Les différents services de l'Etat au niveau régional seront chargés de vérifier le respect du taux d'aide publique maximum autorisé, à savoir 75% au moment du paiement.								
Ce régime n'est pas cumulable avec le régime de soutien au fret dans les DOM (AE N 199/2007 points 55 et 56) autorisé par la Commission le 20 mai 2008 qui a également pour objet de compenser les surcoûts de transport.								
	onfidenti							
	itification uées à de		le des	informations	confid	entielles (	qui ne peuvent	être
J				oui	$\boxtimes$	non		
Si oui,	veuillez i	ndiquer que	els pass	ages sont con	fidentie	ls en motiv	ant votre réponse:	
Si non	, la Comr	nission publ	liera sa	décision sans	consult	ter l'État m	embre.	
10	Compat	ibilité de l'	aida					
	-			ts. encadreme	ents. lia	nes direct	 rices et autres tex	xtes
applica	ables aux	aides d'Ét	at cons	tituent une ba	se jurid	lique expli	cite pour l'autorisa	tion
				, le spécifier p ntaires corresp			re) et compléter la s à la partie III	ou
	Aides au	ıx PME						
							on de l'article 6 et (CE) 364/2004	du
				s raisons de se			it (CE) 304/2004	
		ides aux Pl	ME du s	secteur agricol	е			
		la formation		aide individu	alla an	annlicatio	on de l'article 5	du
	r	èglement (C	CE) n° 6	88/2001, modif	ié par le	e règlemen	off (CE) 363/2004	uu
	□ N	lotification	pour de	es raisons de s	écurité	juridique		
	Aides à	•	d'une	aide individu	elle en	application	on de l'article 9	du
	r	èglement (C	CE) n° 2	2204/2002		• •		
		CE) n° 2204		jime d'aides e	п аррію	cation de l'	article 9 du règlen	ient
$\square$				s raisons de se	écurité j	uridique		
	<ul> <li>Aides à finalité régionale</li> <li>Aides relevant de l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur de grands projets d'investissement</li> </ul>					en		
П		•	•	nvestissemen développemer				
				prises en diffic				
		la restructur la productio		'entreprises er visuelle	difficul	té		
	Réunion	•	Page				Version du 24.04	.09
Annex	e 2 Tome	<del>.</del> 4						

Aides à la protection de l'environnement Aides au capital-investissement Aides dans le secteur agricole Aides dans le secteur des transports Aides au secteur de la pêche						
Lorsque les règlements, encadrements, lignes directrices ou autres textes applicables aux aides d'État ne constituent pas une base juridique explicite pour l'autorisation de l'une quelconque des aides couvertes par le présent formulaire, veuillez exposer les motifs qui pourraient justifier que l'aide soit considérée comme compatible avec le traité CE, en vous référant à la disposition dérogatoire du traité CE applicable (article 86, paragraphe 2, article 87, paragraphe 2, points a) ou b), article 87, paragraphe 3, points a), b), c) ou d)), ainsi qu'à d'autres dispositions spécifiques concernant l'agriculture et les transports.						
11 - Injonctions de récupération en suspens						
Dans le cas d'une aide individuelle, l'un des bénéficiaires potentiels de la mesure a-t-il perçu une aide d'État au sujet de laquelle la Commission a prononcé un ordre de récupération encore en suspens?  ———————————————————————————————————						
Si oui, veuillez fournir des précisions:						
12 - Autres informations						
Veuillez fournir ici toute autre information que vous jugez utile pour l'appréciation des mesures concernées en application des règles sur les aides d'État.  13 - Pièces jointes						
Veuillez énumérer ici tous les documents qui sont joints à la notification et fournir des copies sur papier de ces documents ou des liens Internet <b>directs</b> permettant d'y accéder.						
14 - Déclaration						
Je certifie que, pour autant que je sache, les informations fournies dans le présent formulaire, ses annexes et les pièces jointes sont exactes et complètes.						
Date et lieu de signature						
Signature :						
Nom et titre du signataire						

### Partie II. Informations succinctes pour publication au Journal officiel

Numéro de l'aide:	(à compléter par la Commission)				
État membre:	France				
Région:	Réunion				
Intitulé et objectif du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire d'une aide individuelle (aide basée sur un régime mais devant être notifiée individuellement ou aide ne relevant pas d'un régime):	investissements dans les industries				
Base juridique:	Programme de développement rural 2007- 2013 de la Réunion Code général des impôts (articles 295-1-5°, 50 undecies et duodecies de l'annexe IV)				
Dépenses annuelles prévues ou montant global de l'aide individuelle accordée: (Dans la monnaie nationale)	Régime d'aides	r	1,1 million 7,7 millions d'euros		
	Aide individuelle	Montant global de .	millions d'euros		
Durée:	2009-2013				
Intensité d'aide maximum de l'aide individuelle ou du régime d'aides:					
Secteurs économiques:	Tous les Secteurs:				
	ou Mesure limitée à certains agriculte secteurs mentionnés dans la partie e "Informations générales" (Partie I, point 4.2.)				
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Nom: Etat				

#### Partie III. Fiches d'information complémentaires

À compléter s'il y a lieu en fonction du type d'aide concerné:

- 1. Aides aux PME
- 2. Aides à la formation
- 3. Aides à l'emploi
- 4. Aides à finalité régionale
- 5. Aides relevant de l'encadrement multisectoriel
- 6. Aides à la recherche et au développement
  - (i) dans le cas d'un régime
  - (j) dans le cas d'une aide individuelle
- 7. Aides au sauvetage d'entreprises en difficulté
  - (i) dans le cas d'un régime
  - (i) dans le cas d'une aide individuelle
- 8. Aides à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - (i) dans le cas d'un régime
  - (j) dans le cas d'une aide individuelle
- 9. Aides à la production audiovisuelle
- 10. Aides à la protection de l'environnement
- 11. Aides au capital-investissement
- 12. Aides au secteur de l'agriculture
  - qqq) Aides à l'agriculture
    - ix. Aides à l'investissement dans les exploitations agricoles
    - x. Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles
  - rrr) Aides agroenvironnementales
  - sss) Aides destinées à compenser les handicaps dans les zones défavorisées
  - ttt) Aides à l'établissement des jeunes agriculteurs
  - uuu) Aides à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole
  - vvv) Aides à la suppression de la capacité de production, de transformation et de commercialisation
  - www) Aides aux groupements de producteurs
  - xxx) Aides destinées à compenser des dommages en matière de production agricole ou de moyens de production agricoles
  - yyy) Aides au remembrement
  - zzz) Aides destinées à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité
  - aaaa) Aides destinées à fournir une assistance technique dans le secteur agricole
  - bbbb) Aides destinées au soutien du secteur de l'élevage
  - cccc) Aides pour les régions ultrapériphériques et les îles de la mer Égée
  - dddd) Aides sous forme de prêts bonifiés à court terme
  - eeee) Aides à la promotion et à la publicité en faveur des produits agricoles et de certains produits non agricoles
  - ffff) Aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté
  - gggg) Aides concernant les tests EST, les animaux trouvés morts et les déchets d'abattoirs
- 13. Aides au secteur des transports
  - q) Aides individuelles à la restructuration d'entreprises en difficulté dans le secteur de l'aviation
  - r) Aides aux infrastructures de transport
  - s) Aides aux transports maritimes
  - t) Aides aux transports combinés
- 14. Aides au secteur de la pêche

### PARTIE III 12 Fiche d'information sur l'agriculture

Veuillez noter que ce formulaire de notification d'une aide d'État ne s'applique qu'aux activités liées à la production, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles visés au point 6 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007–2013<sup>96</sup>. Veuillez noter également que les règles qui régissent les aides d'État dans le secteur agricole ne s'appliquent pas aux mesures relatives à la transformation des produits relevant de l'annexe I en produits qui ne dépendent pas de cette annexe. Pour ce type de mesures, vous devez compléter le formulaire de notification correspondant.

	1	PRODUITS COUVERTS
so		mesure s'applique-t-elle à l'un des produits suivants qui ne sont pas encore à une organisation commune de marché:  pommes de terre autres que les pommes de terre féculières viande chevaline café liège vinaigres d'alcool La mesure ne s'applique à aucun de ces produits.
	2	EFFET INCITATIF
Α.		Programmes d'aide
	2.	.1. Toute aide octroyée dans le cadre d'un régime d'aide le sera-t-elle uniquement pour des activités entreprises ou des services reçus lorsque ce régime aura été mis en place et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission?  Dui Non  Dans la négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
	2.2.	Si le régime d'aide crée un droit automatique au bénéfice de l'aide et supprime la nécessité de toute autre démarche au niveau administratif, l'aide elle-même pourra-t-elle uniquement être accordée pour des activités entreprises

ou des services reçus lorsque le régime aura été mis en place et déclaré

compétitif dans le traité CE par la Commission? sans objet

compétente concernée, l'aide elle-même peut uniquement être octroyée pour des activités entreprises ou des services reçus une fois les conditions suivantes remplies:

- a) le régime d'aide doit avoir été mis en place et déclaré compatible avec le traité CE par la Commission;
- b) une demande doit avoir été soumise en bonne et due forme à l'autorité compétente concernée;
- c) la demande doit avoir été acceptée par l'autorité compétente concernée d'une façon qui oblige celle-ci à octroyer l'aide en en indiquant clairement le montant ou son mode de calcul. Cette acceptation par l'autorité compétente est seulement possible si le budget disponible pour l'aide ou le régime d'aide n'est pas épuisé.

-

<sup>&</sup>lt;sup>96</sup> JO... PDR Réunion

L	☑ Oui ☐ Non Dans la négative, veuillez vous reporter au point 16 des lignes directrices.
B.	Aides individuelles
acco	e aide individuelle sortant du cadre d'un régime d'aide doit uniquement être rdée pour des activités entreprises ou des services reçus une fois les res énumérés aux points 2.3 b) et c) ci-dessus remplis.  Dui Non  Dans la négative, passez au point 16 des lignes directrices.
C. Aides	compensatoires
	ne d'aide est-il de nature compensatoire?  Oui  Dans l'affirmative, les points A et B ci-dessus ne s'appliquent pas.
3 TYPE	D'AIDE
MESURES D  A B C C bis. D E F G H I J K L M	S) d'aide la mesure prévue comprend-elle?  JÉ DÉVELOPPEMENT RURAL  Aides aux investissements dans les exploitations agricoles  Aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles  Aide aux engagements agroenvironnementaux ou en faveur du bien-être des animaux  Paiements Natura 2000 et paiements liés à la directive 2000/60/CE <sup>97</sup> Aide destinée à compenser les handicaps dans certaines régions  Aide au respect des normes  Aide à l'établissement des jeunes agriculteurs  Aide à la retraite anticipée ou à la cessation de l'activité agricole  Aide aux groupements de producteurs  Aide au remembrement  Aide destinée à encourager la production et la commercialisation de produits agricoles de qualité  Aide à la fourniture d'une assistance technique dans le secteur agricole  Aide aux régions ultrapériphériques et aux îles de la mer Égée  ES RISQUES ET DES CRISES  Aide destinée à compenser des dommages en matière de production agricole  Aide destinée à la lutte contre les maladies animales et végétales
P	Aide au paiement de primes d'assurance
Q	Aide à la suppression de capacités de production, de transformation et de commercialisation
AUTRES AID	
R S T	Aide à la publicité en faveur des produits agricoles Aide liée aux exonérations fiscales au titre de la directive 2003/96/CE <sup>98</sup> Aide au secteur sylvicole

p. 1).

98 Directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité (JO L 283 du 31.10.2003, p. 51).

Version du 24.04.09 PDR Réunion Page 110

Annexe 2 Tome 4

<sup>&</sup>lt;sup>97</sup> Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (JO L 327 du 22.12.2000,

# Partie III. 12. A Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans les exploitations agricoles traités au point IV.A des Lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>99</sup>.

1. OBJECTIFS DE L'AIDE	
abaisser les canéliorer et ranéliorer et ranéliorer et ranéliorer et a qual préserver et l'hygiène et a diversifier les autre (à préci	améliorer l'environnement, respecter les normes relatives à au bien-être des animaux ; activités agricoles ser)
<del>investissements da</del>	poursuit d'autres objectifs, veuillez noter qu'aucune aide aux ans les exploitations ne peut être octroyée pour des ne poursuivent aucun des objectifs précités.
opérations de rempla	— □ non veuillez noter qu'aucune aide aux investissements dans les t être octroyée pour des investissements concernant de simples
faisant l'objet de rest communautaire au n installations de trans marchés (régimes de entraîneraient une au restrictions ou limitat	— Non
	euillez noter qu'en vertu du point 37 des lignes directrices aucune être accordée pour ce type d'investissement
2. BENEFICIAIRES	
	<del>urs ;</del> <del>ents de producteurs ;</del>

<sup>99</sup> JO ...

#### 3. INTENSITE DE L'AIDE

#### 3.1. Veuillez indiquer le taux maximal d'aide publique par rapport à l'investissement éligible : a).....dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (max.50%); b).....dans les autres régions (max. 40%); c).....pour les jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, réalisant l'investissement dans les cinq ans suivant leur installation (max. 60%); d)......pour les jeunes agriculteurs dans les autres régions, réalisant l'investissement dans les cinq ans suivant leur installation (max. 50%); e)......75%...... dans les régions ultrapériphériques et dans les îles mineures de la mer Egee au sens du règlement (CEE) n° 2019/93<sup>101</sup> (max. 75 %) dans les conditions précisées au point 6 de la partie I « Informations générales » de la présente notification: pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés dans les délais de transposition des normes minimales nouvellement introduites (max. 75 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et <del>% dans les autres zones).</del> a)..... pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés dans les trois années suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 50 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans autres <del>les</del> <del>zones),</del> pour les investissements entraînant des supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés au cours de la quatrième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 25 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 20 % dans autres pour les investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, réalisés au cours de la cinquième année suivant la date à laquelle l'investissement doit avoir été consenti conformément à la législation communautaire (max. 12,5 % dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 10 % dans les autres zones, aucune aide ne pouvant être accordée pour des dépenses effectuées -<del>-au-delà--</del> <del>cinquième</del>

PDR Réunion

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader); JO L 277 du 21.10.2005, p. 1.

<sup>101</sup> Règlement (CE) n° 2019/93 du Conseil du 19 juillet 1993, portant mesures spécifiques pour certains produits agricoles en faveur des îles mineures de la mer Égée; JO L 184 du 27.7.1993, p. 1.

<del>i)</del>	pour les dépenses d'investissement supplémentaires exposées
•	par les Etats membres qui ont adhéré à la Communauté respectivement le 1er mai
	2004 et le 1 er janvier 2007, aux fins de la mise en œuvre de la directive
	91/676/CEE <sup>102</sup> (max. 75 %),
	k) pour les dépenses d'investissement supplémentaires
	exposées aux fins de la mise en œuvre de la directive 91/676/CEE et faisant l'objet
	d'un soutien au titre du règlement (CE) n° 1698/2005 (max. 50 % dans les zones
	défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement
	(CE) n° 1698/2005, et max. 40 % dans les autres zones),
	I)pour les investissements réalisés par de jeunes agriculteurs
	en vue de la mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur (max. 60
	% dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii)
	du règlement (CE) n° 1698/2005, et max. 50 % dans les autres zones),
<del>3.2.</del>	Dans le cas des investissements entraînant des coûts supplémentaires en liaison
	avec la protection et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions
	d'hygiène des exploitations d'élevage ou du bien être des animaux d' élevage, la
	majoration est-elle limitée aux investissements allant au-delà des normes minimales
	actuellement prescrites par la Communauté ou à des investissements réalisés pour
	se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, ainsi qu'aux seuls
	coûts éligibles supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs, sans qu'il y
	ait augmentation de la capacité de <u>pr</u> oduction ?
	Oui non
3.3	Dans le cas des investissements réalisés aux fins de la mise en œuvre de la
0.0	directive 91/676/CEE, l'intensité d'aide envisagée est-elle limitée aux coûts
	supplémentaires éligibles nécessaires et inapplicable aux investissements
	entraînant un accroissement de la capacité de production ? sans objet
	Oui non
3.4.	Dans le cas des investissements réalisés par de jeunes agriculteurs en vue de la
	mise aux normes communautaires ou nationales en vigueur, l'aide est elle limitée
	aux coûts supplémentaires dus à la mise en œuvre de la norme et supportés dans
	les 36 mois suivant l'installation ? sans objet
	<u> </u>
4 CB	TERES D'ELIGIBILITE
<b>4.</b> OK	TEREO D'ELIGIBIEITE
4.1.	L'aide est elle réservée aux exploitations agricoles qui ne sont pas en
	difficulté ?
	Oui non
4.0	
4.2.	L'aide est-elle prévue pour la fabrication et la commercialisation de
	produits imitant ou remplaçant le lait et les produits laitiers ?
	Oui non

Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles; JO L 375 du 31.12.1991, p. 1.

PDR Réunion
Page 113
Version du 24.04.09

5. DE	<del>PENSES ELIGIBLES</del>
5.1.	Les dépenses éligibles comprennent-elles :  la construction, l'acquisition ou l'amélioration de biens immeubles ;  l'achat ou la location-vente de matériels et équipement, y compris les logiciels, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien, à l'exclusion des coûts liés à un contrat de location tels que taxes, marge du bailleur, coûts de refinancement, frais généraux, frais d'assurance, etc.;  les frais généraux liés aux deux postes de dépenses précités (par exemple honoraires d'architectes, d'ingénieurs et d'experts, études de faisabilité, acquisition de brevets et de licences) ?
<del>5.2.</del>	L'aide couvre-t-elle l'achat de matériel d'occasion ?  oui non
<del>5.3.</del>	Dans l'affirmative, l'achat en question n'est-il éligible que pour les petites et moyennes entreprises possédant un niveau technique faible et peu de capitaux ?  ———————————————————————————————————
5.4	Les achats de droits de production, d'animaux et de végétaux annuels, ainsi que la plantation de végétaux annuels, sont-ils exclus de l'aide ?  Oui  non
	Si la réponse est non, veuillez noter qu'en vertu du point 29 des lignes directrices aucune aide ne peut être accordée pour ces postes de dépense
<del>5.5.</del>	La part de l'achat de terres autres que des terrains à bâtir dans les dépenses éligibles de l'investissement envisagé est-elle plafonnée à 10 % ? sans objet oui non
	Si la réponse est non, veuillez noter que ce plafond de 10 % est une des conditions d'éligibilité à remplir en vertu du point du point 29 des lignes directrices
6. AIE	DE A LA CONSERVATION DES PAYSAGES ET BATIMENTS TRADITIONNELS
sans o 6.1.	bjet L'aide concerne-t-elle des investissements ou des travaux d'équipement tendant à la conservation d'éléments du patrimoine sans finalité productive situés sur des exploitations agricoles ?  non
6.1.1.	Dans l'affirmative, quel est le taux d'aide envisagé (max : 100 %) :
6.1.2	Les dépenses éligibles comprennent-elles la rémunération des travaux effectués par l'agriculteur ou sa main-d'œuvre ?  oui non
6.1.3	Dans l'affirmative, cette rémunération sera-t-elle plafonnée à 10 000 € par an ?  □ oui □ non
6.1.4	Dans la négative, justifiez le dépassement du plafond précité.
6.2.	L'aide concerne-t-elle les investissements ou les travaux d'équipement ayant pour finalité de conserver les éléments du patrimoine de l'actif productif des exploitations?

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4 Page 114

Version du 24.04.09

<del>6.2.1.</del>	Dans l'affirmative, l'investissement en cause a-t-il pour conséquence un
	accroissement de la capacité de production de l'exploitation ?
	Oui non
622	Quels sont les taux maximaux d'aide envisagés pour ce type d'investissement ?
0.2.2.	Investissements sans accroissement de la capacité :
	Taux maximal envisagé pour les zones défavorisées ou les zones
	visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n°
	1698/2005 (max. 75 %)
	Taux maximal envisagé pour les autres zones (max. 60 %):
	Investissements avec accroissement de la capacité :
	Taux maximal envisagé en cas d'usage de matériaux de notre époque
	(max.: voir point 3.1):
	Taux maximal envisagé en cas d'utilisation de matériaux traditionnels,
	en pourcentage du surcoût (max. 100 %) :
	on pourountage ad barboat (max. 100 %) :
7 TP/	ANSFERT DE BATIMENTS D'EXPLOITATION DANS L'INTERET PUBLIC
sans o	
<del>/.1.</del>	Le transfert résulte-t-il d'une expropriation ?
	Oui non
7.2	Le transfert est-il justifié par un intérêt public précisé dans la base juridique ?
	Oui non
	Veuillez noter que la base juridique doit expliquer l'intérêt public que présente le
	transfert.
7.0	La Anguardantation consiste talla disculariont à décision des installations à les
<del>7.3.</del>	La transplantation consiste-t-elle simplement à démolir des installations, à les
	transporter et à les réimplanter ailleurs ?
	<del>L Oui</del> Hon
<del>7.3.1.</del>	Dans l'affirmative, quelle est l'intensité de l'aide ? (max. 100%)
<del>7.4.</del>	La transplantation a t-elle pour effet de mettre à la disposition de l'agriculteur des
	équipements et installations plus modernes ?
	<del>∐ oui                                   </del>
7 / 1	Dans l'affirmative, quelle est la contribution exigée de l'agriculteur, en pourcentage
	de la plus value des installations après la transplantation ?
	Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii)
	ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
	Dans les autres zones (min. 60%)
	Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article
	36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 45%)
	Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min. 55%)
	<del></del>
<del>7.5.</del>	La transplantation a-t-elle pour résultat une augmentation de la capacité de
	<del>production ?</del>
	U non
751	Dane l'affirmative, quelle set la contribution de l'agricultour, en neuroentage des
<del>7.5.1.</del>	Dans l'affirmative, quelle est la contribution de l'agriculteur, en pourcentage des dépenses liées à l'augmentation ?
	Dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii)
	ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min. 50%)
	Dans les autres zones (min 60%)

	<ul> <li>☐ Jeunes agriculteurs dans les zones défavorisées ou les zones visées à l'article 36 points a) i), ii) ou iii) du règlement (CE) n° 1698/2005 (min 45%)</li> <li>☐ Jeunes agriculteurs dans les autres zones (min 55%)</li> </ul>
8. At	JTRES INFORMATIONS
8.1.	La notification est-elle accompagnée d'une documentation démontrant l'adéquation et la cohérence entre l'aide d'Etat envisagée et le(s) plan(s) de développement rural concerné(s)?  ———————————————————————————————————
	ésent régime d'aide constitue un financement additionnel du dispositif 123-1 du ogramme de développement rural 2007-2013 de la Réunion.   Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est
	requise par le point 26 des lignes directrices
8.2.	La notification est elle accompagnée d'une documentation démontrant soit que l'aide est centrée sur des objectifs clairement définis reflétant des besoins structurels et territoriaux ainsi que des handicaps structurels identifiés?

Il s'agit d'une aide qui permet de réduire les charges des entreprises dans des secteurs importants pour le développement de la Réunion.

La TVA non perçue récupérable a pour objet essentiel de couvrir les surcoûts générés par l'importation des produits, en termes de coûts de transport et de stockage.

Ainsi, le surcoût du transport des marchandises par voie maritime de la métropole vers La Réunion est évalué à 25% pour un panel de produits finis acheminés par conteneurs. Pour les produits en vrac, le surcoût lié au transport, bien que moins important, reste de l'ordre d'au moins 15%.

Il convient d'ajouter à ces surcoûts de transport, les nécessaires surcoûts liés à un volume de stockage plus important que celui de la métropole afin de se prémunir contre les risques de rupture d'approvisionnement. Selon la nature des produits, ils peuvent représenter entre 20% et 50% du montant du produit.

Si la réponse est non, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise par le point 36 des lignes directrices

## Partie III.12.B - Fiche d'information complémentaire sur l'aide aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles

Ce formulaire de notification s'applique aux investissements dans la transformation 103 et la commercialisation104 des produits agricoles, traités au point IV.B. des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et forestier 2007-2013<sup>105</sup>.

1.	PORTÉE ET BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE
	<ul> <li>1.1. Veuillez préciser de quelle disposition des lignes directrices concernant le secteur agricole relève cette notification.</li> <li>1.1.1.  Point IV.B.2. a) [Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission 00 du toute disposition le remplaçant]</li> <li>1.1.2.  Point IV.B.2. b) [Règlement (CE) n° 1628/2006 de la Commission 01 1.1.3.  Point IV.B.2. c) [Lignes directrices de la Commission concernant les aides d'État à finalité régionale pour 2007–2013 01 1.1.4.  Point IV.B.2. d) [Aide aux entreprises intermédiaires de régions non éligibles à une aide à finalité régionale]</li> <li>1.2. Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission (aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises)</li> <li>Le bénéficiaire est-il une PME active dans le traitement ou la transformation de produits agricoles?</li> <li>Oui  Non Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ce règlement et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2.a) des lignes directrices.</li> <li>Dans l'affirmative, l'aide est exemptée de l'obligation de notification. Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vos autorités souhaitent malgré tout soumettre une notification. Dans ce cas, veuillez vous réfèrer à la partie correspondante du formulaire type de notification [annexe I, parties I et III.1 du règlement (CE) n° 794/2004 00 u toute disposition le remplaçant].</li> </ul>

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

<sup>103</sup> On entend par «transformation d'un produit agricole» toute opération sur un produit agricole qui a normalement lieu en dehors de l'exploitation après la première vente du produit brut à des revendeurs et des entreprises de transformation et qui aboutit à un produit qui est également un produit agricole.

104 On entend par «commercialisation de produits agricoles» la conservation ou la présentation à des fins de vente, l'offre à la

vente, la livraison ou toute autre manière de mise sur le marché, excepté la première vente d'un producteur primaire à des revendeurs et à des entreprises de transformation et toute activité de préparation d'un produit en vue de ladite première vente. La vente par un agriculteur à des consommateurs finals doit être considérée comme une commercialisation si elle a lieu sur un site distinct réservé à cette fin.

<sup>&</sup>lt;sup>108</sup> JO C 54 du 4.3.2006, p. 13.

Règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE (JO L 140 du 30.4.2004, p. 1-134).

1.3. Règlement de la Commission sur les aides régionales à l'investissement
L'aide répond-elle aux conditions fixées par ce règlement?  Oui  Non
Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ce règlement et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2 b) des lignes directrices.
Dans l'affirmative, l'aide est exemptée de l'obligation de notification. Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vos autorités souhaitent malgré tout soumettre une notification. Dans ce cas, veuillez vous référer au formulaire de notification correspondant.
1.4. <u>Lignes directrices de la Commission sur les aides d'État à finalité régionale pour 2007-2013</u> <sup>110</sup>
L'aide répond-elle aux conditions définies dans ces lignes directrices?
Oui Non  Dans la négative, l'aide ne répond pas aux conditions nécessaires fixées par ces lignes directrices et ne peut être déclarée compatible avec le marché commun, conformément au point IV.B.2.c) des lignes directrices agricoles.
Dans l'affirmative, veuillez noter que cette aide doit être évaluée sur la base des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale. Veuillez vous référer à la partie correspondante du formulaire type de notification (annexe du règlement (CE) n° 1627/2006 de la Commission <sup>111</sup> ).
1.5. Aida aux régions NON éligibles à une side à finalité régionale
1.5. Aide aux régions NON éligibles à une aide à finalité régionale
1.5.1. Certains bénéficiaires sont-ils des PME?  Oui  Non
1.5.1. Certains bénéficiaires sont-ils des PME?
<ul> <li>1.5.1. Certains bénéficiaires sont-ils des PME?  Oui Non  Dans l'affirmative, veuillez vous référer au point 1.2. ci-dessus [point IV.B.2 a) des lignes directrices concernant le secteur agricole].</li> <li>1.5.2. Certains bénéficiaires sont-ils de grandes entreprises (c'est-à-dire des entreprises qui comptent un minimum 750 salariés et qui réalisent un chiffre d'affaires d'au moins 200 millions EUR)?</li> </ul>

<sup>110</sup> JO C 54 du 4.3.2006, p. 13. 111 JO L 302 du 1.11.2006, p. 10. PDR Réunion Page 118

#### 2. INTENSITÉ DE L'AIDE

- 2.1. Si les bénéficiaires sont des <u>PME</u> [règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission ou toute disposition le remplaçant]:
  - veuillez indiquer l'intensité maximale de l'aide pour les investissements éligibles dans:
  - 2.1.1. les régions ultrapériphériques: ...... (max. 75 %);
  - 2.1.2. les îles mineures de la mer Égée<sup>112</sup>:...... (max. 65 %);
  - 2.1.3. les régions éligibles au titre de l'article 87, paragraphe 3, point a): ....... (max. 50 %);
  - 2.1.4. d'autres régions: ...... (max. 40 %).
  - Si le taux de l'aide est supérieur au plafond susmentionné, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme à l'article 4 du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission.
- 2.2. Pour l'aide relevant du <u>règlement</u> de la Commission sur les aides régionales à l'investissement <u>ou</u> des <u>lignes directrices</u> de la Commission sur les aides d'État à finalité régionale pour 2007-2013, veuillez préciser l'intensité maximale de l'aide pour:
  - 2.2.1. les *PME*:
    - 2.2.1.1. concernant les investissements éligibles dans les régions relevant de l'article 87, paragraphe 3, point a) du traité: ...... (max.: 50 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
    - 2.2.1.2. concernant les investissements éligibles dans d'autres régions éligibles pour l'aide régionale: ...... (max.: 40 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
  - 2.2.2. les *entreprises intermédiaires* au sens de l'article 28, paragraphe 3, du règlement n° 1698/2005<sup>113</sup> (pas de PME mais des entreprises qui comptent moins de 750 salariés ou qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 200 millions EUR):
    - 2.2.2.1. concernant les investissements éligibles dans des régions éligibles au titre de l'article 87, paragraphe 3, point a) du traité: ..... (max.: 25 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);
    - 2.2.2.2. concernant les investissements éligibles dans *d'autres* régions éligibles à une aide à finalité régionale: ............ (max.: 20 % ou un montant maximum défini dans la carte régionale approuvée par l'État membre concerné pour la période 2007-2013);

Si les taux d'aide dépassent les plafonds précités, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme au point IV.B.2.c)(ii) des lignes directrices concernant le secteur agricole.

Le règlement 1698/2005 indique dans son article 28 point 3 qu' « aucune limite de taille n'est applicable pour le taux maximal dans le cas des territoires [...] des départements français d'outre-mer », qui est de 75%.

. .

<sup>112</sup> Règlement (CEE) n° 2019/93 du Conseil, JO L 184 du 27.7.93, p. 1.

Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (JO L 277 du 21.10.2005, p. 1).

PDR Réunion

Page 119

Version du 24.04.09

En application du point 73 des AFR pour 2007-2013 relatif au cumul des aides, un investissement dans les industries agroalimentaires faisant l'objet d'un soutien financier au titre du dispositif 123-1 et du présent régime de défiscalisation pourra bénéficier d'un taux maximum d'aide publique de 75%. 2.2.2.3. Les bénéficiaires répondent-ils à toutes les autres conditions de la recommandation 2003/361/CE de la Commission<sup>114</sup>?  $\bowtie$ 

Dans la négative, la mesure n'est pas conforme au point IV.B.2.c)(ii) des lignes directrices concernant le secteur agricole. 2.2.3. Les bénéficiaires éventuels de plus grande taille que les entreprises intermédiaires (grandes entreprises) sont-ils mentionnés au point 2.2.2.?  $\boxtimes$ Oui Non Dans l'affirmative, l'intensité maximale de l'aide est-elle égale ou inférieure au montant maximal fixé dans la carte des aides à finalité régionale pour l'État membre concerné pour la période 2007-2013?  $\boxtimes$ Oui Non Dans la négative, l'aide ne peut pas être déclarée compatible conformément au point IV.B.2.c) des lignes directrices concernant le secteur agricole. Dans l'affirmative, veuillez indiquer l'intensité maximale des aides à finalité régionale susmentionnée. L'intensité maximale de l'aide concernée sur la carte d'aide régionale correspondante est de .....%. 2.3. Pour les aides à l'investissement en faveur d'entreprises intermédiaires de régions **non** éligibles à l'aide régionale: 2.3.1. veuillez préciser l'intensité maximale de l'aide: ........... (max.: 20 %). Si les taux d'aide dépassent les plafonds précités, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme au point IV.B.2.d) des lignes directrices concernant le secteur agricole. 2.3.2. Les bénéficiaires répondent-ils à toutes les autres conditions de la recommandation 2003/361/CE de la Commission? Oui Non Dans la négative, la mesure n'est pas conforme au point IV.B.2.d) des lignes directrices concernant le secteur agricole. 3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DÉPENSES 3.1. L'aide concerne-t-elle la production et la commercialisation de produits d'imitation ou de substitution du lait et des produits laitiers? Oui Non Dans la négative, veuillez noter que la mesure n'est pas conforme au point IV.B. des

lignes directrices concernant le secteur agricole.

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

<sup>114</sup> Recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (JO L 124 du 20.5.2003, p. 36-41).

3.2	. Pour les <i>grandes</i> e			s entreprise	s intermé	diaires, l'aide	e concerne-t-	elle
	l'achat d'équipeme	nt d'occ	asion? Oui	$\bowtie$	Non			
			Ou.		11011			
	Dans l'affirmative, v lignes directrices co					s conforme a	au point IV.B.	des
3.3	. Pour l'aide aux inve régionale:	estissen	nents da	ns des régi	ons <u>non</u> e	éligibles aux	aides à finali	té
	pouvez-vous conficorrespondent condirectrices de la période 2007-2013	nplètem Commis	ent aux	dépenses	éligibles	énumérées	dans les lig	gnes
			oui		non			
	Dans la négative:							
	- si les bénéficiaires le point IV.B.2.d) de					ne serait pas	compatible	avec
	- si le bénéficiaires					les sont-elle	s conformes	aux
	articles 2 et 4 du rèç	glement		001 de la C		n?		
			oui		non			
	Dans la négative, lignes directrices ag		ire ne s	erait pas c	ompatible	e avec le po	oint IV.B.2.d)	des
3.4	4.L'aide peut-elle f commune de mar Fonds européen production ou des individuels, des e d'accroître la produ	ché cor agricole limitatio xploitati	mportan e de ga ons du s ons ou	t des régin arantie (Fe outien com des entrep	nes de s aga) imp munautai prises de	outien direct oose des re re au niveau transformat	t financés pa estrictions d i des agricult ion, suscept	ar le e la eurs
	Dans la négative, l'octroi d'aide en fav						lignes direct	rices
4 Autre	es informations							
	4.1.La notification e est ciblée sur structurels et ter	des ob	jectifs o	clairement	définis e	n rapport a	vec les bes	
	Si la réponse est annexe à la présen						ous ou dans	une
	sent régime d'aide gramme de dévelop						oositif 123-1	du
	Dans la négative, vo par le point 36 des l				ire de cet	te documen	tation est rec	luise
	4.2. La notificatior cohérence entre l'a concerné(s)?							

PDR Réunion Annexe 2 Tome 4

□ non Si la réponse est oui, veuillez fournir cette documentation ci-dessous ou dans une annexe à la présente fiche d'information complémentaire
Il s'agit d'une aide qui permet de réduire les charges des entreprises dans des secteurs importants pour le développement de la Réunion.
La TVA non perçue récupérable a pour objet essentiel de couvrir les surcoûts générés par l'importation des produits, en termes de coûts de transport et de stockage.
Ainsi, le surcoût du transport des marchandises par voie maritime de la métropole vers La Réunion est évalué à 25% pour un panel de produits finis acheminés par conteneurs. Pour les produits en vrac, le surcoût lié au transport, bien que moins important, reste de l'ordre d'au moins 15%.
Il convient d'ajouter à ces surcoûts de transport, les nécessaires surcoûts liés à un volume de stockage plus important que celui de la métropole afin de se prémunir contre les risques de rupture d'approvisionnement. Selon la nature des produits, ils peuvent représenter entre 20% et 50% du montant du produit.
Dans la négative, veuillez noter que la fourniture de cette documentation est requise
par le point 26 des lignes directrices agricoles.
par le point 26 des lignes directrices agricoles.  5 Notifications individuelles
5 Notifications individuelles L'investissement éligible et le montant de l'aide peuvent-ils dépasser respectivement
5 Notifications individuelles
5 Notifications individuelles L'investissement éligible et le montant de l'aide peuvent-ils dépasser respectivement 25 millions EUR et 12 millions EUR?
5 Notifications individuelles  L'investissement éligible et le montant de l'aide peuvent-ils dépasser respectivement 25 millions EUR et 12 millions EUR?  ☐ oui ☐ non  Dans l'affirmative, l'aide fera-t-elle l'objet d'une notification individuelle?
Tinvestissement éligible et le montant de l'aide peuvent-ils dépasser respectivement 25 millions EUR et 12 millions EUR?  □ oui □ non